

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N°

★ ADAMS

231.3

Digitized by the Internet Archive
in 2010

NOUVELLES VUES

S U R

L'ADMINISTRATION

DES FINANCES,

E T S U R

L'ALLEGÈMENT

DE L'IMPÔT.

170

171

172

173

NOUVELLES VUES

S U R

L'ADMINISTRATION

DES FINANCES,

ET SUR

L'ALLÈGEMENT

DE L'IMPÔT.

Par M. HOCQUART DE COUBRON.



A LA HAYE.

1785.

2x ADAMS231.3



AVERTISSEMENT.

J'AI publié , en 1783 , une brochure intitulée : *Vues d'un Citoyen sur la distribution des dettes d'un État* , dans laquelle j'ai établi que la richesse d'épargne étoit la seule qui devoit porter les Impôts & qui pouvoit offrir des ressources dans des temps difficiles.

Je me suis permis d'avancer, alors, que la maniere dont les Impôts étoient assis , tendoit à détruire cette épargne plutôt qu'à la conserver & à la multiplier. C'est le développement de cette assertion que je soumets aujourd'hui à l'examen du Public. Ce développement m'a conduit à des conséquences qui

contrarient le sentiment de plusieurs Auteurs qui ont écrit sur l'économie politique. L'examen de leurs opinions est devenu nécessaire pour la démonstration de la vérité des miennes ; & l'Ouvrage rassemblant une doctrine qui embrassoit toutes les parties l'Administration des Finances , a dû être celui qui a offert plus de matières à la discussion. Je n'ai point craint de m'y livrer , & j'ai espéré de la justice de mes Lecteurs qu'ils voudroient bien distinguer la nécessité de réfuter les principes opposés aux miens , de la volonté de critiquer un Ouvrage auquel une grande partie du Public a donné son suffrage , & qui est aussi recommandable par le motif qui l'a dicté , que par l'estime accordée à son Auteur.

Je m'empresse d'avouer que si M. Necker n'eût pas voulu faire

un Livre élémentaire , & que s'il eût présenté l'Administrateur des Finances comme assujetti à conserver toutes les impositions établies , en ne lui laissant que le soin de mettre de l'uniformité & de la facilité dans la perception , je crois qu'il seroit à l'abri d'une critique raisonnable ; cette nécessité auroit justifié toutes les modifications proposées. Mais M. N.... pénétré de la grandeur des obligations d'un Ministre , dont les opérations influent principalement sur le bonheur de tout un Etat, a cru devoir rendre compte des principes qui l'ont guidé , & qu'il croit devoir être l'objet des méditations de tous ceux qui le suivront dans cette pénible carrière.

Je ne présenterai point les Impôts comme des sacrifices qui sont exigés des Peuples : je tâcherai de prouver que la maniere dont ils

peuvent être assis , les doit faire envisager comme le gage de la tranquillité & de la sûreté dont les Citoyens doivent jouir.

Ce n'est point le tableau de leurs miseres qu'ils demandent , mais celui des conditions auxquelles leur bonheur est attaché : ils sont toujours prêts à applaudir aux moyens capables de le leur procurer ; & convaincus de la nécessité de la contribution , ils saisissent avec plaisir tous les résultats qui peuvent conduire à améliorer & à simplifier l'imposition.

C'est ainsi que comparant les 90 liv. que M. N. accorde à chaque Individu , proportionnellement à la quantité du numéraire existant dans l'Etat , on s'étonne comment elles peuvent suffire à toutes les dépenses ; & réfléchissant ensuite que la totalité de l'imposi-

tion donne 23 l. 13 f. 8 d. par tête, on conclut que si ces 23 l. 13 f. 8 d. se divisoient en autant de fois qu'il faut que les 90 liv. de numéraire se multiplient pour fournir à toutes les dépenses ; la plus légère contribution, au moment de ces dépenses, surpasseroit infiniment la somme de 585,000,000 liv. qu'on vient d'apprendre que l'on payoit.

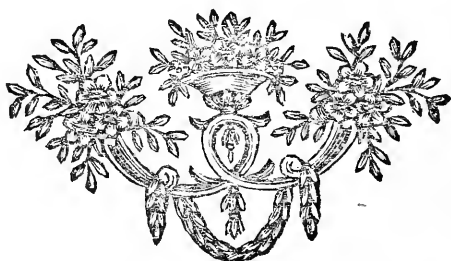
On se persuade alors que tous principes qui ne rameneront pas l'imposition à une base aussi simple, seront susceptibles d'erreurs. Tel est le sentiment confus que tout le monde éprouve, & c'est-là le problème dont on demande la solution à tout homme qui propose ses méditations sur l'économie politique, & que je vais tâcher de résoudre.

Je conviens que quelques-unes de mes propositions sont opposées aux opinions presque généralement

viiij

reçues ; mais je supplie d'observer
que je ne les présente jamais que
comme des conséquences des prin-
cipes que j'ose croire qu'on trouvera
démontrés.

J'en'ai espéré porter la conviction
que par l'ensemble de cet Ouvrage.



NOUVELLES



NOUVELLES VUES

S U R

L'ADMINISTRATION

DES FINANCES,

E T S U R

L'ALLÈGEMENT

DE L'IMPÔT.

P L A N D' I M P O S I T I O N.

JE pose pour principes que l'Impôt ne doit porter que sur les consommations d'objets de commodité & de luxe ;

A

Qu'il doit pouvoir se proportionner aux besoins de l'État ;

Qu'il doit être facile dans sa perception ;

Qu'il doit se proportionner de lui-même aux facultés des Contribuables , à l'augmentation ou à la diminution des richesses des Citoyens , de manière qu'il en soit le thermometre ;

Que son effet doit entretenir la main d'œuvre au plus bas prix possible , sans contrarier pour cela l'Agriculture ;

Qu'il faut qu'il soit sans réaction , & qu'il puisse remplacer toutes les autres impositions.

J'aurai rempli toutes ces conditions , si je prouve que les dépenses de commodité & de luxe présentent une masse imposable , assez considérable pour qu'un dixieme qui seroit perçu sur elle , fût plus que suffisant aux besoins ; car ces sortes de dépenses sont toujours volontaires , & les seules susceptibles d'être atteintes par l'Impôt : toutes les

autres sont nécessaires, ou deviennent des dépenses de reproduction pour l'Etat, tandis que celles de commodité ou de luxe ne peuvent jamais être regardées comme une avance dont on doive se rembourser; & le droit étant assis sur les sommes dépensées, & non sur la marchandise même, il ne doit y avoir ni tarif, ni arbitraire.

Les propositions suivantes servent à la démonstration de ce système.

L'Impôt ne peut être pris que sur les dépenses.

L'Impôt ne peut porter ni sur les dépenses nécessaires pour fournir à la subsistance, ni sur les avances d'agriculture ou d'industrie.

Toutes les autres dépenses doivent être appelées dépenses de commodité & de luxe.

Toutes ces dépenses se concentrent dans les achats faits chez les Marchands en détail.

La somme des ventes , en détail , doit s'élever à plus de huit milliards.

De toutes ces propositions , il n'y a que la dernière à prouver ; les autres peuvent être regardées comme des axiomes.

Tout Marchand vit du profit de son commerce : or , si les dépenses nécessaires des Marchands en détail dans le Royaume représentent une vente de huit milliards , la proposition sera prouvée.

Une preuve de cette nature , paroît devoir être incertaine ; cependant je crois au moins avoir fait , pour Paris , une approximation équivalente à la démonstration : on jugera même combien elle est conforme à celle faite dernièrement en Angleterre.

Je me presse de prévenir qu'il ne faut pas confondre l'imposition sur les boutiques , en Angleterre , avec celle que je proposerai : celle d'Angleterre prouve la vérité des bases de la mienne ; mais l'exécution est contraire à mes principes : j'observe simplement que l'on y a estimé

une taxe équivalente aux vingtièmes des loyers des Marchands en détail à 144 mille livres sterlings, représentant une somme de loyers de 64,800,000 liv. de notre monnoie ; si l'on suppose que la dépense des loyers soit le sixième de la dépense nécessaire des Marchands, elle montera à 388,800,000 liv., ce qui suppose une vente de 3,888,000,000 liv.

Si la population de la France est le quadruple de celle d'Angleterre, cela feroit pour la France 15,500,000,000 l. ; & cette masse étant diminuée de près de moitié, laisseroit une imposition sans reflet de 800,000,000 liv.

La base que j'ai prise, me paroît un peu plus certaine encore, & voici l'ordre que j'ai suivi : j'ai pris la somme totale de la capitation des Corps & Communautés de la ville de Paris, de 1774.

La proportion de leur imposition, m'a indiqué celle de leur commerce.

J'ai ensuite fait l'imposition moyenne par tête dans chaque Communauté, &

j'ai pu démontrer qu'il étoit impossible que le bénéfice moyen que je supposois ne fût beaucoup plus considérable , puisqu'à peine donnoit-il le montant de la dépense la plus bornée.

J'ai eu l'attention de soustraire du total de leur bénéfice un fixième , parce que les 4 s. pour liv. de la capitation faisoient partie du total de l'imposition ; & pour ne pouvoir me tromper qu'en moins , j'ai calculé leur bénéfice à 15 pour 100 de leur vente , au lieu de le calculer à 10 , qui est le gain courant du commerce.

L'évaluation monte, pour Paris, à plus de 407 millions. Voyez *page 28*.

Lyon , qui comprend plus de douze mille Maîtres , fournit , déduction faite des Artisans & des Marchands de comestibles , cinq mille trois cents Marchands en détail ; je ne les estime qu'à quinze mille livres de vente , cela donne soixante-dix-neuf millions.

Les Lettres-Patentes de 1777 comp-

tent dans le ressort du Parlement de Paris, soixante-quatorze Villes du second ordre, dont Versailles est une. Dans le nombre des Marchands en détail de la ville de Versailles, il y en a onze cents quarante de la même espèce dont est question : en leur supposant à chacun dix mille livres de vente, cela fait onze millions quatre cents mille livres.

Quoique les autres Villes du second ordre ne soient pas aussi peuplées, cependant leur commerce peut s'estimer aussi fort que celui de Versailles, parce que le plus grand nombre de ses habitans tirent leur consommation de Paris, ainsi les soixante-quatorze Villes du second ordre estimées comme Versailles, donneront la somme de huit cents quarante-trois millions, ci. . . 843,000,000 l.

Les mêmes Lettres-Patentes de 1777 comptent vingt-une Villes du premier ordre dans le ressort du Parlement de

Paris ; j'estime leur commerce à un tiers en sus de celui des Villes du second ordre , c'est-à-dire , à quinze millions deux cents mille liv. , & pour les vingt-une Villes trois cents dix-sept millions , ci. 317,000,000 l.

Le total du ressort du Parlement de Paris , donnera donc une estimation de onze cents soixante millions , ci. . 11,60,000,000 l.

Cette estimation des ventes en détail , faites dans le ressort du Parlement de Paris , doit être regardée comme infiniment au-dessous de la réalité , puisque je n'ai porté le prix moyen des ventes de chaque Marchand en détail qu'à dix ou quinze mille livres par an.

La foiblesse de cette évaluation doit servir à compenser le *deficit* que pour-

roit présenter quelque Ville du second ordre , dont les ventes ne pourroient pas monter à la somme de onze millions quatre cents mille livres , total moyen des ventes que j'ai supposé à chacune d'elle.

Je crois devoir faire faire l'attention que les Lettres-Patentes de 1777 ont pour objet de fixer le nombre des Communautés qui doivent exister dans les Villes dont la population , & par conséquent les ventes , sont assez considérables pour qu'il soit du bon ordre & de l'utilité publique d'y déterminer les différentes professions ; & encore, que la vente moyenne de dix mille livres , par chaque Individu qui se voue à une seule espèce de trafic , est l'estimation la plus basse.

Depuis ces Lettres-Patentes , plusieurs autres Villes ont encore formé différens corps de Communauté. L'estimation que j'ai faite , a donc une base , déterminée par l'Administration même , & ne sauroit être révoquée en doute.

Je n'ai point de principe aussi sûr pour les autres ressorts. Je crois pouvoir, sans risque de me tromper, les évaluer, en terme moyen, chacun à la moitié du ressort du Parlement de Paris, d'autant que celle-ci ne comprend ni Paris, ni Lyon. Alors la totalité des ressorts donne un total de 8,120,000,000 liv., à quoi il faudroit ajouter les évaluations de Paris & Lyon, ce qui fait ensemble 8,600,000,000 liv.

Je desirerois appuyer cette estimation de quelque démonstration sensible. Elle seroit certaine, si le nombre des Marchands des différentes Villes étoit connu; mais au défaut de ce secours, on peut y suppléer par le concours de plusieurs rapprochemens.

1.^o Si je prends pour base la population de tout le Royaume, d'après M. Necker, *page 306, tome I*, je vois que l'on peut arbitrer la population du ressort du Parlement de Paris, sans y comprendre celle de cette Ville, à environ un cin-

quieme de la population totale , & la proportion établiroit seulement une vente en détail de cinq milliards huit cents millions , & avec Paris & Lyon six milliards deux cents quatre-vingt-six millions.

2.^o Si je prends la proportion de la population de Paris , à raison de six cents quatre-vingt mille-habitans , *page 277 , tome I* , avec vingt-quatre millions six cents soixante-seize mille , total de la population du Royaume , il se trouvera alors que le Royaume doit donner en tout trente-six fois la somme des ventes de Paris , ou quatorze milliards six cents millions , ce qui rapproche de l'estimation proportionnelle faite relativement à la taxe des boutiques en Angleterre , *page 5*.

3.^o Si je prends la proportion des

impositions de Paris , déduction faite des droits sur les Offices , des revenus des Postes & de la Loterie Royale , *page 275 , tome I* , avec les impositions du reste du Royaume , je trouve que trente-six millions , taxe de Paris , sont à 527 à-peu-près comme 1 est à 14 deux tiers , ou que la vente dans le Royaume doit monter environ à six milliards. Il faut conclure de ces rapprochemens , 1.^o que la proportion de la population des ressorts des Parlemens entr'eux , avec celle des impositions de Paris , comparées à l'imposition totale , donne le même résultat.

2.^o Que l'Impôt des boutiques en Angleterre , comparé à la population de ce Royaume & de la France , d'une part ; & que l'Impôt que j'ai établi pour Paris , comparé au reste du Royaume , de l'autre , donnent un résultat qui

approche de celui que donneroit la comparaison de la population de la France avec l'Angleterre.

L'un supposeroit quinze milliards cinq cents millions de ventes en France , puisque l'Impôt sur les boutiques suppose près de quatre milliards en Angleterre , & l'autre suppose quatorze milliards six cents millions de livres de ventes en France.

J'ajouterai que le rapport de onze cents quarante Marchands pour Versailles , vendant pour dix mille livres , & de vingt mille trois cents cinq pour Paris , vendant pour vingt mille livres , ainsi que celui de cinq mille trois cents Marchands pour Lyon , vendant pour quinze mille livres , est dans la même proportion qu'est la population de Paris à six cents quatre-vingt mille habitans , celle

du Versailles à soixante mille , & celle de Lyon à cent soixante mille ; ce qui prouveroit que la population pourroit à-peu-près servir de regle pour déterminer le nombre des Marchands.

Je crois avoir présenté des raisons suffisantes pour appuyer mon assertion & pour penser qu'il est impossible de ne pas accorder que la vente en détail dans le Royaume doit monter à huit milliards.

Cette somme de huit milliards de dépense , que je suppose faite dans le Royaume , paroît , au premier coup-d'œil , impossible à admettre ; & l'on peut dire que la population étant de vingt-quatre millions d'habitans en France , il faudroit que chaque Individu dépensât trois cents livres en choses de commodité & de luxe , ce qui ne paroît pas probable.

Je réponds que la taxe des boutiques en Angleterre , suppose une vente de quatre milliards faite par cinq millions d'habitans ; ce qui donne huit cents livres par Individu : Ôtez un quart des boutiques , comme étant occupées par les Artisans , Boulangers , Bouchers , Cabaretiers , reste six cents livres par Individu. La rétorsion doit paroître sans réplique.

Au surplus , comme la forme d'imposition que je propose est la seule qui puisse être sans inconvénient , je ne crains pas d'avancer qu'il faudra la proportionner aux besoins , & je propose d'établir un huitieme ou un dixieme sur les ventes en détail qui seront faites dans les Villes du premier & second ordre seulement , pour que l'on puisse compter sur une contribution de sept à huit cents millions ,

qui ne pourra être à charge , puisqu'elle sera volontaire. J'excepte tous les comestibles & grand nombre d'Artisans , & je propose de faire les Marchands , eux-mêmes , receveurs de cette imposition.

Voici les réflexions qui se présentent sur cette forme d'imposition.

1.^o Dès-lors que la vente en détail doit procurer au Roi huit cents millions , quelque considérable que puisse être la fraude , elle ne peut l'être assez pour que le Roi ne reçoive pas autant qu'il reçoit aujourd'hui.

2.^o Si le Marchand est obligé de tenir des livres , cette loi , de toute sagesse , ne seroit donc pas nouvelle , elle seroit seulement mise en vigueur , & l'imposition portant sur le prix des ventes , évite tout tarif , tout arbitraire. Chaque total

de mois de vente fait la masse imponible.

3.^o Le Marchand étant receveur , l'acheteur ne peut jamais frauder ce qui est dû au Roi, que du consentement de ce Marchand ; le Marchand étant donc le seul qui puisse faire la fraude , les précautions pour l'éviter , ne regarderont qu'une seule classe de citoyens , lesquels tenant leur existence des autres, ne peuvent se plaindre d'être soumis à une formalité , qui , ne les grévant point , dégage le reste de la nation de l'espece d'inquisition , à laquelle la levée actuelle des impôts l'expose.

4.^o Le magasin du Marchand présente toujours une valeur plus grande que ne peut être le droit qu'il aura reçu.

De ces propositions , il résulte que la masse sur laquelle portera l'imposition, est assez considérable pour fournir aux besoins de l'Etat.

Qu'il n'y a que l'homme chargé de la perception qui puisse frauder, ce qui

rend les moyens de prévenir la fraude, plus faciles.

Que les Receveurs de l'impôt ont une caution naturelle, plus considérable que la valeur des sommes dont ils seront dépositaires.

Que la répartition de l'impôt se fait d'elle-même, puisque la différence du pauvre au riche, ne se manifeste que par le pouvoir de dépenser, & l'impôt se payera à raison des dépenses.

Qu'il est très-facile de substituer cet impôt à tous ceux qui existent, & cette opération peut se faire sans secousse & par degrés.

Que l'impôt du dixième sur les ventes pouvant remplacer toutes les autres impositions, il est certain que le prix de la main-d'œuvre baisseroit, & par conséquent le prix intrinsèque de la marchandise; alors l'impôt du dixième deviendra insensible, relativement au prix actuel de ces mêmes marchandises, & cependant tous les autres impôts n'existeront plus.

Ce

Ce projet présente une infinité d'autres avantages pour l'Administration, qui tiennent à des réflexions abstraites dont je m'abstiens à présent, parce qu'elles seront mieux saisies lorsque je les appliquerai à la démonstration des inconvéniens qu'entraînent après elles les différentes formes d'impositions auxquelles les Gouvernemens sont assujettis.

Il faut parler du bien particulier qui résulteroit pour chaque Sujet du Roi.

Le pauvre ne payeroit rien, le riche ne payeroit que parce qu'il le voudroit : l'homme qui vit dans la médiocrité ou qui éprouveroit un malheur, auroit au moins la consolation de n'avoir rien à dépenser au-delà de sa subsistance, que lorsque ses facultés le lui permettroient.

On doit juger que cet impôt, au moyen de l'allégement des autres, prendra un accroissement très-important, puisque le pauvre pourra se procurer quelque douceur ; celui dont la fortune

est médiocre , plus de commodité , & le riche plus d'objets de luxe.

Quant au Marchand, il est nécessaire de sentir qu'aujourd'hui les marchandises qui sont dans un magasin ont payé les droits d'entrée, le gain des Facteurs ou Commissionnaires, & l'impôt, soit sur les matières premières, soit sur l'industrie, dont il a fait l'avance ; que non-seulement il n'en feroit plus , mais même que les droits qu'il feroit payer à l'acheteur , étant pendant quelque tems dans sa main , ce feroit un argent dont il pourroit profiter.

Quant à la Régie , elle est simple : le seul point essentiel , c'est que le prix de la marchandise soit toujours porté sur les livres du Marchand , sans y confondre le dixième d'imposition ; il pourroit même avoir dans la suite la ressource de s'abonner : son intérêt feroit de proposer un abonnement un peu plus fort , parce que cela lui donneroit plus de crédit.

Ce motif, en administration, est un des plus puissans ; & pour en juger , il suffit d'observer ce qui se passe à Hambourg. Les Marchands sont obligés d'apporter au trésor public le vingtieme de leurs bénéfices ; ils en sont cru sur leur parole ; l'expérience a prouvé qu'ils apportent des sommes beaucoup plus considérables que celles auxquelles ils seroient imposés. On doit s'en fier à une Ville commerçante, pour déterminer ce qui a le plus d'empire sur l'esprit du Marchand. Le grand art d'un Administrateur consiste dans la connoissance des hommes & dans la manière de les bien conduire.

Je crois pouvoir avancer que de toutes les manieres d'asseoir l'impôt , celle que je propose est la plus conforme à sa nature , celle qui porte sur la masse la plus considérable ; que la répartition en est juste ; qu'elle a l'effet d'une contribution volontaire ; que les fonds du Trésor-royal sont assurés ; & que la Régie doit être simple. J'ajouterai que , pour peu

que l'on veuille y réfléchir, on fera convaincu que ce n'est que sur les dépenses que l'impôt peut utilement porter, & qu'à quelque somme qu'il fût nécessaire de le faire monter, il ne frapperoit jamais que sur ceux qui peuvent & doivent le payer.

Cette forme est incontestablement préférable à celle de faire porter l'impôt sur la consommation des denrées de première nécessité, parce que dans ce dernier cas l'impôt peseroit davantage sur la classe indigente.

Il est certain qu'il en résulteroit pour le Royaume une espèce de régénération, qui le porteroit au plus haut point de grandeur & de puissance, non par la surcharge des impositions, mais au contraire par le bonheur des Individus, puisque l'on pourroit ôter successivement tous les autres impôts, supprimer toutes les entraves du commerce, mettre fin à tous les abus, aux fraudes & aux vexations occasionnées par les différentes perceptions.

Les autres impositions ne feroient abolies que fucceffivement, & la faine raifon l'indique; il ne faut pas occafionner des mouvemens convulfifs dans un grand Etat, & le bien s'opere beaucoup mieux par les moyens doux, que par des opérations tranchantes. C'eft pour fuivre ce principe, qu'il paroîtroit non-feulement convenable, mais même indifpenfable de pourvoir honorablement à la fubfiftance des Individus, à mefure que leurs fonctions pour les différentes perceptions viendroient à s'éteindre.

Malgré les préjugés adoptés par le peuple, d'après les déclamations qui fe renouvellent, fans cefle, fur les vexations auxquelles la perception ne donne lieu que trop fouvent; j'ai toujours penfé que l'état qui a été donné aux citoyens, ou qui a été choifi par eux, eft une propriété facrée; qu'il n'y a aucune loi d'Etat qui puiſſe juſtifier une opération qui ôteroit la fubfiftance à pluſieurs milliers d'hommes, & que ſi elle eſt bonne, elle doit

l'être assez pour leur conserver leur revenu par forme de rente viagere.

D'ailleurs, il faut considérer qu'ils sont sujets du Roi, comme les autres, qu'ils font partie de la grande famille dont le Prince est le pere, & qu'il ne faut pas que le bonheur des uns occasionne le malheur & la ruine des autres.

O B J E C T I O N S.

1.^o La fraude, dira-t-on, sera considerable, & pourra réduire infiniment le produit de l'Impôt. Il est facile d'écarter cette objection. La fraude peut être pratiquée par les Marchands, pour se dispenser de payer (comme avance) des droits dont la multiplicité & la fréquence fatiguent le Marchand qui ne croit pas être bien coupable, en trompant la vigilance de ceux qui sont chargés de les percevoir, & en s'affranchissant d'une dépense dont la rentrée est incertaine. Dans le plan proposé, il n'y a point d'avance: le Marchand fait payer le droit

au Consummateur qui achete ; mais l'infidélité qu'il feroit , en ne versant point dans le Trésor royal, l'argent qu'il auroit reçu ne seroit pas seulement une fraude, ce seroit un vol. Il est dépositaire de cet argent. Cette considération doit assurer l'exactitude d'une classe de Citoyens dont la profession a pour base l'honneur & la bonne-foi, & qui ne pourroient se soutenir s'ils y manquoient.

D'ailleurs, cette infidélité seroit facile à découvrir, & ne pourroit se perpétuer.

Dans le plan proposé, le dixieme que doit payer le Marchand, suppose qu'il trouvera dans ses ventes un bénéfice suffisant pour ses dépenses indispensables : si le dixieme dont il comptera, n'étoit pas en proportion avec les ventes jugées nécessaires pour ses dépenses indispensables, on seroit en droit d'en conclure qu'il ne peut pas soutenir son commerce : il seroit forcé de l'abandonner, & perdroit entierement son crédit.

2.º Les Marchands croiront que cette

imposition nuira au secret que demande le commerce , & la Régie les dégoûtera de leur profession.

Je réponds que le secret du commerce n'est utile que pour les spéculations que le Négociant doit faire , soit pour les achats des matieres premieres , soit pour les dépenses de ses fabriques, soit pour les opérations particulieres qu'il fait , & pour ses envois à l'Etranger : tout cela regarde les Fabricans , ou les Marchands en gros. Remarquez que c'est la vente seule des Marchands en détail qui est chargée de l'imposition ; il n'a aucune de ces mesures à garder. La seule chose qui lui importe, c'est que l'on sache que ses ventes sont en proportion de ses dépenses : c'est là ce qui assure son crédit ; & relativement à l'Administration, si l'imposition le met dans le cas d'une vérification, c'est une chose utile , puisqu'elle est capable de prévenir les banqueroutes.

L'imposition ne le force pas à révéler

le secret de ses opérations, ni même ceux à qui il vend. Il suffit qu'il paye le dixieme de ce qu'il a vendu, & en lui confiant la recette de l'impôt, on peut lui donner la faculté de s'abonner par chaque année. Ainsi en tenant toutes les conditions de son abonnement, il sera exempt de toutes recherches.

Mais voici une réponse à laquelle il n'y a point de réplique.

Les Orfèvres sont des Marchands comme tous les autres, cependant ils sont obligés de souffrir des visites journalieres, même à représenter leurs livres; chacun de leurs ouvrages est assujetti à la marque.

Il y a donc connoissance exacte de leur commerce, visite, recherche journaliere, & cependant il y a des Orfèvres, il s'en établit tous les jours, & ils n'ont pas la ressource des abonnemens, comme on peut le permettre par la nouvelle imposition.

3.^o Les Marchands, dira-t-on encore,

ne peuvent vendre sans faire des crédits, & on les assujettit à payer ce qu'ils n'auront pas reçu.

Cette objection, qui est spécieuse, est susceptible d'une réponse péremptoire.

1.^o Les Marchands en vendant au comptant, recevront le droit du Roi qu'ils ne payeront qu'après un délai : voilà une facilité qu'ils trouvent, dont ils peuvent user, puisque leur magasin est une caution toujours subsistante. C'est d'abord une espece de dédommagement.

2.^o Dans l'état actuel, toutes les marchandises qui sont dans leur magasin, ont payé des droits d'entrée, de sortie, de halle ou autres. Ces droits sont à cinq pour cent au moins, & même à dix pour cent; ils ne seront plus dans le cas de payer ces droits. Aujourd'hui ceux qu'ils ont payés, font partie des crédits qu'ils font, lorsqu'ils vendent la marchandise. Ainsi, la seule différence qu'il y aura, c'est qu'aujourd'hui leur avance des droits d'entrée, &c. subsiste long-tems avant de

vendre ; que le remplacement qu'ils font de nouvelles marchandises , renouvelle cette avance des droits d'entrée , &c. qu'aujourd'hui ces avances existent pour les marchandises vendues au comptant , comme sur celles vendues à crédit ; au lieu que dans l'établissement du nouveau dixieme , les Marchands n'auront avancé aucun droit tant pour les Marchandises vendues au comptant ; que pour celles vendues à crédit, ils ne feront l'avance du droit qu'après avoir vendu ; qu'elle ne sera pas plus forte que celle qu'ils sont obligés de faire aujourd'hui avant d'avoir vendu , & que le remplacement qu'ils feront des marchandises ne sera sujet à aucun droit dont ils soient obligés de faire l'avance.

Telles sont à peu-près toutes les objections dont ce plan d'imposition peut être susceptible.

Il reste à tirer les corollaires qui doivent servir de base à l'administration des autres parties des finances , & à prouver

que cette maniere d'asseoir l'Impôt, est la seule qui ne puisse jamais mettre les intérêts du Trésor royal en opposition avec ceux de l'Agriculture & du Commerce. Cette preuve ne peut résulter que de l'examen approfondi de l'impossibilité d'allier les systèmes actuels avec le plus grand avantage des Peuples & du Gouvernement.

Je vais tâcher de la porter à l'évidence par la discussion des principes admis par M. Necker, auxquels j'en substituerai d'autres, dont je démontrerai la liaison, les rapports réciproques, & le parfait ensemble.

*PREUVE de l'évaluation de la Vente
en détail, faite dans Paris.*

«—————»

LA capitation des Marchands ne peut être assise qu'à raison de leur industrie & du montant de leur commerce.

La proportion qui existe entre les différentes cotes de la capitation perçue sur Paris, en 1774, détermine la proportion qui existe entre les différens commerces.

Ainsi , la capitation des Marchands Drapiers montant, en 1774, à 106,380 l. & celle des Epiciers à 35,700 liv. , je conclus certainement que le commerce des Epiciers est le tiers du commerce des Drapiers , & ainsi de suite.

Le Tableau N.º I , établit cette proportion entre les différens commerces de Paris.

Ce Tableau sert à prouver, que si l'on peut arriver à connoître exactement le montant du commerce d'une seule Communauté, on connoîtra celui de toutes les autres , puisqu'on connoît la proportion qui est entre elles. Ce Tableau est donc essentiel.

Quand j'ai connu quelle est la proportion du commerce qui existe entre les différentes Communautés de Paris ,

j'établis une autre proportion entre la cote générale de la capitation de chaque Communauté & le nombre d'Individus ; le résultat est la capitation moyenne de chaque tête. Ainsi, je vois que la capitation moyenne du Marchand Drapier est de 30 liv. 10 sols , & celle de l'Épicier de 41 l. 10 sols ; d'où je conclus que les profits de l'Épicier doivent être plus considérables que ceux du Drapier , &c.

Ce Tableau de proportion moyenne est sous le N.^o II.

Quand j'ai connu quelle est la proportion moyenne de la capitation des Individus de chaque Communauté. Je cherche à établir quel est le profit moyen que l'on a supposé.

J'estime que la capitation des Marchands a été établie à raison d'un demi pour cent du profit de chaque Communauté.

Cette estimation est d'autant plus raisonnable , que quand même l'affiette générale eût été arbitraire , la répartition

étant faite par les Syndics, ils n'ont pu la faire qu'à raison du commerce de chaque Individu.

Ainsi, je dis la cote du Marchand Drapier étant de 30 liv. 10 sols pour sa capitation, cela suppose 5085 liv. de bénéfice (1), & ainsi de suite.

Le Tableau de cette estimation est sous le N.^o III.

Comme il existe une proportion entre les différens commerces, qui est décidée par les différentes cotes de capitation, & établie par le N.^o I, il s'ensuit que si l'estimation des profits est telle qu'il y ait une seule estimation qu'il soit impossible de révoquer en doute, il faut admettre toutes les autres, puisqu'elles sont en proportion. Ainsi, l'on voit dans le Tableau N.^o III, que je ne suppose au Marchand Cartier que 1333 liv. de bé-

(1) 30 liv. 10 sols, à un demi pour cent, feroient 6100 l. pour l'estimation du bénéfice ; mais dans la cote, les 4 sols pour liv. sont compris, ce qui réduit à 5080 liv. Cette observation devient générale.

néfice pour payer son loyer, ses Garçons, sa nourriture, son entretien, &c. Comme la capitation est en proportion de celle du Drapier, il s'ensuit que celle du bénéfice du Drapier est juste.

Aussi-tôt que la proportion que j'aurai établie dans les bénéfices de chaque Communauté sera certaine, le montant de leurs ventes sera certain, en arbitrant que leur bénéfice est à raison de quinze pour cent de leurs ventes. Ce bénéfice moyen est, relativement à plusieurs trafics, beaucoup trop fort; mais comme il diminue le montant de l'estimation des ventes, l'évaluation qui est faite est moins susceptible de critique.

Le Tableau est sous le N.^o IV.

Il y a plusieurs Communautés dont je n'ai pu avoir les Tableaux; mais comme leur capitation est en proportion, leurs ventes doivent suivre cette même proportion.

On la trouvera sous le même N.^o IV.

N.^o I.

*PROPORTION de la Capitation perçue en 1774
sur les Communautés ci-après , avec celle des
Marchands Merciers-Drapiers.*

N O M S des C O M M U N A U T É S.	MONTANT de la Capitation.	PROPORTION.
	liv.	
Drapiers	106380 "
Epiciers.	35700 .	.. . 1/3
Bonnetiers.	14288 .	.. . 1/7
Orfèvres	19520 .	.. . 1/5 $\frac{1}{2}$
Fabricans de Gazes.	3780 .	.. . 1/28
Arquebustiers.	4458 .	.. . 1/24
Brodeurs	8300 .	.. . 1/12 $\frac{1}{2}$
Cartiers.	3722 .	.. . 1/28
Chandeliers	5226 .	.. . 1/20
Charpentiers.	2460 .	.. . 1/43
Charrons	4260 .	.. . 1/24
Chaudroniers	2556 .	.. . 1/41 $\frac{1}{2}$
Coffretiers.	1182 .	.. . 1/66
Couvreurs.	5196 .	.. . 1/20
Faiseuses de Modes.	6432 .	.. . 1/16
Faïanciers.	8088 .	.. . 1/13
Ferrailleurs	1338 .	.. . 1/79 $\frac{3}{4}$
Fondeurs	8292 .	.. . 1/12 $\frac{3}{4}$
Gantiers.	5292 .	.. . 1/20
Horlogers.	4848 .	.. . 1/22
Imprimeurs en Taille-douce	492 .	.. . 1/216
Lingères	10200 .	.. . 1/10 $\frac{1}{8}$
Maçons.	6000 .	.. . 1/17
Menuisiers.	12600 .	.. . 1/8 $\frac{1}{2}$
Peintres.	8892 .	.. . 1/11 $\frac{3}{4}$
Selliers.	8364 .	.. . 1/12 $\frac{2}{3}$
Serruriers.	10824 .	.. . 1/9 $\frac{3}{4}$
Tablettiers	5604 .	.. . 1/19
Tailleurs	27420 .	.. . 1/4
Tanneurs	4698 .	.. . 1/22
Tapissiers	11580 .	.. . 1/9
Teinturiers	4872 .	.. . 1/21
Tonneliers.	2868 .	.. . 1/37

N.º I I.

PROPORTION moyenne de la Capitation de chaque Communauté , à raison du nombre d'Individus qui les composent , & du taux de la Capitation imposée en 1774.

N O M S des COMMUNAUTÉS.	N O M B R E des Individus qui les composent.	MONTANT de la Capita- tion qui leur a été imposée en 1774.	Prix moyen de cette Imposi- tion, à raison du nombre des Individus.
		liv.	liv. sols.
Drapiers. . . .	. . 3482 . .	. 106380 . .	. . 30 . . 10
Epiciers. . . .	. . . 860 . .	. . 35700 . .	. . 41 . . 10
Bonnetiers. . . .	. . . 743 . .	. . 14288 . .	. . 19 . . "
Orfèvres. . . .	. . 1270 . .	. . 19520 . .	. . 15 . . 6
Fabricans de Gazes.	. . . 256 . .	. . 3780 . .	. . 14 . . 10
Arquebusers. . .	. . . 311 . .	. . 4458 . .	. . 14 . . 6
Cartiers. . . .	. . . 466 . .	. . 3722 . .	. . . 7 . . 19
Chandeliers . . .	. . . 300 . .	. . 5256 . .	. . 17 . . 10
Charrons . . . .	. . . 198 . .	. . 4260 . .	. . 21 . . 10
Chaudronniers..	. . . 257 . .	. . 2556 . .	. . 10 . . "
Faïanciers . . . .	. . . 560 . .	. . 8088 . .	. . 14 . . 10
Ferrailleurs . . .	. . . 447 . .	. . 1338 . .	. . . 3 . . "
Fondeurs . . . .	. . 1272 . .	. . 8292 . .	. . . 6 . . 10
Gantiers. . . .	. . . 687 . .	. . 5292 . .	. . . 7 . . "
Horlogers. . . .	. . . 417 . .	. . 4848 . .	. . 11 . . 10
Menuisiers. . . .	. . 1301 . .	. . 12600 . .	. . . 9 . . 10
Peintres. . . .	. . . 133 . .	. . 8892 . .	. . 67 . . "
Selliers. . . .	. . . 461 . .	. . 8364 . .	. . 18 . . 5
Serruriers. . . .	. . . 480 . .	. . 10824 . .	. . 22 . . 10
Tapissiers . . . .	. . . 859 . .	. . 11580 . .	. . 13 . . 10
Tonneliers. . . .	. . . 238 . .	. . 2868 . .	. . 13 . . 10

N.º I I I.

ESTIMATION du profit moyen d'un Individu de chacune des Communautés ci-dessous , en raison de la cote moyenne de sa Capitation , les quatre sols pour livre déduits.

N O M S des C O M M U N A U T É S.	C O T E de la Capitation.		P R O F I T moyen , les 4 sols pour liv. déduits.
	liv.	sols.	
Drapiers	30	10	5080
Epiciers	41	10	6916
Bonnetiers.	19	»	3116
Orfèvres	15	6	2550
Fabricans de Gazes.	14	10	2416
Arquebusiers.	14	6	2386
Cartiers.	7	19	1333
Chandeliers.	17	10	2916
Charrons	21	10	3583
Chaudronniers.	10	»	1666
Fayanciers.	14	10	2416
Fondeurs	6	19	1084
Ferrailleurs.	3	»	500
Gantiers.	7	»	1167
Horlogers.	11	10	1916
Menuisiers.	9	10	1583
Selliers.	18	5	3041
Serruriers.	22	10	3750
Tapissiers.	13	10	2250
Tonneliers.	13	10	2250

Nota. Je n'ai pu me procurer les Tableaux des autres Communautés.

N.º I V.

ESTIMATION du commerce des Communautés ci-après, calculée d'après la somme à laquelle a été fixée leur Capitation en 1774.

N O M S des COMMUNAUTÉS.	Montant de la Ca- pitat. qui leur a été imposée en 1774.	Bénéfice, en supposant la Capitation à demi pour cent sur leurs profits.	Leur bénéfice en ôtant un 6.me, à cause des 4 sols pour livre.	MONTANT de leurs ventes, à raison de quinze pour cent.
	liv.	liv.	liv. f. d.	liv. f. d.
Drapiers.	106380	21276000	17730000	118200000
Epiciers	35700	7140000	5950000	39666666 13 4
Bonnetiers	14288	2857600	2381333 6 8	15875554
Orfèvres.	19520	3904000	2553333 6 8	21688887 10
Fabric. de Gazes.	3780	756000	630000	4800000
Arquebusiers	4458	891600	743000	4953333 6 8
Brodeurs.	8300	1660000	1383333	9222220
Cartiers	3722	744400	620333 6 8	4135450
Chandeliers.	5256	1051200	876000	5840000
Charpentiers.	2460	492000	410000	2733333 6 8
Charrons.	4260	852000	710000	4933333 6 8
Chaudronniers. . . .	2556	511200	426000	2840000
Cofretiers	1182	236400	197000	1313333 6 8
Couvreurs	5196	1039200	866000	5773333 6 8
Fais. de Modes	6432	1286400	1072000	7146666 13 4
Faïanciers	8088	1617600	1388000	8986666 13 4
Ferrailleurs.	1338	267600	223000	1486666 13 4
Fondeurs.	8292	1658400	1382000	9213333 6 8
Gantiers	5292	1058400	882000	5880000
Horlogers	4848	969600	808000	5386666 13 4
Imprim. en T. D.	492	98400	82000	546666 13 4
Lingères.	10100	2040000	1700000	11333333 6 8
Maçons.	6000	1200000	1000000	6666666 13 4
Menuisiers.	12600	2520000	2100000	14000000
Peintres.	8892	1778400	1482000	9880000
Selliers.	8364	1672800	1394000	9293333 6 8
Serruriers.	10824	2164800	1804000	12026666 13 4
Tabletters.	5604	1120800	934000	6226666 13 4
Tailleurs.	27420	5484000	4570000	30466666 13 4
Tanneurs.	4698	939600	783000	5220000
Tapisiers.	11580	2316000	1930000	12866666 13 4
Teinturiers	4872	974400	812000	5413333 6 8
Tonneiers.	2868	573600	478000	3186666 13 4

4072021111. 91.

SUR LES GABELLES.

LE Tableau des contributions de la France, ressemble à ces anatomies dont la perfection obtient notre admiration, mais produit presque toujours l'effet de nous allarmer sur la fragilité de notre existence, tandis que leur étude décele aux gens de l'art les moyens de la conserver.

Malgré les efforts de patience & de courage de ceux à qui l'on a été redevable de tant de soins, ils ont été longtemps à accommoder leur doctrine à ce qu'ils découvroient : on a pu relever leurs erreurs, sans diminuer du mérite de leurs travaux, & sans être accusé de témérité ; le fanal qui nous garantit d'un écueil, doit-il nous empêcher de chercher une route qui en soit exempte ?

Les contributions ne deviennent

effrayantes que lorsqu'on les présente sous le nom d'Impôts.

D'immenses contributions n'offrent à l'esprit qu'une immense population à protéger & à régler, & d'immenses propriétés à conserver.

Le mot d'immenses contributions peut s'allier avec l'idée de la prospérité; & celui d'immensité d'Impôts, trace *en lettres de feu*, l'effrayante étendue des sacrifices qui sont exigés des Peuples.

Mais en quoi consiste la différence de ces deux expressions? La contribution paroît un acte volontaire; elle suppose un consentement, un contrat qui l'a fixé, un but pour lequel on l'a donné. L'Impôt ne paroît être qu'un acte d'autorité.

L'une paroît un partage du superflu du produit des propriétés, l'autre est un prélèvement sur elles, auquel même, il est possible qu'on ne puisse pas satisfaire.

Le mot de contribution rappelle à l'état

primitif de la société qui se formoit , où chaque individu travailloit pour l'avantage & le profit commun. Le mot Impôt rappelle le moment où la division des propriétés s'est établie, où la contribution à laquelle chaque propriété étoit assujétie a eu une valeur qui a pu être substituée à la contribution réelle & personnelle qui étoit dûe à la société. Alors l'idée seule de la contribution est restée, le nom & la faculté du contribuable, se sont cachés sous la représentation de la contribution; elle a été demandée sans connoître s'il y avoit lieu de la percevoir ; alors elle a pris le nom d'Impôt, & la contribution changeant ainsi de forme, a pu devenir inégale & même exorbitante

Ainsi, le zèle d'un véritable Administrateur, doit le porter à donner à l'Impôt la forme, ou au moins l'effet de la contribution, en le rendant, autant qu'il est possible, proportionné aux facultés de

chaque individu , tel est le plan que M. N. . . . a dû se former.

Il ne s'est pas permis de remonter à la source des contributions , pour en faire connoître la nature , & juger des Impôts qui s'en approchent ou s'en éloignent le plus. Les Impôts ne sont cependant qu'une conséquence dans l'administration. Ils ont donc un principe : cette manière d'entamer des discussions , laisse beaucoup de liberté au génie ; elle est celle qui prête le plus aux sophismes. M. N. . . . s'en est tenu aux droits établis , dans la persuasion où il a été *que l'étendue immodérée des contributions , n'en laisse pas le choix à l'Administrateur.*

Sans doute , que les soins multipliés que l'on donne à des maladies que l'on fait incurables , font encore plus l'éloge de l'humanité , que ceux que l'on apporte dans l'espoir de la guérison ; mais l'on est en garde aujourd'hui contre

cette pitié compatissante qui ne cherche qu'à consoler le malade, en lui donnant des palliatifs dont le seul effet est souvent de fortifier encore la cause du mal.

Je ne me permets pas de prononcer ainsi sur les plans de M. N . . . ; mais il me semble, qu'au moins ils ont l'inconvénient de présenter l'Impôt comme un fardeau. J'ai toujours pensé qu'un Administrateur devoit s'élever assez pour ne voir dans l'impôt qu'un tribut de reconnaissance pour la tranquillité que le Gouvernement assure aux Citoyens & à leurs propriétés. J'ai cru que telle étoit l'impression patriotique qu'il devoit faire naître; mais M. N... nous tient à peu-près ce langage.

« Vous portez une étendue immodérée
 » d'Impôts; la charge en est plus pesante
 » à raison de son inégalité. Tâchons de
 » la connoître, & quand elle sera connue, nous chercherons par une meilleure répartition, à la rendre moins dure. Le temps amenera plus de

» richesses , & cette charge , alors , sera
 » moindre , étant dans une proportion
 » différente avec la richesse : cependant
 » le partage de l'imposition ne pourra
 » pas être aussi parfait que je le desire ;
 » parce qu'il faudroit qu'une partie de
 » la Nation renonçât aux privileges qui
 » lui sont acquis J'espered'elle, au moins,
 » qu'elle se prêtera pour le moment au
 » soulagement que je propose pour vous ,
 » & que la conviction finira par la déter-
 » miner à partager toute l'immensité
 » du fardeau , en adoptant mon plan ,
 » tant sur les Gabelles que sur l'admi-
 » nistration de l'Impôt territorial ».

Ce projet , ces promesses ne font con-
 cevoir que de foibles espérances , quand
 les moyens que l'on propose changent
 toute la constitution d'un État. Je crois
 qu'en pareille circonstance , la nécessité
 d'une semblable révolution doit être
 démontrée , & qu'un léger avantage ne
 doit pas suffire pour y déterminer.

Si l'Impôt du sel , de l'aveu de M. N...

n'est point proportionné à la différence des fortunes, faut-il pour le rendre général, détruire ou limiter les droits de plusieurs Provinces ?

Si les inconvéniens de la répartition de l'Impôt territorial, sont tels que pour les éviter, il faille introduire dans une Monarchie le simulacre d'une multitude d'autorités intermédiaires ; cette nécessité même doit mettre en garde contre l'opération.

Ces deux réflexions rangent les plans de M. N... dans la classe de ceux que l'on fait pour l'établissement d'une Régie, dont la première condition, est de s'accommoder aux usages & aux droits établis, qui deviennent toujours la base de toutes les modifications qu'on y apporte. Mais sous quelque point de vue qu'on envisage les opérations de M. N... ; il s'agit de voir s'il a rempli la tâche qu'il s'est imposée ; & certes, il lui seroit dû un grand tribut d'éloges, qui ne seroit point affoibli, quand même on substi-

rueroit à ses vues un plan plus lié dans ses parties , & peut-être plus conforme à la nature de la contribution , & capable de manifester & d'affermir toutes les ressources de l'État , en même-temps , qu'il assureroit le bonheur des particuliers.

M. Necker avoit déjà conçu le projet de réforme dans l'imposition des Gabelles. Son plan général étoit alors , pag. 86 du Compte rendu , *d'établir le prix du sel entre 5 & 6 sols la livre dans tout le Royaume , sans distinction , & néanmoins il se proposoit d'accorder aux Provinces franches ou privilégiées une distribution gratuite , limitée , à 10 liv. par personne.*

Indépendamment de cette distribution favorable , il auroit accordé à ces mêmes Provinces quelque dédommagement sur les autres Impôts qui y sont perçus , & le sacrifice nécessaire pour ce dédommagement , devoit être balancé par les supplémens d'une ou d'autre nature qu'on pourroit exiger des Provinces où le prix du

sel seroit infiniment diminué. Tous ses calculs, dit-il, étoient déjà préparés.

Ces dédommagemens, comme on voit, devoient tourner au profit des Provinces actuellement franches. On ne conçoit pas comment ils devoient être balancés par l'imposition qui seroit mise dans les pays des grandes Gabelles; car quel étoit l'objet de ce dédommagement? étoit-ce parce que les Provinces franches auroient consenti à une limitation de la quantité de sel qu'elles devoient consommer? Etoit-ce pour les indemniser de l'Impôt qu'elles auroient payé pour l'excédent de leur livraison gratuite? Dans ce cas, la diminution de leurs fouages ou des Aides, pourroit balancer cette imposition, sans perte pour le Trésor-royal; mais il paroît que cette phrase n'étoit qu'une énigme. Le plan de M. N... ayant changé.

Il disoit alors, pag. 82 : *Il suffit de jeter les yeux sur la carte des Gabelles, pour concevoir rapidement pourquoi,*

dans quelques parties du Royaume , on doit avoir cet Impôt en horreur ; & page 86 : que le sel étant vendu entre 5 & 6 sols , le Roi trouveroit à-peu-près la même somme que lui produit aujourd'hui la Gabelle , & cependant les Peuples payeroient beaucoup moins ; car un des grands dédommagemens de Votre Majesté se trouveroit & dans l'économie des frais , & dans la suppression de presque toute la contrebande , & dans la plus grande consommation des Provinces où le sel seroit diminué.

Il s'en faut bien aujourd'hui que cela fuffise. Chaque Province balancera la somme d'imposition actuelle : si le prix du sel est augmenté, un autre Impôt sera diminué, s'il est diminué, un autre Impôt sera augmenté, & la consommation des Provinces franches qui devoit être limitée à 10 liv., la fera à 14 liv. par personne ; c'est sans doute cette augmentation dans la distribution gratuite, qui

a nécessité M. N... à restreindre le soulagement entier que l'inspection de la carte des Gabelles lui avoit d'abord inspiré d'accorder aux Provinces des Gabelles, par la diminution du prix du sel. Ce dédommagement ne peut plus exister que dans la proportion de l'épargne qui sera faite sur les frais de Régie, & moyennant quelques sacrifices faits par le Trésor royal. Il me semble que la disparité n'existera plus sur la carte des Gabelles, mais qu'elle existera de même, à peu-près, dans le tableau des contributions.

N'anticipons point sur l'opinion à prendre de l'opération, & discutons les principes sur lesquels elle est fondée.

1.° La différence du prix du sel, est la principale cause de l'inégalité des contributions de chaque généralité.

2.° L'Impôt tel qu'il puisse être, qui sera proposé pour remplacement dans les Provinces où le sel sera diminué,

sera infiniment préférable à celui qu'elles payent actuellement par la cherté du prix du sel.

3.^o Moyennant un remplacement de douze millions par un nouvel Impôt, les Provinces sujettes aux grandes Gabelles, éprouveront une diminution de vingt-huit millions sur l'Impôt le plus dur.

4.^o Les Provinces franches n'ont aucun intérêt à se refuser à cette nouvelle distribution. Leur Justice doit leur commander le léger sacrifice de leur entière exemption, parce qu'il mettra le Gouvernement à portée de procurer un grand soulagement aux autres sujets du Roi.

Je me crois obligé de prévenir que c'est par l'ensemble de l'ouvrage, qu'il faut déterminer les principes de M. N...

On peut lui reprocher une discussion où il répand des propositions contradictoires qui ne feroient qu'un doute circonspect, s'il s'en tenoit à des proba-

bilités; mais qui étant suivies d'affertions positives, ne sont qu'un moyen de prévenir les réfutations. Examinons donc la solidité des bases du plan de M. N...

Il a donné l'état des contributions des différentes Généralités, & pour prouver que le sel est la principale cause de leur disparité, il fait le rapprochement de celles des Généralités sujettes, avec celles des Généralités franches, & ses observations portent principalement sur Aix & Amiens, Bordeaux, Besançon & Châlons, Lille la Bretagne & la Normandie.

Sans refuser le tribut d'éloges qui est dû à ses recherches. Il est permis de les apprécier.

La Généralité d'Amiens, dit-il, page 232, tome I, paye autant que la Provence, & cependant elle lui est inférieure de deux septièmes en population, de trois cinquièmes en territoire; mais dans l'une, le sel se vend à 25 liv. le quintal; & dans l'autre, à 62 liv.

Dès - lors qu'il s'agit de proportion

dans les contributions , il faut faire un autre usage de la comparaison de la population & de l'étendue du territoire. Il est plus naturel de dire : la Généralité d'Amiens contient 1164 hommes par lieues quarrées , & celle d'Aix , 638 ; donc la Généralité d'Amiens étant proportionnellement plus peuplée , sa culture & ses produits doivent être plus considérables ; car une population supérieure , proportionnellement dans un pays , n'est pas un argument contre les impôts qui s'y lèvent.

Mais je puis opposer à M. N . . . , une Généralité moins peuplée & moins grande que celle d'Aix, où le sel est moins cher , & qui paye plus. La Généralité de Caen est dans le pays de Quart-Bouillon ; suivant la carte , le sel est à 13 l. le quintal ; son territoire est moitié moins grand , sa population est d'environ un septieme moins considérable que celle de la Généralité d'Aix, où le sel , suivant la carte , est à 25 l. , & elle paye plus.

Cette rétorsion me paroît si forte , que j'ai peine à comprendre comment M. Necker a pu prendre l'impôt du sel pour la mesure de la différence des contributions.

Cependant l'effet du prix du sel pour la disparité des contributions , est peut-être le seul principe positif qu'il ait avancé dans son ouvrage.

La Généralité de Lille a à peu-près un territoire d'une étendue aussi grande que celle d'Amiens , néanmoins sa population est aussi grande que celle d'Aix ; le sel n'y coûte que le tiers du prix qu'il vaut en Provence , & les contributions sont aussi fortes par têtes , qu'elles le sont en Provence. La Généralité d'Amiens , égale en territoire à celle de Lille , & très-fertile , ne paye pas plus , quoique soumise à toutes les impositions.

M. N... n'a pas voulu voir que la Généralité de Rouen est sujette aux mêmes droits de Gabelle que celle d'Alençon ; toutes deux sont en pays de

grandes Gabelles. Rouen n'a que deux cinquièmes d'habitans de plus, & cependant ses contributions sont près du double; ce n'est donc pas le sel qui occasionne toutes ces différences.

Je conviendrai pour un moment de l'énorme disparité qui existe entre les contributions des Généralités de Châlons & de Bordeaux, puisque dans celle-ci elles ne sont qu'à 16 l. par tête, & à Châlons, à 26 l. 16 s.; le prix du sel étant à Bordeaux, suivant la carte, à 7 l., & à Châlons, à 60 l.; mais à Lyon la contribution est à 30 l. par tête, quoique le sel ne soit qu'à 40 l., & à Châlons où il est à 60 l. la contribution n'est qu'à 26 l. 16 s. M. N... ne peut donc tirer aucun avantage de l'énorme différence qu'il trouve entre Bordeaux & Châlons.

Je répondrai de même à la comparaison qu'il fait de la Normandie à la Bretagne, pag. 287, tom. 1., où il dit que la Bretagne avec une population supérieure

rieure à celle de la Normandie , paye moitié moins. Comme j'ai montré une disparité aussi frappante entre la Généralité de Rouen & celle d'Alençon, toutes deux soumises à la Gabelle , je me crois dispensé de convenir que ce soit le sel seul qui puisse occasionner ces différences. Voilà la première base de l'opération de M. N. . . . démontrée fautive.

Je suis assurément bien loin de vouloir prouver par ces réflexions sur le tableau des contributions, que le sel est l'imposition la mieux assise & la plus utile à conserver ; mais je dis que le tableau des contributions, ne prouvant pas que leur différence dans chaque Généralité, vienne de l'inégalité du prix du sel, diminue un peu l'effet de l'inspection de la carte des Gabelles , *qui ne me fait plus concevoir rapidement*, (page 22 du Compte rendu) *pourquoi, dans quelques parties du Royaume, on doit avoir cet Impôt en horreur ; car cette carte ne montrant pas la rigueur de la Régie des*

Gabelles, le tableau des contributions fait supporter la différence des prix.

M. N... a continué néanmoins de présenter le tableau des contributions comme la preuve de l'inégalité qu'il doit faire cesser en supprimant la fraude, & portant le prix du sel à un prix à-peu-près égal partout le Royaume.

Mais qu'en résultera-t-il ? Que dans les pays où le sel sera diminué , l'augmentation de la vente faite à ceux qui consommoient du sel en fraude , diminuera d'autant l'évaluation de la somme de l'Impôt de remplacement, & que dans les pays où le sel sera augmenté, les sujets honnêtes, qui ne faudoient point, supporteront une augmentation certaine d'Impôt, & ne jouiront peut-être pas de la suppression de l'Impôt qui aura lieu. Ainsi limitation de privilège dans les Provinces franches , imposition plus dure pour les citoyens honnêtes dans les pays où le sel sera augmenté, imposition plus douce, peut-être, pour les mêmes

personnes dans les pays où il sera diminué, égalité à peu près pour le Trésor royal ; voilà le résultat de l'opération.

Je suis bien éloigné de vouloir déprimer ce grand caractère d'humanité & de bienfaisance qu'annonce M. N..... ; mais il semble que le premier élan vers le moyen de procurer le bien , lui fasse d'abord renverser tous les obstacles , & qu'après l'examen , il se contente de la gloire de l'avoir voulu. Qu'aura-t-il fait de plus , si l'Impôt qu'il substitue doit monter à peu - près aussi haut que ce dont aura diminué le prix du sel ? & s'il ne monte pas aussi haut , ces Provinces alors seront moins chargées proportionnellement que les autres , ainsi qu'il vient d'être prouvé par les réflexions sur les contributions. L'inégalité existera.

M. N... aura seulement l'avantage d'avoir fait supporter un Impôt plus doux dans une petite partie du Royaume ; encore laisse-t-il ignorer sur quoi il portera.

Il avance , page 34 , que malgré la pureté du motif dont on seroit animé , ce n'est jamais de la foule des Citoyens que les inventions nouvelles , en matière d'Impôt , doivent sortir. Je n'approfondis pas cette opinion qui semble contrarier celle que tout bon citoyen doit avoir du régime sous lequel il vit ; mais elle s'oppose à toute discussion , qui ne porteroit alors que sur des probabilités. Malgré l'exclusion que donne M. N. aux Citoyens les plus éclairés , lorsqu'ils ne sont point dans l'Administration , j'oserais discuter la véritable position des pays des grandes Gabelles, après la réduction du sel. Il avance , que moyennant un remplacement de douze millions , ces pays se trouveront déchargés de vingt-huit millions , partant seize millions en diminution de contribution ; ce résultat dépend de l'ensemble de l'opération. J'ai déjà observé que cette faveur , si elle existoit , seroit une injustice ; mais je la crois fort équivoque.

C'est principalement l'état de la population qui fait la base du calcul de la consommation présente & future que M. N. établit pour le sel : on sent aisément combien cette manière de se procurer des résultats, peut être fautive, & que la plus légère erreur sur la quantité de la population, devient grande, quand il est question de calculer une augmentation de consommation pour chaque individu. Peut-être ne devrois-je pas contester un calcul pour lequel M. N.. peut avoir eu des données positives. Je fais que la Régie des Gabelles est aussi vigilante qu'elle le doit pour la perception d'un impôt divisé par têtes ; mais je fais aussi que ces états ne peuvent contenir que les individus au-dessus de sept ans, & que M. N..., dans sa population, comprend tous les âges. J'anticipe sur les doutes qu'il y a à proposer sur l'augmentation de produit nécessaire à la réussite de l'opération ; & pour procéder avec ordre, il convient d'établir quelle

est la consommation actuelle, d'après M. N., & à quoi il la fera monter.

M. N. estime la consommation	Quintaux.
des grandes Gabelles, ci.	760,000
Des petites Gabelles.	540,000
Des pays de Salines.	275,000
Des Provinces redimées.	830,000
Des Provinces franches.	851,000
De quart-bouillon.	115,000
TOTAL.	3,371,000

En supposant cette consommation, il résulte qu'en la divisant par 24,676,000, total de la population, *tom. 1, pag. 221*, on trouve une consommation moyenne dans le Royaume de 13 l. deux tiers par tête. M. N. . . la répartit par son opération, à 14 l. pour les pays francs, & 13 l. un sixième, pour les pays sujets. Ce calcul seroit de toute vérité, si la consommation étoit certaine; mais M. N. . . avoue lui-même, *pag. 18, tom. 2*, qu'il n'a pu avoir de renseignemens certains pour les Pro-

vinces franches. On sent cependant combien cela est important; car les arts, les bestiaux en consomment, & la moindre erreur sur cette quantité consommée par les hommes, fonderoit sur le sable toutes les opérations de M. N...

Jusqu'à présent on ne voit qu'une idée vague, fondée sur un total de consommation aussi vague, divisée par une population plus vague encore. Il semble que toute la certitude de son opération naisse de cette suite de raisonnement.

« Sachons, ou plutôt estimons la consommation du sel dans tout le Royaume,
 » estimons la population, divisons l'une par l'autre, faisons ensuite le relevé des grandes & petites Gabelles, (les états sont assez certains) ils donneront la quantité moyenne de ce que les grandes & petites Gabelles consomment par tête: comparons ensuite cette consommation moyenne des grandes & petites Gabelles, avec la consommation moyenne de tout le Royaume,

» & nous conclurons que tout ce qui
 « manquera aux grandes & petites Ga-
 » belles , pour atteindre à la consom-
 » mation moyenne de tout le Royaume,
 » aura été versé en fraude. Voilà tout le
 » calcul & l'opération de M. N... : ce
 » qui approche fort de la simplicité d'une
 » opération de banque. En effet, il pro-
 » pose de donner gratuitement dans le
 » pays franc, 14 l. de sel par tête, ce qui
 » est un peu plus que le terme moyen
 » de la consommation du Royaume; &
 » il suppose que les grandes & petites
 » Gabelles atteindront presque cette
 » consommation moyenne, en l'estimant
 » à 13 l. un sixieme, quoique *page 17*,
 la consommation actuelle des grandes
 Gabelles ne monte présentement qu'à
 9 l. un sixieme par tête, & celle des
 petites, *page 78*, qu'à 11 l. trois quarts
 par individu; & voici l'état qu'il donne.

Quintaux.

Les grandes Gabelles qui consommoient.	760,000
Consommeront de plus.	332,000

Les petites Gabelles qui consommoient.	540,000
Conformeront de plus.	65,000

Les pays francs consommeront le surplus. N'oublions pas que la population de M. N... n'est que probable, qu'elle comprend les enfans de tout âge, que la consommation entière qu'il suppose n'est encore que probable; qu'il est plus que douteux qu'elle soit faite uniquement par les hommes, & qu'il faut qu'elle soit entière, & qu'il n'y ait nulle fraude, pour que le système ait l'ombre de la solidité; c'est cependant sur elle que repose le grand soulagement qu'il promet & qui paroît énorme, puisque moyennant douze millions de remplacement, il doit y avoir vingt-huit millions de contributions de moins sur le sel, ce qui feroit un soulagement effectif de seize millions.

Avant d'examiner la nature & la certitude de ce soulagement, il est juste de se rendre compte des différentes oppositions qu'il pourra trouver, soit de la

part des pays francs , soit de la part des pays de petites Gabelles où le sel se trouvera augmenté , soit de la portion de ces pays , à laquelle on demandera une compensation du prix du sel , qui leur sera diminué.

M. N... a développé ses vues dans le projet d'instruction pour les Commissaires du Roi aux Etats de Bretagne. En les lisant attentivement, on a lieu d'être étonné de n'y trouver qu'une assertion vague sur la diminution d'Impôts à procurer aux Sujets du Roi. C'est cependant ce grand mot qui a attiré l'attention de toute la Nation , & qui seroit bien capable d'émouvoir les États , en leur faisant sentir , que ce seroit par défaut de leur concours , que le reste des Citoyens demeureroit sous le poids d'un fardeau immense , qu'il ne tiendrait qu'à eux de soulager. Mais quels sont les motifs apportés par M. N... ? La carte des Gabelles , qui prouve l'inégalité des prix , & qu'il fait remettre aux États , page 57 ,

ainsi que le relevé de la quantité des faïsses , que la fraude occasionne , & du nombre de personnes arrêtées , année commune , sur les frontieres de la Bretagne. Il veut encore , qu'on leur remette un tableau comparatif , *page 58* , de la vente du sel , dans les parties du Royaume limitrophes de la Bretagne , & de la consommation de cette denrée , dans les autres districts des grandes Gabelles. Ainsi la fraude d'un côté , les punitions affligeantes , qui en sont la suite , de l'autre ; voilà les deux motifs qui lui font attendre , *pag. 62* , du patriotisme & de la soumission des Etats , qu'ils se plairont à seconder les vues bienfaisantes de Sa Majesté. *Pourront-ils être* , dit-il , *page 63* , *insensibles aux maux dont ils sont les témoins ! Pourroient-ils ne pas désirer eux-mêmes qu'il soit mis un frein à ce commerce de fraude ! Pourroient-ils ne pas mettre un prix infini à la destruction de cette école de dépravation , où les jeunes gens apprennent de bonne*

neure à secouer le joug du devoir , & à se jouer des principes qui sont le plus ferme soutien de l'ordre public.

Il semble seulement , que M. N. . . . craigne que la Bretagne ne demande à participer aux adoucissémens , qu'il se propose d'accorder aux Provinces chargées d'un Impôt de Gabelle trop considérable. Il leur retrace la faveur de leurs Privileges constitutionnels , comme une considération , qui ne doit pas les rendre indifférens aux vues bienfaisantes du Roi. Ce langage me paroît bien loin d'amener à la conviction ; & je crois que les Etats de Bretagne pourroient répondre avec avantage , & que leur réponse doit comprendre à-peu-près ce que les autres Provinces du Royaume pourroient opposer. Voici ce que les Etats pourroient dire :

» Dès-lors , Monsieur , que vous nous
 » appelez à concourir aux vues bienfai-
 » santes de Sa Majesté pour ses Peuples ,
 » en sacrifiant , ou en limitant la jouis-
 » sance de nos Privileges , vous nous

„ donnez la liberté d'examiner , si l'utilité
 „ de notre sacrifice est réelle. Vous nous
 „ avez accusé , *tom. II , page 283 , d'être*
 „ *trop souvent détournés par des questions*
 „ *de prérogatives , & de prendre l'occasion*
 „ *de réunir à nos droits tout l'appui du*
 „ *bien qu'on effectue.* Si quelquefois ,
 „ Monsieur , nous sommes obligés de
 „ nous restreindre à la simple invocation
 „ de nos Loix constitutionnelles , c'est
 „ qu'alors , étant une Province isolée du
 „ reste de l'Administration, il nous appar-
 „ tiendrait peu de montrer , que ces Loix
 „ constitutionnelles ont pour principe ,
 „ ce qui est le plus conforme à l'intérêt
 „ des Peuples & du Souverain ; mais au-
 „ jourd'hui que vous faites de l'objet de
 „ votre demande , une cause de bien pu-
 „ blic , nous lui devons compte des mo-
 „ tifs de notre refus, puisque vous armez
 „ déjà contre nous la voix de toutes les
 „ Provinces sujettes aux Gabelles , qui
 „ nous imputeroient la perpétuité de la
 „ Loi dure , sous laquelle elles continue-

» roient de vivre ; elles nous pardonne-
 » ront de ne pas vouloir adopter , par
 » réflexion , un mal qu'elles portent par
 » habitude , dont elles verront que vous
 » leur avez exagéré l'étendue , lors-
 » qu'elles consulteront le tableau des
 » Contributions , & dont le remede ne
 » seroit qu'un prétexte , qui , ne dimi-
 » nuant rien de leurs charges , semble-
 » roit les rendre susceptibles d'en porter
 » de nouvelles.

» Nous regardons , Monsieur , la fran-
 » chise du sel , comme faisant partie de
 » nos Loix constitutionnelles ; & voici le
 » motif de ces Loix ; c'est que de tous les
 » Impôts , celui du sel est le moins propor-
 » tionné aux facultés ; *vous en convenez*
 » *vous-même*. On a pensé qu'un Impôt , mis
 » sur une consommation , nécessitant une
 » Régie , plus la consommation seroit gé-
 » nérale , plus il y auroit d'individus sujets
 » à éprouver rigueur ou injustice. Cette
 » consommation étant de tous les jours ,
 » de tous les momens de la journée , la

» Régie renouvelle à chaque instant la
 » dureté de l'Impôt. On a considéré que,
 » plus la gêne est fréquente , plus l'on
 » cherche à s'en soustraire ; que moins
 » est grand l'objet de la contravention ,
 » plus on a de peine à se persuader que
 » ce soit *une dépravation de mœurs*, que
 » de s'en rendre coupable. On a sur-tout
 » fait attention , qu'un Impôt , dont le
 » sentiment se rappelle tous les jours , &
 » divisé par tête , devient une charge
 » énorme pour un pere de famille ; que
 » le pauvre peut à peine s'assurer , par
 » son travail , sa subsistance du lende-
 » main ; & que l'Impôt sur le sel le force
 » de le payer sur une nourriture , que son
 » travail ne lui a pas encore acquise : &
 » ce n'est pas , Monsieur , un Adminis-
 » trateur , autant occupé de la situation
 » du pauvre que vous l'êtes , qui se refu-
 » sera à penser qu'il est injuste de déter-
 » miner le moment où une dépense de
 » première nécessité sera faite , & de
 » l'augmenter par un Impôt , lorsqu'il

» est incertain dans quel tems le travail
 » aura fourni le moyen de la faire, &
 » même si le travail suffira pour la payer.

» Souvenez-vous, Monsieur que vous
 » avez dit, tom. 1. pag. 211, *que le sel*
 » *est, après les grains, la denrée dont la*
 » *consommation est la plus universelle.*

» Servons-nous encore, Monsieur, de
 » vos principes, pour l'effet nécessaire de
 » l'Impôt sur le sel. Vous dites *que c'est*
 » *l'affranchissement des denrées de première*
 » *nécessité, qui influe sur le prix du travail.*
 » Pag. 177, tom. 1.

» Le prix du travail, accru du prix de
 » l'Impôt, étant une avance nécessaire,
 » dont l'intérêt ainsi que le rembourse-
 » ment deviennent partie de ce que le tra-
 » vail a produit; cet Impôt se double.
 » Ce principe, Monsieur, vous ne le
 » nierez pas; car c'est le seul que vous
 » avez invoqué, pag. 84 & 87, tom. 2,
 » pour répondre à la proposition de sup-
 » primer la Régie du sel, en mettant
 » un droit à l'enlèvement des marais.

D'après

» D'après ces principes , que vous re-
 » connoissez , n'a-t-on pas droit de con-
 » clure que l'Impôt du sel renchérit le
 » travail , non - seulement de soixante
 » millions , mais de l'intérêt progressif
 » de ces avances ? Il est donc vrai de
 » dire que le remplacement de cet Im-
 » pôt , au lieu de l'étendre , donneroit
 » un avantage de soixante millions à
 » votre main-d'œuvre. Ce sont ces cal-
 » culs qui doivent principalement inté-
 » resser un Administrateur.

» Cette vérité , Monsieur , est trop
 » importante pour ne pas la réduire sous
 » la forme sèche de raisonnement , que
 » vous n'aimez pas , mais qui seule con-
 » duit à la conviction. L'Impôt sur les
 » denrées de première nécessité , influe
 » sur le prix du travail ; *vous en con-*
 » *venez*. Or , le sel est la denrée dont la
 » consommation , après celle du grain ,
 » est la plus universelle , ou , ce qui est
 » la même chose , est une denrée de pre-
 » mière nécessité ; *vous en convenez* :

E

» donc l'Impôt sur le sel influe sur le
 » prix du travail.

» L'Impôt sur le sel est de soixante
 » millions ; *donc s'il influe sur le travail* ,
 » c'est de soixante millions qu'il y influe.

» Donc , mettre un impôt sur le sel ,
 » ou perdre l'avantage sur la main-
 » d'œuvre, de la valeur de l'Impôt , c'est
 » la même chose : donc le Manœuvre
 » ou l'Ouvrier paye l'Impôt du sel au
 » Roi ; & celui qui achète l'ouvrage ,
 » le paye avec accroissement : quelle
 » surcharge ! Ainsi , Monsieur , l'Impôt
 » sur le sel , que vous proposez de pré-
 » férer , seroit , de notre part , un choix
 » défavantageux au Particulier , con-
 » traire au bien général , d'une Régie
 » nécessairement rigoureuse & fatigante :
 » voilà la base de la franchise que nous
 » invoquons , bien plus comme Loi cons-
 » titutionnelle , que comme une préro-
 » gative dont le maintien importeroit à
 » la conservation de nos droits qui ne
 » peuvent avoir de force qu'autant qu'ils

» ne contrarient pas les vrais intérêts
 » de Sa Majesté & du bien de ses Peuples.

» Vous ne nous proposez pas, à la
 » vérité, Monsieur, d'abolir cette fran-
 » chise : vous vous restreignez à la li-
 » miter ; mais nous ne pouvons pas nous
 » dissimuler quel est votre véritable desir.
 » Trouvez bon, Monsieur, que nous
 » développions là-dessus toutes vos ré-
 » flexions.

» Vous commencez, page 36, par faire
 » avancer que les inégalités qui existent
 » dans les contributions, provenant des
 » franchises particulières dont jouissent
 » plusieurs Provinces, il seroit juste d'é-
 » tendre l'Impôt des Gabelles dans tout le
 » Royaume indistinctement. Vous conve-
 » nez qu'en adoptant ce parti, l'arran-
 » gement de finance seroit très-facile ;
 » mais vous êtes arrêté par les droits &
 » les privilèges des Provinces qui ont au-
 » tant de valeur que les autres promesses
 » du Souverain.

» Quelques pages après, page 40, vous

„ dites , à la vérité : *Il faut , pour rem-*
 „ *plir ce but , un changement d'habitudes*
 „ *dans quelques Provinces ; & à cet égard ,*
 „ *elles peuvent invoquer leurs droits ; mais*
 „ *si , comme je vais le proposer , on affoi-*
 „ *blit leur résistance par des moyens & des*
 „ *formes sages , & si le Gouvernement tire*
 „ *de sa propre modération un motif de*
 „ *constance & de fermeté , &c.*

„ Rapprochons actuellement de ces
 „ réflexions le soin que vous prenez à
 „ prier d'observer , *que les commutations*
 „ *d'Impôt , dont vous avez donné l'idée ,*
 „ *page 48 , mériteroient la plus grande*
 „ *attention , de la part de la Bretagne , lors*
 „ *même que cette Province se concentreroit*
 „ *uniquement dans l'examen de ses propres*
 „ *convenances ; & nous penserons que*
 „ *le premier des deux partis que vous*
 „ *proposez , qui est d'établir la vente du*
 „ *sel exclusive en Bretagne , à raison de*
 „ *18 liv. le quintal , est celui que vous*
 „ *desirez , & que la distribution gratuite*
 „ *est le moyen de forme pour affoiblir*

» *notre résistance , & un motif de constance*
 » *& de fermeté pour le Gouvernement. Vous*
 » *ne pouvez cacher combien cette distri-*
 » *bution gratuite est loin de votre opi-*
 » *nion & de votre desir ; car , après*
 » *avoir établi l'impossibilité où est le*
 » *Gouvernement d'accorder aux autres*
 » *Sujets du Roi le même avantage de*
 » *liberté & de franchise sur le sel , dont*
 » *jouit la Bretagne , vous dites : Sa Ma-*
 » *jesté considère d'ailleurs , que si , par un*
 » *nouvel ordre de choses , page 60 , on*
 » *n'avoit plus besoin de recourir aux pré-*
 » *cautions multipliées qui sont aujourd'hui*
 » *nécessaires pour veiller sur la contre-*
 » *bande , le recouvrement de l'Impôt de-*
 » *viendrait si peu dispendieux , que le Roi*
 » *ne pourroit , avec prudence , renoncer à*
 » *un genre de revenu très-considérable en*
 » *masse , mais qui se leveroit cependant*
 » *d'une manière insensible pour les Contri-*
 » *buables , & sans occasionner aucune des*
 » *contraintes & des sévérités , qui sont l'effet*
 » *inséparable du recouvrement des Tailles,*

» même dans les Provinces où cette im-
 » position est répartie d'après des principes
 » positifs.

» Voilà votre vœu bien exprimé ; le
 » fel , s'il n'y avoit pas de contrebande ,
 » feroit , selon vous , un Impôt préfé-
 » rable à la Taille , car vous avez désiré
 » que la Bretagne le regardât comme
 » préférable à la Capitation , aux Foua-
 » ges qu'elle leve , & même aux Devoirs
 » ou aux Aides. La distribution gratuite
 » que vous offez , n'est qu'un moyen de
 » forme pour affoiblir notre résistance.
 » C'est donc , Monsieur , l'Impôt en lui-
 » même , que nous devons approuver ou
 » combattre , non - seulement relative-
 » ment à nous , mais encore relativement
 » à toutes les Provinces du Royaume ,
 » puisque votre vœu est de l'établir gé-
 » néralement. C'est ici , Monsieur , où il
 » faut que vous nous permettiez d'en-
 » trer en détail sur la nature de l'Impôt ,
 » car votre plan est connu : vous avez
 » dit , *page 85* du Compte rendu , &

„ vous le répétez dans votre ouvrage ,
 „ que le partage de l'Impôt, sur la pro-
 „ duction & sur la consommation, est très-
 „ bien imaginé dans un grand État pour
 „ tempérer l'effet des grandes variétés dans
 „ le produit des récoltes. Vous voulez
 „ donc admettre les deux. Cela étant,
 „ nous vous demandons pourquoi vous
 „ nous proposez de substituer l'Impôt
 „ sur le sel à nos Fouages, qui ne sont
 „ autre chose qu'un Impôt sur les pro-
 „ ductions : nous vous mettons, comme
 „ vous voyez, en opposition avec vous-
 „ même; & permettez-nous de rapprocher
 „ ces deux impositions de ce principe que
 „ vous avez établi, que c'est l'affran-
 „ chissement de l'Impôt sur la denrée de
 „ première nécessité, qui influe sur le
 „ prix du travail; ce fera cependant
 „ l'effet de ces deux impositions. La
 „ Taille est, d'après vous un Impôt ter-
 „ ritorial, ou sur les productions, & c'est
 „ seulement parce qu'il se paye en masse,
 „ qu'il diffère d'un Impôt sur le bled,

„ contre lequel , *pag. 189 & 190, tome 1,*
 „ vous vous recriez avec juste raison ;
 „ mais si vous regardez comme un abus
 „ du pouvoir, un Impôt qui seroit éta-
 „ bli sur les moulins , nous ne trouvons
 „ cependant d'autre différence de cet
 „ Impôt, que vous condamnez, avec celui
 „ du sel, que celle que vous avez vous-
 „ même établie , en disant : *après les*
 „ *grains , le sel est la denrée de la con-*
 „ *sommation la plus générale.* Vous réu-
 „ nissez donc , Monsieur , les plus grandes
 „ masses de l'Impôt justement sur les ob-
 „ jets que vous avez reconnus vous-
 „ même avoir des inconvéniens , & qui
 „ doivent faire une différence de plus
 „ de 100 millions sur la main-d'œuvre.
 „ Vous nous avez prévenu , que *vu l'é-*
 „ *tendue immodérée des contributions,*
 „ *page 332, tome 1 , le choix des Impôts*
 „ *proportionné à la différence des fortunes,*
 „ *étoit de toutes les règles d'administra-*
 „ *tion , celle dont l'observance constante*
 „ *se trouvoit le plus contrariée.* Mais ,

» Monsieur , il ne faut pas que cette
 » difficulté dans l'observance de cette
 » règle aille souvent jusqu'à mettre dans
 » l'impossibilité de satisfaire à l'Impôt.
 » Il ne faut pas qu'il devienne une nou-
 » velle avance dont l'économie puisse
 » anéantir la richesse de toute une Pro-
 » vince ; & c'est ce qui arriveroit si
 » l'industrie des Bretons ne les portoit pas
 » à saler leur beurre dans la proportion
 » convenable. Vous éprouverez les mê-
 » mes représentations de tout le Limo-
 » sin , de tout le Bearn , d'une partie du
 » Poitou , pour les salaisons d'oyes , de
 » jambons , & d'autres viandes salées ,
 » qui font tout ou presque tout leur
 » commerce.

» Quand vous avez présenté l'impo-
 » sition du sel , comme étant la base
 » de la différence énorme qui existoit
 » dans les contributions , vous l'avez
 » donc regardée comme un malheur que
 » ces Généralités souffroient ; pourquoi
 » vouloir le porter aux Généralités qui

„ en font exemptes , tandis que vous
 „ avez pu voir que la Flandre & l'Artois
 „ n'en rendent pas moins au Roi , pour
 „ ne pas connoître l'imposition du sel ?
 „ Avouez-le , Monsieur , c'est que vous
 „ avez trouvé que cette imposition seroit
 „ plus commode , & voilà pourquoi
 „ vous ne nous avez montré que l'avan-
 „ tage de diminuer considérablement la
 „ fraude ; mais est-il bien vrai que si
 „ nous consentions , non pas à l'établif-
 „ sement du droit dans la Bretagne ,
 „ mais seulement à la restriction de nos
 „ privilèges , la fraude supprimée occa-
 „ sionnât un grand bénéfice pour le Roi ?
 „ Vous nous accordez 14 livres , parce
 „ que , dites-vous , il y a des Provinces
 „ dans l'intérieur qui en consomment à-
 „ peu - près cette quantité : nous n'en
 „ avons pas vu les relevés ; mais si cela
 „ est , vous ne nous en accordez pas assez ;
 „ car ces Provinces ne font pas un com-
 „ merce de beurre & d'autres salaisons.
 „ Ces Provinces ne donnent pas du sel

» à leurs bestiaux ; & si vous ne voulez
 » pas être injuste , si vous ne voulez que
 » remédier à l'abus de notre privilège ,
 » il faut que vous nous accordiez davan-
 » tage ; alors l'épargne sur la fraude ne
 » sera pas si importante ; alors les rem-
 » placemens seront plus considérables
 » que vous ne l'estimez ; alors vous n'au-
 » rez fait qu'une opération fiscale ; &
 » l'épargne que vous ferez , & dont les
 » Provinces de grandes Gabelles auront
 » l'espérance de jouir , sera bien foible.

» Il en est de même des trois millions
 » que vous supposez de diminution dans
 » les frais de Régie ; car il faudra des
 » Employés pour suivre cette distribu-
 » tion gratuite : ce n'est pas trop que
 » d'estimer les frais & la régie de votre
 » distribution gratuite à 4 l. par quintal.
 » Vous calculez notre consommation à
 » trois cents dix-huit mille six cents quin-
 » taux , ce qui fait 1,274,000 liv. de
 » frais , qui sont encore à ôter sur la
 » déduction que vous faites ; il faudra

„ donc alors , ou que le Trésor-royal
 „ fasse le sacrifice , ce qu'il ne peut pas ,
 „ n'étant pas au pair , ou que l'imposi-
 „ tion de remplacement augmenté dans
 „ la proportion. Si le Trésor-royal ne
 „ peut pas faire de sacrifice ; si le sel
 „ vendu par les Fermiers , au lieu d'être
 „ vendu en fraude , devient en partie
 „ une nouvelle contribution , le soula-
 „ gement se réduit à peu de chose.

„ Mais l'Impôt de remplacement fera-
 „ t-il calculé d'une manière assez juste ,
 „ pour que son produit ne surpasse pas
 „ un peu la quotité que l'on espère ? cela
 „ est d'autant moins vraisemblable , que
 „ quoique vous vous taisiez sur sa na-
 „ ture , on doit présumer qu'il sera assis
 „ sur des objets de consommation , qui
 „ entraînent toujours après eux beau-
 „ coup d'écarts (pour nous servir de vos
 „ expressions); ce qu'il y a de plus funeste ,
 „ c'est que les Provinces de Gabelles ne
 „ pourront espérer de Régie plus douce ,
 „ que dans le cas où l'imposition seroit

» générale , & tant que nous conservons
 » une ombre de nos privilèges , il faut
 » que la même Régie , actuellement sub-
 » sistante , reste dans la même vigueur ;
 » c'est principalement la Régie qui rend
 » l'imposition du sel aussi dure. Ce n'est
 » pas tout , Monsieur , c'est que la fraude
 » ne fera que diminuée ; vous vous plai-
 » gnez , à l'occasion des petites Gabelles ,
 » qu'il existe une double contrebande :
 » une provenante des Provinces privilé-
 » giées , & l'autre de la différence des
 » prix entre les Provinces qui s'avoisi-
 » nent : vous voulez de même établir des
 » prix différens , à raison soit de l'éloi-
 » gnement des marais salans , soit à rai-
 » son du voisinage des Pays francs , dont
 » la consommation sera limitée. Nous
 » convenons que l'appât de la fraude
 » fera peut-être moins grand ; mais enfin
 » quelque petit qu'il soit , ce sera encore
 » un grand objet de travail pour les Fer-
 » miers qui en seront chargés ; ce qui
 » entrera pour beaucoup dans les offres

» qu'ils feront du Bail ; & par conféquent
 » dans l'évaluation du droit de rempla-
 » cement , & voulez-vous compter pour
 » rien les versemens qui se feront le long
 » des côtes ? Ils feront énormes. Quelle
 » opinion croyez-vous, Monsieur, qu'on
 » aura d'un foulagement, quand il repose
 » sur un intérêt aussi versatile que celui
 » que vous présentez pour le faire adop-
 » ter ?

» Vous dites aux Provinces , lorsque
 » vous leur diminuez le prix du sel , que
 » vous leur substituez un Impôt plus
 » doux ; & vous dites aux Provinces
 » auxquelles vous augmentez le prix du
 » sel , que vous les soulagez , parce que
 » vous leur ôtez l'Impôt pour l'établif-
 » sement duquel vous avez exigé recon-
 » noissance dans la Province voisine.
 » Vous nous direz que ce n'est pas le
 » même ; que le nouvel Impôt que vous
 » mettrez , sera sur les consommations ;
 » que celui que vous ôterez , sera sur
 » les Tailles ; car c'est d'après ce prin-

» cipe que vous avez présenté en Bre-
 » tagne le sel comme capable d'être subf-
 » titué aux fouages ; mais je doute que
 » ces Provinces aient une opinion dif-
 » férente de la nôtre.

» Nous trouvons encore que les deux
 » premières considérations de l'Admi-
 » nistration seront absolument violées ;
 » savoir , la valeur des promesses du
 » Souverain à ses Sujets , & la considé-
 » ration dûe au Citoyen honnête. La
 » franchise de la Bretagne est illimitée ;
 » elle doit être entière : elle tient non-
 » seulement à l'exemption d'aucun droit
 » sur le sel , mais de toute Régie qui y
 » soit relative ; & la distribution gratuite
 » que vous nous offrez , est une restric-
 » tion à notre liberté , & un assujettis-
 » sement à la Régie.

» Le Citoyen honnête qui ne s'est pas
 » permis la fraude , ne trouve , pour ré-
 » compenser de son exactitude , qu'une
 » augmentation certaine de l'Impôt que
 » vous convenez être le plus dur ; &

„ dans le cas le plus favorable , d'être
 „ soumis à un nouveau droit susceptible
 „ d'extension , à la place d'un autre dont
 „ il connoissoit l'étendue. Monsieur , si
 „ ce droit nouveau étoit un droit addi-
 „ tionnel , comme il existeroit un avan-
 „ tage à s'y soustraire , le calcul de son
 „ produit ne remplissant pas alors le vide
 „ pour lequel il seroit imposé , ce seroit
 „ encore le Citoyen honnête qui porte-
 „ roit l'augmentation d'Impôt que la
 „ fraude auroit occasionnée.

„ Que feroit-ce , Monsieur , si ces
 „ Provinces envisageant toute l'amer-
 „ tume avec laquelle vous avez déploré
 „ leur sort lors de la nouvelle imposition
 „ des deux nouveaux sols pour livre ,
 „ elles se disoient que votre imposition
 „ actuelle la balance ; que le soin que
 „ vous avez pris de nous mettre l'impo-
 „ sition sur le sel , comme celle qui of-
 „ froit les plus grandes ressources , ne
 „ leur fait trouver dans votre opération
 „ que la certitude de voir confondre à
 „ perpétuité

» perpétuité cette imposition des deux
 » sols pour livre, tandis que cette sur-
 » charge est près d'expirer, & de plus
 » qu'elle devient la matrice de toutes les
 » nouvelles charges à venir.

» Si vous voulez peser toutes ces ré-
 » flexions, Monsieur, que devient ce
 » grand travail que vous avez fait pour
 » prouver l'inégalité dans la masse des
 » contributions, puisqu'à peu de chose,
 » près, elles existeront les mêmes? Que
 » deviendra ce grand espoir de soula-
 » gement sur les Gabelles, puisque la
 » seule chose dont on se plaint, est la
 » Régie, & qu'elle restera la même pour
 » les Pays de Gabelles, & s'étendra dans
 » les Provinces franches.

» Nous avons lieu de craindre que la
 » méditation profonde de quelqu'ama-
 » teur du bien public, échauffé par la
 » disparité des impositions, finisse par
 » nous faire payer le sel que vous voulez
 » qu'on nous distribue gratuitement :
 » *que la chaleur de son génie ne l'im-*

» *prime dans son langage*, au point de
 » persuader de rendre le sel libre en im-
 » posant un droit de 181. à l'enlèvement ;
 » qu'il ne montre une suppression en-
 » tière de Commis ; qu'il ne prouve par
 » d'excellens raisonnemens , que le Roi
 » doit être propriétaire des marais salans
 » comme il l'est des salines ; qu'il ne fasse
 » valoir cet axiome , que l'eau de la
 » mer appartient au Roi ; que c'est en
 » conséquence que les marais salans
 » n'ont pu être établis sans sa permis-
 » sion ; que toute permission est révo-
 » cable : il aura l'avantage de s'appuyer
 » sur des principes avoués dans toutes
 » les Cours ; il montrera au moins quel-
 » ques individus foulagés , des gênes de
 » moins , il ne paroîtra pas aussi fiscal ,
 » Il aura le mérite d'être conséquent, s'il
 » n'établit aucun principe sur la nature
 » & l'effet des impôts , ce qui anéanti-
 » roit tout le brillant de son systême.

» Si tel est le but que vous vous étiez
 » proposé d'abord comme nous l'avons

» démontré ; si le seul obstacle que vous
 » avez rencontré réside dans nos privi-
 » leges , si nous sommes convaincus que
 » notre résistance auroit été fondée sur
 » le plus grand intérêt du Roi & de
 » ses peuples ; nous ne devons pas con-
 » sentir davantage aux moyens sages que
 » vous avez pris pour affoiblir notre ré-
 » sistance , puisqu'ils ne doivent servir
 » qu'à préparer l'entière abrogation de
 » nos droits & de notre liberté ».

Si je résume toutes les objections dont
 je viens d'exposer les détails , il me sem-
 ble que l'examen du nouveau projet sur
 le sel a démontré d'une manière positive
 que M. Necker a eu tort d'accuser l'Admi-
 nistration d'injustice sur les répartitions
 des Impôts dans les différentes Généra-
 lités ; que les Contribuables n'ont aucun
 intérêt à ce changement , puisque leurs
 charges ne diminuent point , que les
 privilèges & les intérêts des Provinces
 seroient inutilement violés ; que la limi-
 tation des privilèges oblige à une Régie ,

sans procurer d'avantage ; que la vente exclusive renchérissoit la main-d'œuvre dans les Provinces où elle seroit établie ; que si la Régie des Gabelles est conservée, la situation du Contribuable ne sera pas changée ; que M. N... n'a calculé l'Impôt du sel ni dans sa nature ni dans son effet ; que le calcul des impositions doit être moins subordonné au génie fiscal , qu'aux intérêts réels des Provinces ; que c'est plutôt dans la nature des impositions que dans leur forme, qu'un Administrateur doit chercher un plan qui puisse accorder l'intérêt du fisc avec celui des sujets du Roi : qu'en effet le tableau des contributions ne peut , en aucune manière , guider les vues patriotiques d'un Réformateur. Ce n'est ni la comparaison de la population , ni celle de l'étendue du territoire , ni la somme des contributions qui peut faire juger de leur proportion , de quelque nature qu'elles soient ; si elles sont personnelles , c'est moins le nombre que la qualité des

personnes , qui influera sur la quotité ; si elles sont territoriales , c'est moins l'étendue que la fertilité du terrain , la nature des productions & leur débouché qui facilitera plus ou moins la justice & la quotité de l'imposition ; si elles portent sur l'industrie & le commerce , l'on pourra bien connoître quelle sera la Généralité qui en aura davantage , mais la proportion de l'imposition ne sera pas plus certaine.

Il est donc nécessaire d'en revenir à cette proposition de M. N... , tom. 1 , pag. 39. C'est, dit-il , *l'état dans lequel se trouvent les Contribuables, après avoir acquité les impôts qui doit fixer les regards du Gouvernement.* La proposition seroit plus vraie, s'il avoit dit, c'est la position où se trouve le Contribuable avant d'acquiter l'impôt ; alors le point de vérité auquel il touchoit , se seroit présenté à lui , il se fût trouvé d'accord avec tous les autres principes qu'il a répandus ; il n'eût point été embarrassé dans le choix

à faire pour conserver la juste proportion de l'impôt avec les facultés, & il eût dit : la contribution dans l'origine, n'ayant eu pour but que de faciliter la protection de sa personne & la conservation de sa propriété, n'a pu être que le sacrifice d'une part de l'excédant de son nécessaire ; l'impôt ne doit pas être une avance, il ne doit point porter sur les denrées de première nécessité, mais sur l'excédant du premier nécessaire. Cet excédant ne peut se connoître que par les dépenses de commodité & de luxe, & celles-ci n'ayant lieu que lors des ventes faites par les Marchands en détail, c'est au moment de ces ventes, que l'impôt doit être assis.



Sur l'Impôt Territorial, les Administrations Provinciales, & sur les Droits de Consommation.

J'AI pu discuter le plan de M. N..... sur les Gabelles, sans entrer dans l'examen de son système général d'Administration. Il suffisoit de faire voir, 1.^o que c'étoit moins la quotité distributive de cet Impôt, que sa nature & la Régie qu'il exigeoit, qui devoient fixer les regards d'un Administrateur. 2.^o Que l'inégalité qui régnoit dans les contributions, ne pouvoit pas lui être uniquement reprochée; 3.^o qu'en portant cet Impôt dans les Provinces qui n'y étoient pas sujettes, on couroit le risque de nuire à leur industrie & à leur commerce. 4.^o Que celles qui jouiroient de la diminution du prix du sel, n'en recevraient aucun soulage-

ment, si le remplacement avoit lieu sur les Impôts territoriaux; & qu'elles pourroient supporter une charge plus considérable, si le remplacement étoit un droit additionnel sur les consommations.

5.° Que la Régie resteroit la même dans les Pays où elle est établie, & se propageroit dans les Provinces privilégiées, qui par là même, n'auroient plus que l'ombre de leur franchise. 6.° Que les calculs de M. N... ayant pour base la population du Royaume, & la consommation du sel, l'une & l'autre incertaines, les résultats pouvoient aussi être incertains; que leur effet seroit d'occasionner une trop grande sensation pour le but que l'on espéroit, & qu'il ne laissoit pas même l'espoir de la suppression des Impôts établis depuis la retraite de M. N...

Il a donc été facile de conclure que l'avantage n'étoit ni assez certain, ni assez considérable; pour mettre un si grand prix à une opération qui pouvoit entraîner de grands inconvéniens, quand

même elle ne contrarieroit pas les privilèges de plusieurs Provinces.

Il n'en est pas de même de l'établissement des Administrations Provinciales, de la conversion des droits d'Aides en impositions territoriales & des réformes dans les droits des Traites.

Ces idées ne peuvent appartenir à M. N..., que dans la maniere dont il les fait valoir : celle des Administrations Provinciales, est une modification des anciens états Provinciaux, dont le canevas existe; *tom. 1., pag. 24, de l'édition in-4°, des Recherches & considérations sur les Finances*. On y trouve en dix ou douze lignes, tout ce que M. N... a présenté avec autant d'arr que d'éloquence dans son Mémoire. Celle sur les Traites, n'est que l'exécution des Tarifs de 1664 & 1667, que M. Colbert avoit destinés à servir de regle uniforme aux entrées du Royaume, avec cette seule différence que M. Colbert pensoit que le droit de sortie étoit utile.

La base générale du Tarif de 1664, est de 5 pour 0/0 sur toutes les Marchandises; tandis que M. N... propose d'établir un droit à l'entrée de 10, 12 & 15 pour 0/0 & l'on ne comprend pas comment, pag. 168. M. N... dit, qu'un des obstacles que trouva M. de Colbert dans l'établissement général de son tarif, avoit été de ne pas être assez modéré.

Il seroit facile de trouver encore dans les Recherches & considérations sur les Finances, les différentes vues de M. N...; c'est donc à la maniere dont il a cherché à se rendre propre, ces idées, que je dois m'attacher. Ainsi les Administrations provinciales devant servir à la répartition des Tailles, Capitation & Vingtiemes, de maniere à remplacer les droits d'Aides & même la diminution des droits de grandes Gabelles; ce sont les réflexions de M. N... sur ces Impôts que je discuterai.

Comme le droit des Traités influe essentiellement sur le commerce, comme

le commerce a une relation nécessaire avec le prix du travail & des denrées , & que l'un & l'autre en ont avec les Impôts ; comme le profit du commerce n'est que celui fait par les échanges , il me semble que ce sont tous ces premiers rapports qu'il faut d'abord chercher dans l'ouvrage de M. N... s'ils s'y trouvent , ou les substituer , s'ils n'y sont pas , de manière cependant , que les différens Aphorismes de cet Administrateur y cadrent tellement que l'on soit persuadé que ce qui sera suppléé , est plutôt un éclaircissement que de nouvelles propositions.

Quand on examine un plan de réforme , il est juste de bien connoître d'abord ce qui existe , & en quoi consiste l'abus , & ensuite , si le moyen qu'on propose y remédie.

Je ne me dissimule pas que la marche que je vais suivre ressemble un peu à celle de l'esprit d'invention & de calcul que M. N... appelle esprit de système ,

& contre lequel il s'élève, *tom. 3, pag. 316*. Si cependant il n'a d'autres défauts que de tout ramener à des idées générales, il me semble que cela n'exclut point, comme il le prétend, l'étude, la comparaison; la distinction des nuances, & des exceptions; mais cela facilite au contraire le moyen de découvrir si ces nuances ne sont pas des résultats nécessaires de la combinaison des principes & de leur réaction naturelle, & si ce qui paroît exception, n'est pas une conséquence.

J'avoue que la décision de M. N... m'intimideroit un peu si je n'étois pas convaincu que l'esprit qualifié de système règle le génie; c'est à lui que nous devons les grandes vérités dont Descartes, Newton, Stahle, Linnæus, M. de Buffon nous ont enrichis. On s'accoutume difficilement à voir les Hommes célèbres jeter un ridicule sur les connoissances. On ne pardonne pas à M. de Voltaire d'avoir appelé M. de Réaumur un dissé-

queur de mouches, & je comprends peu le mépris que M. N... a marqué pour le Géometre qui calcule l'espace qu'un boulet parcourt dans un tems déterminé.

Tom. 2, pag. 318. Il peut, s'il le veut, ne pas aimer le vocabulaire sec de l'esprit de système, qui cependant est le seul qui convienne à une démonstration rigoureuse; mais il permettra que l'on aime le mot de Caton, qui vouloit que l'on chassât de Rome tous les Rétieurs de la Grèce, qu'il appelloit des Histrions.

Je vais donc procéder à l'anatomie politique d'un Etat pour mettre à portée de juger si M. Necker a bien connu son squelette, le principe de sa vie, de ses ressorts & de sa conservation.

Un Etat est une société rassemblée sous un Gouvernement qui veille à la conservation générale & particuliere des personnes & des propriétés. Cette conservation ne peut s'opérer que par le secours des individus qui composent cette société. Ce secours n'a pu être dans l'o-

rigine qu'une contribution personnelle & réelle: car dans les premiers tems, il n'y a eu que des bras & des productions; il falloit que la contribution fut un partage des uns & des autres.

Telle est l'idée que l'on doit se former de la contribution qu'on a depuis appelée Impôt, & toute simple qu'elle est, il est essentiel de s'en pénétrer: la réflexion convaincra ensuite que les Impôts territoriaux, & les Impôts sur les consommations, les droits de Traités, de Péage, de Corvées, la Milice, ne sont pas une imagination purement fiscale, & une simple exercice de l'autorité; mais la conséquence nécessaire des idées primitives que l'on avoit de la contribution réelle & personnelle, sans laquelle la société ne pouvoit exister.

On reconnoîtra que ces idées primitives ont reçu les mêmes modifications dans tous les Etats, parce que les circonstances qui les nécessitent, sont toujours les mêmes; que les progrès des

Gouvernemens sont dâs à des crises insensibles qui amènent l'ordre de choses qui convient à leur position , de maniere que l'étude de l'Adminiftration semble exiger de ne jeter les regards sur tout ce qui a précédé , que pour être en état de faciliter le développement qui s'est préparé. Ils'agit donc de tendre au même but par les moyens que le tems a créés.

Je ne puis trop répéter l'observation que j'ai faite ci-devant dans la discussion sur les Gabelles , que c'étoit sur le superflu ou l'excédant de la consommation nécessaire des productions , & sur une portion du tems , seulement , que la contribution réelle & personnelle a pu porter dans l'origine ; car l'objet étoit de fournir à la conservation de sa propriété & de sa personne ; il falloit donc que le Contribuable prélevât les denrées , & , pour ainsi dire , le tems , nécessaires à sa subsistance , autrement la contribution n'auroit pu avoir lieu , puisque le contribuable n'auroit pu ni travailler ni subsister. On

apperçoit par là , combien un droit qui porteroit sur les nécessités , & qui seroit conforme au principe avancé par M. N... tom. 2 , pag. 2 , sur le choix de l'imposition , contrarie la nature de l'Impôt. *Les droits sur une denrée de consommation générale , seront toujours ceux qui dans une nation nombreuse offriront les ressources les plus étendues.* J'invite cependant à se défendre de toute prévention jusqu'à ce que l'on ait suivi l'Impôt dans toutes ses formes & dans tous ses effets.

Cette contribution réelle étoit un véritable échange. On payoit avec des denrées la protection dont on s'assuroit; les échanges ne sont plus faits de denrées à denrées , ou de travail en partage des produits; ils ont pris un signe représentatif. Les contributions ont subi le même sort , mais on ne s'est pas apperçu de la différence que ce signe apportoit dans les contributions & dans tous les rapports : comme son effet ne pouvoit devenir sensible que lorsque son abondance seroit assez grande
pour

pour tout représenter, on a long-tems erré sur les causes qui rendoient l'Administration difficile & compliquée. C'est le cas d'appliquer le principe de M. N... *pag. 224, tom. 2. Ce n'est, dans les choses compliquées, dit-il, qu'au moment où l'on tient la solution, que l'on découvre, en même-tems, combien elle étoit pris de sci.*

Je dis donc que l'argent, ou le signe représentatif, a changé le rapport des individus dans l'ordre de la société, & la proportion que toutes les valeurs doivent avoir entre elles; que c'est lui enfin qui est cause des fausses idées que l'on a prises sur l'Impôt.

L'argent, comme moyen d'échange, est la cause des erreurs en Administration.

Comme je dois entrer dans des discussions peut-être un peu métaphysiques, je vais donner un apperçu de leurs résultats, afin de rendre leur démonstration plus sensible.

Avant l'introduction du signe représentatif, l'homme de travail n'étoit pas

salarié par le propriétaire ; mais il étoit ou dans l'état d'esclavage , ou dans celui de liberté ; dans l'un , il étoit fourni de ses nécessités par son maître ; dans l'autre , il a eu & doit avoir une part dans les produits.

Les échanges n'ont pu d'abord s'opérer que par des commissionnaires & des facteurs , lesquels étoient entretenus aux dépens de ceux qui échangeoient.

Le propriétaire & l'homme industriel dépendoient donc l'un de l'autre , & le facteur ou commissionnaire dépendoit des deux ensemble. Je prie d'observer que dans cet état de société , la contribution , soit réelle , soit personnelle , étant fournie au Gouvernement en nature , étoit toujours suffisante aux besoins , comme on va le voir.

Depuis l'introduction du signe représentatif , le travail de l'homme industriel a été estimé en argent : ce prix s'est appelée salaire : la contribution a été de même évaluée en argent , & est

devenue Impôt : le propriétaire de fonds a été obligé de vendre, pour salarier les ouvriers ; ceux-ci & les artisans ont été contraints de mendier des avances pour acheter leur nourriture & les matieres premières : le Gouvernement a été obligé d'acheter toutes les denrées qui auparavant lui étoient fournies en nature : les revenus des propriétaires, les salaires des ouvriers, les dépenses du Gouvernement ont été grevés du bénéfice nécessaire du propriétaire du signe représentatif. C'est ce bénéfice qui a dérangé l'ordre. Voilà la première cause de l'augmentation de l'Impôt & du renchérissement progressif des denrées, dont rien n'a pu empêcher l'effet. Jamais l'Impôt n'a pu suffire, parce qu'à mesure qu'on l'a augmenté, les dépenses du Gouvernement ont augmenté dans une proportion incroyable.

L'impôt peut influencer aussi sur le commerce, mais cette influence s'accroît principalement par l'effet du signe repré-

rentatif. Cet effet ne peut être bien saisi que lorsqu'on aura approfondi ce que c'est que les échanges, & comment l'argent est devenu le moyen d'échange.

Principes
des échan-
ges.

AUSSI-TÔT que l'on parle d'échange, on se représente des valeurs réciproques déterminées par le débat d'un vendeur & d'un acheteur ; & l'on établit pour principe que le besoin, le désir, la rareté ou l'abondance fixent le prix des denrées : on se trompe ; on oublie la proportion naturelle qui existe entre les différens objets d'échange ; on fait de l'échange une vente à prix d'argent ; on ne pense plus que l'argent est le signe représentatif de toutes les valeurs, qu'il faut donc que la valeur puisse exister avant qu'il y ait échange, prix, vente ou achat : de-là l'impossibilité d'avoir des idées nettes sur l'argent.

Un échange suppose une proportion, il ne peut pas y avoir de proportion, s'il n'y a pas de termes connus.

QUOIQU'IL y ait des productions données par la nature , on doit les regarder en général comme le fruit du travail ; la quantité du travail & la quantité de la récolte produite par ce travail , voilà des termes connus moyennant lesquels on peut établir toute proportion entre les récoltes , entre les terrains , entre tous deux ensemble.

Le Travail est le principe de toutes les valeurs.

Ainsi toutes les productions sont les valeurs des travaux qu'elles ont coûté.

Le travail est donc le principe de toutes les valeurs , comme l'unité l'est de tous les calculs. Ainsi , plus une production demande de travail , plus elle a de valeur propre. C'est là ce qui détermine ensuite la valeur réciproque des productions. Vingt journées de travail ont pu produire quatre fétiers de graine de chanvre , & ne produiront que deux fétiers de bled , ainsi quatre fétiers de graine de chanvre auront une valeur égale à deux fétiers de bled.

La réflexion persuade qu'il n'y a que cette égalité de valeur dans les productions d'un travail égal, qui ait pu engager à cultiver indifféremment les diverses espèces de productions. Il y a donc des proportions naturelles qui font la base des échanges, & le besoin, la rareté, l'abondance ne font que des exceptions qui changent les proportions naturelles.

Si le même travail a fourni moins de bled une année que l'autre, il faudra une moindre quantité de bled cette année, pour représenter le même travail; si le bled a été plus abondant, sa plus grande abondance ne représentera que le même travail. Comme le principe de l'échange est de donner & recevoir les produits d'un travail égal, les changemens qui arrivent dans la proportion des échanges, ne font qu'indiquer celle qui a existé entre les produits & le travail qui les a obtenus.

Ce n'est donc que la différence dans

la quantité des productions qui puisse & qui doive changer quelque chose à leur valeur réciproque.

Ce principe étant bien établi , relativement aux échanges , les conditions nécessaires que doit avoir le signe destiné à les représenter , sont faciles à déterminer : c'est que sa quantité & sa valeur soient fixes & connues , & qu'il soit employé toujours en entier à représenter uniquement les objets d'échange. Alors il représentera exactement la proportion qui a existé entre le travail & les produits ; si les produits ont été abondans ou moindres , la quantité du signe représentatif , se divisera en plus ou moins de parties ; c'est-à-dire , que l'on en donnera plus ou moins pour une telle quantité de productions , (par exemple) , tantôt une once d'argent pour un sétier de bled , & tantôt , si les produits ont été moins abondans , une once & demie , de manière que la quantité des signes représentatifs , que

l'on donneroit , feroit certainement connoître le rapport qui existe entre les productions.

Effet de l'abondance de l'argent, relative-ment à la connoissance de la proportion qui existe entre les productions.

MAIS pour que le prix des denrées puisse être le thermomètre sûr de leur rareté ou de leur abondance, il est nécessaire que la quantité des signes représentatifs ne varie pas, autrement ce prix pourra dépendre également de l'abondance ou rareté des signes, & de l'abondance ou rareté des productions, puisque dans l'un ou l'autre cas, on donnera une plus ou moins grande quantité de signes pour la même portion de produits.

Ces signes peuvent donc, à raison de leur abondance, ou de leur rareté, ne point représenter les rapports naturels des productions, qui sont la base des échanges, & c'est un des premiers inconvéniens de l'introduction du signe représentatif qui a fait substituer les ventes aux échanges; l'Administration

on'y pourra parer qu'en s'efforçant de rendre la valeur des productions indépendante, autant qu'il est possible, de la quantité plus ou moins grande des signes représentatifs; mais avant d'indiquer les moyens qui peuvent y contribuer, il est nécessaire de suivre tous les effets du signe représentatif dans les échanges à prix d'argent, & dans le paiement des contributions ainsi que les réflets & réactions réciproques de l'argent & de l'Impôt.

Ces rapports réciproques sur lesquels il faut s'arrêter, me conduisent à une première observation, c'est que si la quantité du signe représentatif, opère qu'il en faille davantage pour représenter la valeur de la même production, la contribution fixée en argent, deviendra insuffisante, parce que le Gouvernement est le plus grand consommateur; c'est donc une raison de plus pour engager le Gouvernement à s'opposer à ce que les productions éprouvent une

variation dans leur prix à raison de l'abondance du signe représentatif. J'ajouterai que de même que la plus grande quantité d'argent qui survient, fait que le prix des denrées ne représente plus exactement le rapport des productions entre elles : la manière dont la contribution est assise, peut aussi déranger l'ordre naturel de ces rapports.

Effet de
l'impôt sur
la propor-
tion des
Echanges.

SUPPOSONS un Etat se formant, & n'ayant que quelques productions ; supposons-les d'une manière proportionnelle , & qu'elles aient été de dix sétiers de bled , de trente sétiers d'orge , & de vingt sétiers d'avoine : que chaque production puisse s'échanger en entier contre l'autre , & que l'impôt en nature soit d'un dixième ; l'impôt ne fait que réduire ces productions dans une proportion égale : on échangera une moindre quantité, mais ce sera dans la même proportion , l'impôt deviendra une simple restriction ordon-

née dans les dépenses , & l'ordre sera absolument conservé.

Observons que dans cette supposition , l'Impôt se trouve avoir frappé toutes les productions d'une manière proportionnelle , que si le Gouvernement en reçoit quelques-unes de superflues à sa consommation , & si d'autres lui sont nécessaires , la proportion de l'échange qu'il doit faire est certaine. Il est même constant que si les besoins sont plus grands , une augmentation de contribution qui seroit proportionnelle , n'auroit d'autre effet que de restreindre davantage les dépenses , & quelque exorbitant qu'on puisse alors supposer l'Impôt , il ne feroit qu'augmenter les privations jusqu'à ce qu'il y eut impossibilité de le payer , parce qu'il n'auroit pas troublé l'ordre naturel qui a déterminé le rapport qui doit exister entre les différens travaux & les productions qu'ils ont obtenues. Tous les échanges se feroient toujours sans éprouver aucune

révolution ni aucun embarras. Il n'en fera pas de même si le Gouvernement change la forme de l'Impôt.

Supposons que le Gouvernement se trouve obligé d'échanger une partie des productions qu'il reçoit pour s'en procurer une plus grande quantité d'une autre nature; par exemple, que dans la supposition que j'ai faite, il trouve que l'orge lui est inutile, parce qu'il est obligé de l'échanger contre du bled & de l'avoine, & qu'en conséquence il veuille percevoir trois sétiers de bled seulement pour tout Impôt, sauf ensuite à se procurer par échange, l'avoine dont il aura besoin. On pourra croire que cette différence dans la manière d'asseoir l'Impôt est égale, parce que son total est d'une valeur égale à celle qui étoit perçue; & que les propriétaires d'avoine & d'orge étant dépendans du propriétaire du bled, il se rétablira entre les productions une proportion qui indemnifera le proprié-

taire de bled de son avance. Voici ce qui doit résulter de cette avance demandée au propriétaire de bled : c'est que toutes les proportions vont être changées, parce que les valeurs qui ont servi de base à la perception de l'Impôt, ne sont plus celles qui régleront les échanges, & ce seront ces dernières valeurs auxquelles le Gouvernement sera obligé de se conformer dans l'échange qu'il fera nécessité de faire d'une portion de bled contre de l'avoine ; les propriétaires d'orge & d'avoine qui n'auront pas payé d'Impôt, seront dans une position beaucoup plus difficile que s'ils l'avoient payé : en voici la preuve. Rappelons-nous que lorsque l'Impôt avoit également frappé tous les propriétaires, les neuf sétiers de bled, les vingt-sept sétiers d'orge & les dix-huit sétiers d'avoine qui restoient, étoient dans la même proportion que celle qui existoit dans les produits, de manière qu'avec neuf sétiers de bled, on se procuroit

ou vingt-sept sétiers d'orge, ou dix-huit sétiers d'avoine, & lors de la nouvelle imposition, il faut qu'on se les procure pour sept. La proportion des échanges n'est donc plus celle qui existoit entre les produits. Il doit s'en suivre que le propriétaire d'avoine, qui aura été obligé de recevoir la loi du propriétaire du bled, dont il avoit besoin, voudra la faire au Gouvernement qui aura besoin de son avoine, de peur de la recevoir ensuite du propriétaire d'orge qui aura également subi celle que le propriétaire de bled lui aura imposée.

Toutes les proportions naturelles seront donc dérangées parce qu'il n'y aura plus de base certaine, & le principe de ce dérangement aura été, que le Gouvernement, en demandant au propriétaire du bled, l'avance de toute l'imposition, l'a forcé, pour s'en couvrir, de changer la valeur de sa production. Voilà donc la manière d'affecier l'Impôt, qui peut, comme le plus ou le moins de

quantité de signes représentatifs, changer l'ordre des proportions qui déterminent les échanges.

Après avoir fixé les idées sur ces premiers effets du signe représentatif, & de l'Impôt relativement aux échanges, suivons ceux des ventes & achats.

CONSIDÉRONS le propriétaire du ^{Ventes & Achats.} signe représentatif, comme remplaçant le Facteur des échanges. L'argent va se trouver ici remplacer, 1° la denrée; 2° le salaire du Facteur d'échanges; 3° il aura encore un produit, comme s'il étoit un fonds réel.

Il faut concevoir le Facteur d'échanges comme ayant été entretenu par la société à laquelle il devoit compte de la quantité & qualité des échanges; ce ne pouvoit être qu'un partage médiocre dans les quantités échangées qui lui servit de salaire.

En supposant que la rétribution du Facteur fut d'un 40^e, il falloit perdre

chaque fois un 40^e. Si vingt livres de bled étoient égales à quarante livres d'avoine, soixante livres d'orge, quatre-vingt livres de lin, cent livres de graine de chanvre, on recevoit toujours un 40^e de moins que l'on ne donnoit : ce prélèvement étant nécessaire, la Société avoit avantage à ce que cette classe de Citoyens ne se multipliât pas trop, puisque leur subsistance devoit être prise sur la Société, & qu'il eût fallu, à raison de leur nombre, augmenter leur rétribution. Ainsi les Marchands qui sont aujourd'hui les Facteurs généraux, sont nécessairement sous l'inspection générale de la Société. Il faut qu'il y en ait assez, mais leur nombre doit être limité par elle, puisque c'est par elle qu'ils existent; leurs gains étant composés d'un salaire, & des produits de leur argent, ne peuvent diminuer qu'en raison du salaire qui sera moins multiplié.

Cette rétribution du Facteur est devenue plus sensible pour la Société, à mesure

mesure que les échanges se sont multipliés, parce que les échanges n'ont pu se faire que successivement. En voici un exemple, qui n'étant qu'une supposition, devient applicable aux marchandises avant qu'elles soient fabriquées & consommées. Imaginez qu'on ne puisse avoir du chanvre qu'avec du lin, du lin qu'avec de l'orge, de l'orge qu'avec de l'avoine, & de l'avoine qu'avec du bled; quoique la proportion réciproque du bled au chanvre, soit comme 20 est à 100. Il s'en faudra de beaucoup que le propriétaire de bled le puisse échanger contre du chanvre dans cette proportion; il échangera vingt livres contre quatre-vingt-dix livres cinq onces sept gros dix-sept grains, si le prix de la rétribution est au 40^e; mais si elle étoit au 10^e, il n'auroit que soixante & cinq livres neuf onces quatre gros soixante-huit grains (1).

(1) Le détail de ces deux calculs pourra servir à plusieurs rapprochemens: le voici. Vingt livres de bled, échangées

Le double résultat que je viens de présenter, se réunit aujourd'hui en raison composée, lors des échanges, en regardant les dix pour cent comme la représentation du produit de l'argent & du salaire du Facteur; & en supposant un pour cent de plus, comme étant la représentation de l'Impôt, il prouvera encore que la plus petite différence dans le prix des denrées, soit par leur renchérissement naturel, soit par un Impôt qu'elles payent dans un moment plutôt que dans un autre, influe d'une manière très-rigoureuse sur le prix qu'en doivent donner les consommateurs, au nombre

contre de l'avoine, à un 40.^{me}, donnent trente-neuf livres d'avoine, qui donnent cinquante-sept livres quatre gros cinquante-huit grains d'orge, qui donnent soixante & quatorze livres deux onces trois gros quatre grains de graine de lin, qui donnent quatre-vingt-dix livres cinq onces dix-sept grains.

Si le prix du Facteur est au 10.^{me}, vingt livres de bled donnent trente-six livres d'avoine, qui donnent quarante-huit livres neuf onces quatre gros cinquante-huit grains d'orge, qui donnent cinquante-huit livres quatre onces sept gros soixante & dix grains de graine de lin, qui donnent soixante cinq livres neuf onces quatre gros soixante & huit grains de graine de chanvre.

desquels sont les propriétaires ; reflexion importante, d'où il résultera que le haufement du prix des denrées ne peut jamais dédommager de la charge de l'Impôt, & est au contraire une nouvelle charge que s'imposent les propriétaires.

Examinons donc comment s'opèrent aujourd'hui ces échanges fuccessifs. Je ne crains point de me servir du vocabulaire sec & ennuyeux que cette démonstration exige, si les conséquences deviennent claires & précises.

LE propriétaire d'argent est quelquefois simplement Marchand, achetant directement ; alors il doit, d'une part, retirer la rétribution du Facteur, & de l'autre, le produit de son argent. L'un & l'autre sont ordinairement estimés à un bénéfice de dix pour cent. Il employe souvent encore un autre Facteur, que l'on appelle Commissionnaire. La marchandise qu'il achete à un prix de 100 l. sera vendue la seconde fois 110 l.

L'intérêt
seul des
avances en-
chérit de
moitié la
marchandi-
se manufac-
turée.

la troisieme fois 121 l.; la quatrieme fois 133 l. 2 f.; & la cinquieme fois, 146 l. 8 f. 2 d. : il y a donc nécessairement à la cinquieme main, 46 l. & demi de différence du prix d'achat au prix de la vente. Voilà le produit naturel de l'argent lors des ventes & achats.

Supposez actuellement qu'à chaque fois, il y ait un droit de commission à payer d'un pour cent : le premier achat sera de 101 l.; le deuxieme, 112 l. 4 f. 3 d.; le troisieme, 124 l. 13 f. 4 d.; le quatrieme, 138 l. 10 f. 1 d., & le cinquieme, 153 l. 17 f. 6 d.; la rétribution du Commissionnaire enchérit donc dans l'exemple la marchandise de 7 l. 9 sols 4 den., tandis que l'effet de dix pour cent n'a été que de 46 l. 8 f. 2 d. Cette progression est remarquable & doit s'appliquer à l'Impôt que l'on perçoit sur les consommations.

On doit considérer que dans les échanges en nature, il n'y a pas eu la progression que l'on remarque ici; chaque

échange a bien occasionné une diminution de quantité à raison de la rétribution du Facteur ; mais par la vente & l'achat, la rétribution du premier acheteur a fait une masse sur laquelle le second a pris encore la sienne.

Je demande de vouloir bien prêter attention au calcul suivant, que je pourrois présenter par résultat ; mais il est trop essentiel pour ne pas le donner en détail.

La rétribution du Commissionnaire comparée avec l'Impôt.

La rétribution du Commissionnaire a été à la premiere vente, 1 l. la seconde, 1 l. 2 f. 3 d., la troisieme, 1 l. 4 f. 8 d., la quatrieme, 1 l. 7 f. 5 d., la cinquieme, 1 l. 10 f. 5 d. ; total 6 l. 4 f. 9 d., quoique les Commissionnaires n'aient touché que 6 l. 4 f. 9 d. ; leur salaire a augmenté la marchandise de 7 l. 9 f. 4 d. Supposons que ce droit de Commissionnaire soit l'Impôt ; supposons que dans la vue de favoriser le Consommateur, on change ce droit, & que ce soit le propriétaire qui

l'avance & qui vende sa denrée 106 l. 4 f. 9 d., au lieu de 100 : voici ce qui s'en suivra.

Le premier achat sera de 106 l. 4 f. 9 d. ; le second, 116 l. 17 f. 4 d. ; le troisième, 128 l. 11 f. 1 d. ; le quatrième, 141 l. 8 f. 2 d. ; le cinquième, 155 l. 10 f. 11 d. Le Consommateur payera 155 l. 10 f. 11 d., au lieu qu'il payoit 153 l. 17 f. 6 d. Ce calcul est péremptoire contre l'Impôt territorial ; car il s'ensuit que non-seulement le propriétaire est forcé à une avance, mais qu'il paye beaucoup plus, puisqu'il ne consomme ses revenus que par des dépenses de commodité ou de luxe.

Je devrois peut-être donner ici tous les exemples applicables à toutes les conséquences qui dérivent de la différence des échanges en nature, ou de la vente & l'achat ; mais j'en ai assez dit pour suffire à la démonstration des différences occasionnées par le signe représentatif, dans le prix de la marchan-

dise & dans l'effet de l'Impôt. L'application en est actuellement facile à faire.

TOUTES les propositions que je vais avancer, ne seront plus des questions, ^{Consé-} quences, elles ne seront que des corollaires.

L'Impôt ayant été originairement une contribution réelle, payable en nature, ne pouvoit être qu'une restriction aux dépenses, autres que celles de nécessité; c'est à lui conserver cette qualité que l'Administrateur doit rendre.

Etant payé en nature, son effet est fini avec le paiement, & le Contribuable a conservé son nécessaire.

L'Impôt ne doit point former avance; or comme toutes les consommations de denrées de première nécessité qui sont faites par les artisans, ne peuvent être regardées que comme des avances, le principe de M. N..... est faux, quand il dit, *que la denrée de la consommation la plus générale, est celle qui offre le plus de*

ressources à un Administrateur, tome II, page 2.

Si l'Impôt ne peut être pris sur les subsistances, parce que cè seroit une restriction au nécessaire & non pas une restitution aux dépenses, & que de plus, il formeroit une avance, il ne peut être pris que sur l'épargne possible des sujets, ou, ce qui est la même chose, sur ce qui est commodité, ou luxe.

Voilà un principe de toute vérité qui détermine le choix à faire, qui proportionne l'Impôt aux facultés des Contribuables : & son observance à cet égard ne sera plus contrariée par l'étendue immodérée des Impôts, & par la nouvelle forme que le temps a donné aux richesses, tome II, pages 321 & 323.

Toutes les difficultés, toutes les angoisses, à cet égard, disparoissent : & pour que l'Impôt ne soit pas contraire à la richesse publique, pour proscrire

toutes les formes arbitraires , il faut qu'il ne puisse pas renchérir les denrées avant leur dernière consommation ; c'est-à-dire , qu'il ne doit pas former avance , parce qu'alors , il devient fonds de commerce portant intérêt , augmentant par conséquent les dépenses ; & le fisc n'en profite pas.

Pourquoi M. N.... ne présente-t-il jamais les principes que comme des incidens ? Pourquoi ses réflexions ne sont-elles jamais que des dissertations morales , qu'il laisse à la contemplation , & dont le seul but est de flatter les opinions accréditées , sans chercher à éclairer sur le mérite qu'il leur faut accorder. Il y a , dit-il , *page 172* , une considération bien importante sur laquelle il faut réfléchir : *La richesse de ceux qui paient les Impôts sur les productions , n'est composée que des revenus des propriétaires de terres ; la richesse de ceux qui payent les droits sur les consommations , est composée des revenus de tous les ha-*

bitans du Royaume & même des revenus des Etrangers qui y séjournent.

Hé bien , j'y réfléchis , & je vois que les propriétaires de terres imposés sur leurs revenus , le sont encore dans leurs dépenses. Je réfléchis donc , d'après M. N... , que les revenus des propriétaires de terres sont moins considérables que ceux du reste des habitans du Royaume & des Etrangers qui y séjournent ; qu'il est impossible de dépenser sans payer directement ou indirectement l'Impôt , assis comme il l'est , sur les consommations ; qu'en conséquence M. N... , regardant comme une chose utile en administration , que l'Impôt porte sur les propriétaires & sur les dépenses , il trouve bon que ce soit la masse de revenu la moins considérable qui soit d'abord attaquée par un prélèvement , & ensuite atteinte en imposant les dépenses. Puisque ce sont les *considérations morales* qui , tome I , page 162 , doivent peut-être principalement déterminer. Je lui

demande pourquoi il présente l'Impôt territorial, tome I, page 178, comme un prélevement, comme une privation, qui non-seulement ne peut être dissimulée, mais dont le sentiment se renouvelle à chaque instant, parce que sans cesse on a des desirs, on projette, on jouit en espérance? & pourquoi, tome I, page 168, il a fait ressouvenir, avec complaisance, qu'il avoit invité le Gouvernement à convertir successivement les droits d'Aides dans une addition aux impositions territoriales, & encore à mettre une pareille imposition jusqu'à la concurrence d'une douzaine de millions, pour réduire sensiblement le prix du sel dans les grandes Gabelles, ou, ce qui revient au même, par des considérations morales? M. N..... a pensé qu'il devoit se déterminer à atteindre, de préférence, par un prélevement de 60 millions, la plus foible partie des revenus de la Nation, parce que cette privation

ne peut être dissimulée , & parce que le sentiment s'en renouvelle à chaque instant , & sans doute parce que c'étoit , d'un côté, acquérir pour protecteurs de son système chéri, des Administrations provinciales , les personnes qui ont envisagé l'Impôt territorial comme préférable ; & que , de l'autre , c'étoit conserver un air d'impartialité en avouant que ce système est insuffisant.

Inutilité
des Admi-
nistrations
Provincia-
les pour
faire la ré-
partition
juste de
l'Impôt ter-
ritorial.

MAIS puisque l'établissement des Administrations provinciales ne devoit avoir pour but que de nouveaux rem-
placemens d'impositions territoriales &
leur répartition , au moins falloit-il que
M. N... s'entendit lui-même sur cette
nature d'Impôt.

Quand il l'a défini une avance de-
mandée au propriétaire, j'ai pensé qu'il
prétendoit que ce propriétaire retrouvoit
une partie de l'Impôt dans l'augmenta-
tion du prix de ses denrées ; mais j'ai

montré combien cette avance étoit contraire à la nature de l'Impôt, & nuisible au propriétaire, combien même elle rendoit l'Impôt insuffisant pour le Gouvernement. Je dois cependant observer que cette manière d'entendre l'Impôt territorial, n'est qu'indiquée dans quelques lignes de son ouvrage ; je dis indiquée, parce que selon son usage, il conserve toujours le moyen d'échapper à l'objection, ne voulant pas se charger d'y répondre. Je fais qu'il a défini l'Impôt territorial, un prélèvement sur les revenus ; mais je fais aussi qu'un prélèvement sur un revenu, n'est pas une avance : comme M. N... à prétendu y mettre quelque différence, ce ne peut être que parce qu'il aura pensé que le propriétaire se remboursoit de l'Impôt par le haussement du prix de ses denrées, ou bien parce qu'il a regardé cette avance de propriétaire, comme une avance de culture, sans pour cela qu'il y ait nécessité d'augmenter le prix des denrées.

Dans le premier cas, dès-lors que c'est une avance dont le Propriétaire se rembourse, pourquoi cette considération morale? *page 178, tome 1. Non-seulement une telle privation ne peut point être dissimulée, mais le sentiment s'en renouvelle à chaque instant. Il ne peut disconvenir qu'il y a contradiction, & qu'il ne s'est pas entendu lui-même. Mais si réellement il n'y a pas de privation; si ce n'est qu'une avance, je conviens que M. N... atteindra les revenus des propriétaires au profit du fisc, & ensuite leur dépense par une restriction dans leurs jouissances qui ne tournera pas au profit du fisc; & il atteindra encore les dépenses de tous les sujets du Roi, en leur faisant supporter une augmentation; car j'ai prouvé par le calcul, que l'augmentation dans la denrée, renchérissoit celle manufacturée de moitié en sus de l'augmentation, par le seul effet du gain du Marchand. Je ne reproche point à M. N... d'avoir ignoré*

cet effet d'un Impôt nouveau , mais je lui reproche de n'avoir pas été conféquent.

Il a bien connu qu'une avance de l'Impôt , en devenoit un nouveau pour les fujets du Roi , quand il a voulu défendre son fyftême sur les Gabelles : il a dit , *tome II , page 84 , que fi le Roi rendoit le commerce du fel libre , en fe contentant d'impofer un droit sur cette denrée , alors la diminution des frais pour le Roi , ou une augmentation à la charge de fes Peuples , feroit la même chofe ; car , dit-il , la denrée renchériroit pour les Confommateurs , d'abord de tous les frais d'achat , de commission , de fret & de voiture , & enfuite du bénéfice des Marchands.*

Je lui demande , fi cette affertion de fa part n'eft pas la même chofe que le calcul que j'ai fait , par lequel j'ai démontré la différence de la rétribution du Facteur payée à chaque vente , qui représente le droit de confommation tel

qu'il est aujourd'hui , ou de cette même rétribution avancée par le propriétaire , d'où il résulte que ce droit du Commis-fionnaire , auquel j'ai assimilé l'Impôt , étant payé par le propriétaire , est une nouvelle charge équivalente au quart de l'Impôt. Ainsi le remplacement d'Impôt qui feroit un des grands avantages de l'établissement des Administrations provinciales , feroit une nouvelle charge de 15 millions pour les Peuples , sans avantage pour le Roi. Pourquoi M. N... se sert-il d'une vérité pour répondre à une objection qu'il craint , & l'oublie-t-il quand il s'agit de prouver l'avantage de ses Administrations provinciales ?

Ainsi , si M. N... a regardé l'Impôt territorial comme une avance dont le propriétaire se remboursoit , il n'a été exact ni dans la définition , ni dans son but moral , ni dans le calcul de l'avantage qu'il en espéroit. Dans sa définition , car un prélèvement sur les revenus ,
n'est

n'est point une avance ; dans son but moral, car une avance n'est point une privation dont l'effet se ressent à tous les instans ; dans le calcul de l'avantage, puisque le remplacement qu'il propose, comme une utilité des Administrations provinciales, coûteroit aux sujets du Roi 15 millions de plus.

Il ne fera ni plus heureux ni plus conséquent si cette avance en est une de culture, dont le remboursement n'exigera pas une augmentation dans les denrées. J'ai déjà observé l'immoralité d'atteindre, en même-tems, les revenus & les dépenses de la classe qui, d'après M. N... même, possède la plus foible portion du revenu ; je n'ai donc qu'à examiner le but de l'Administrateur.

J'ai encore le même reproche à faire. M. N... a reconnu que la masse des revenus de la Nation, ne consistoit pas uniquement dans ceux des propriétaires ; mais pourquoi n'a-t-il pas défini comment cet autre revenu se formoit ? Pour-

quoi n'a-t-il considéré qu'abstraitement
 cette fameuse proposition, qu'en dernière
 analyse, tous les Impôts, de quelque
 manière qu'on les modifie, retombent
 sur les productions de la terre? *tome I,*
page 174. S'il connoissoit si bien cette
 proposition, falloit-il n'en tirer que
 cette conséquence, savoir, que le prix
 du travail & le prix des denrées ont
 un rapport ensemble, & simplement
 ajouter qu'il y a loin de cette vérité aux
 conséquences que l'on en tire? C'étoit
 le cas d'établir tout ce que je viens de
 démontrer sur les inconvéniens de l'a-
 vance demandée par la forme de l'impo-
 sition; & ensuite, sans craindre de paroître
 se livrer à une espèce de système, il
 falloit nier la proposition; il falloit que
 son génie, respectant les opinions com-
 munes, étendit les lumières de cette tra-
 dition par de nouvelles conquêtes; &
 qu'après avoir vu les objets tels qu'ils
 sont, il en découvrit d'inconnus jusqu'à
 lui, *tome III, page 377.*

Alors il auroit dit, que pour que tous les Impôts, en dernière analyse, retombassent sur les productions, il faudroit que toutes les dépenses fussent faites par les propriétaires, & qu'à quelque somme que l'on puisse faire monter l'évaluation des productions, il est impossible qu'elles fussent à toutes les dépenses.

Il auroit en conséquence démontré comment se formoit ce revenu étranger à toutes les productions. Il auroit avoué que l'Impôt ne pouvant être pris que sur l'épargne des sujets, il étoit possible que l'Impôt territorial ne fit point augmenter les denrées, s'il ne passoit pas les bornes de l'épargne possible des sujets, qu'autrement il étoit nécessaire que les denrées augmentassent. Il auroit reconnu que quand même l'Impôt territorial n'excéderoit pas la somme possible des épargnes des sujets, il seroit toujours l'Impôt le plus à charge aux propriétaires. Il se seroit apperçu que, ce qui avoit

fait illusion dans les estimables recherches & discussions qui avoient été faites sur cette matiere , c'est qu'on avoit oublié l'effet du signe représentatif dans les ventes & achats. Je vais donc substituer tous ces développemens qui manquent à l'ouvrage de M. N... Car comment espérer tendre par des opérations à la richesse publique, si l'on ignore comment elle se forme, se conserve & se détruit.

Si l'Impôt se payoit en nature , il ne seroit suivi d'aucun reflet , il seroit une véritable restriction aux dépenses , qui , souvent , à la vérité , porteroit sur le nécessaire ; car celui qui ne récolte pas assez pour vivre , ne sauroit se restreindre. Si les échanges se faisoient en nature , ils seroient à chaque fois diminués de la portion retenue par le facteur , ainsi que je l'ai prouvé par les exemples que j'ai rapportés qui ont rendu cette démonstration palpable ; car en supposant que le facteur procure l'échange de cent

livres de laine contre quatre fétiers de bled , il retient dix livres de laine & une mesure de bled : ceux qui échangent n'ont qu'une partie des cent livres de laine & des quatre fétiers de bled : il ne peut pas y avoir d'autre valeur que celle des produits.

Mais lorsque le marchand A , a acheté, cent livres de laine pour le prix de 100 liv. il les vend au marchand C , 110 l. parce qu'il faut qu'il retire son salaire & le produit de son argent , & tandis que , dans l'échange en nature , la quantité reçue étoit diminuée du salaire du facteur ; ici elle est toute entière avec le profit additionnel de l'argent & de la représentation du travail du marchand A. Le marchand C , a toute la laine , la production existe toute entière dans sa main , avec une valeur de plus ; & cependant le marchand A , a une valeur de 10 l. qui représente la rétribution en nature qu'il auroit eue comme facteur , & qu'il a laissée toute entière.

au marchand C, qui lui a donné les 10 l. Voilà donc deux valeurs créés : une ajoutée à la production qui est dans la main du marchand C, & une qui est dans la main du marchand A, avec laquelle il peut acheter une production. Certainement cet achat n'est pas fait avec la valeur qu'avoit la laine dans la main du propriétaire. Je suppose qu'avec ces 10 l. il paye sa taille personnelle, il est impossible de prouver que cette taille retombe sur le propriétaire. Si ces 10 l. servent à payer la façon d'un habit, certainement ce paiement rembourse une partie de la taille personnelle qu'a payée le tailleur. Comment vouloir que cette portion d'Impôt retombe sur le propriétaire ! Lorsque le marchand C vendra sa laine 121 l. il y aura 21 l. qui ne feront pas plus la valeur de la production que les 10 l. dépensées par le marchand A. Voilà donc, à la deuxième main, un revenu de 31 l. qui est créé & qui est fort distinct de celui des

propriétaires , & à la cinquième main les 100 l. de production auront créé une autre valeur de 110 l. qui a pu être dépensée partie à payer des intérêts, & partie à racheter de la deuxième & troisième main , & contribuer , par-là même , à former portion du total de 110 l. qui ne s'est créé que par ce que l'on appelle circulation. Quand ce revenu est dépensé en objets que frappe l'Impôt , cet Impôt ne retombe certainement pas sur le propriétaire , qui ne porte d'Impôt que pour la portion de dépenses qu'il fait. Ainsi , quand on a dit que les objets manufacturés ne représentoient dans leur prix que la consommation faite par les Ouvriers , on s'est grandement trompé : car en dépensant leur salaire , ils ont payé une partie de cette valeur créée qui a été jointe aux objets qu'ils ont achetés , & le prix de ces objets étant payé avec partie de leurs salaires , il fait nécessairement partie de celui de la marchandise qu'ils ont fabriquée ; l'erreur n'est

venue que de ce que l'on a envisagé les salaires comme l'unique prix de la subsistance de l'ouvrier , & que l'on a oublié l'effet du signe représentatif & le gain de l'ouvrier.

Il y a donc un revenu qui se crée lors de la vente successive des productions , qui se joint à leur première valeur , & qui s'augmente d'autant plus que la valeur de la production est plus grande , & que cette production effuie plus d'échanges avant de pouvoir être consommée.

Ce revenu est susceptible , comme celui du propriétaire , d'être atteint par l'Impôt & de le partager. Je n'ai pas besoin de répéter que l'augmentation du prix des productions , demandant une plus grande quantité de numéraire pour représenter la même production , multiplie aussi l'accroissement de prix qu'elle reçoit par les gains successifs des marchands , & enfin que les dépenses du propriétaire augmentent dans une

proportion plus grande que celle qu'il a reçue par l'augmentation de sa denrée ; cependant pour ne rien laisser à désirer , je vais citer un exemple.

La laine nécessaire pour faire une piece de drap , a coûté 700 l. On suppose qu'elle passe par cinq mains , avant d'être faite , & quand elle sera fabriquée , elle vaudra 1127 l. 7 f. 4 d. Si la laine vaut 800 l. la piece de drap vaudra 1288 l. 8 f. Si c'est le propriétaire de la laine qui achète le drap , il lui en coûtera 61 l. de plus , ayant vendu sa laine 800 l. que s'il l'avoit vendue 700 l. Or , comme les dépenses d'un Propriétaire ne consistent que dans les objets manufacturés , & qu'il n'y en a presque pas qui ne valent plus , que la moitié en sus du prix de la matiere premiere , l'augmentation du prix des denrées devient nuisible au Propriétaire. Remarquez que , dans tous ces calculs , je ne comprends que l'intérêt des avances pour la matiere premiere , & que l'effet

L'augmenta-
tion du
prix des
denrées nuit
au Proprié-
taire.

deviendrait bien plus considérable , si l'on y comprenait l'augmentation que reçoivent les salaires des Ouvriers , par celle des denrées. Mais j'ai voulu que le calcul & le raisonnement fussent à l'abri de toute objection , & l'on ne peut nier les deux propositions , savoir : qu'aussitôt que l'Impôt forme avance , il y a un reflet , une réaction , une surcharge dont il est impossible de disconvenir , & que l'augmentation la plus légère , sur la denrée de première nécessité , ou sur la matière première , causent une augmentation prodigieuse dans le prix des objets manufacturés.

Mais si l'Impôt territorial est pris sur l'épargne des Propriétaires , & n'augmente , par conséquent , en aucune façon le prix des denrées , cette réaction , cette surcharge , dira-t-on , n'existeront pas. Dans ce sens , M. N. . a eu raison de dire , *que ce seroit un défaut de politique de transporter sur les revenus des terres , les droits sur les consommations , tan-*

dis que l'aisance & l'encouragement de cette classe de Propriétaires importe si fort aux progrès & à l'activité de l'Agriculture, tome I, page 176.

Il auroit été cependant fort impolitique, puisqu'il propose de transporter 60 millions de ces droits sur les terres : mais il falloit qu'il ajoutât, que ce seroit souverainement injuste & mal - adroit. Injuste, parce que dès-lors que les ventes & achats, les gains des Ouvriers, des Commissionnaires, des Voituriers, les intérêts des prêts d'argent faits pour effectuer tous ces travaux, créent, comme on vient de le dire, un revenu indépendant des revenus territoriaux, & beaucoup moins incertain qu'eux ; dès-lors, enfin, que l'Impôt doit être pris sur les revenus, il est juste qu'ils en soient tous également frappés. Voilà l'injustice prouvée ; reste à prouver la mal-adresse.

Il faut souvent revenir à ce revenu créé par ce qu'on appelle la circulation, & souvent revenir à des exemples, pour

fixer , par le calcul , des raisonnemens qui , sans cela , deviennent trop abstraits.

Je suppose qu'un Propriétaire ait 106 l. 4 f. 9 d. de revenu , & que la portion qu'il pourroit épargner , s'il n'y avoit point d'Impôt , fût de 6 l. 4 f. 9 d. J'ai montré , 1.^o que , dans cette supposition , le gain des ventes auroit créé , à la cinquieme main , un revenu de 110 l. pour 100 l. qui se partageroit dans les cinq marchands , & que le prix de la laine manufacturée seroit de 146 l. 8 f. 2 d. 2.^o qu'avec l'Impôt de 1 pour 100 sur chaque vente , elle vaudroit 153 l. 17 f. 6 d. à la dernière vente & que l'Impôt seroit alors pour le Consommateur de 7 l. 9 f. 4 d. dont le Fisc recevrait seulement 6 l. 4 f. 9 d.

Si l'Impôt étoit de 1 pour 100 sur chaque vente , il devroit nécessairement atteindre également tous les revenus , & dans la vérité , on pourroit dire , que l'Impôt de 7 l. 9 f. 4 d. seroit partagé sur les revenus du Propriétaire , & ceux créés par la circulation , ce qui réduiroit

l'Impôt du Propriétaire à 10/21.^{es} de 7 l. 9 s. 4 d. , ou à 3 l. 11 s. 1 d. Voilà le seul Impôt qu'il payeroit , si toutes les dépenses portoient l'Impôt. Mais pour être plus exact , ne partageons l'Impôt que sur 153 l. 17 s. 6 d. prix de la marchandise , dont le Propriétaire ne peut consommer que pour 100 l. Sa portion d'Impôt , sur cette somme , seroit de 4 l. 19 s. 2 d. tandis que si l'Impôt eût été mis sur les productions , il auroit payé 6 l. 4 s. 9 d. quand même on supposeroit que cet Impôt seroit sans réaction. Il y a donc pour lui une différence d'un cinquième , qui peut former son épargne. A mesure que les revenus créés par la circulation se multiplieront , à mesure aussi , la taxe de l'Impôt pourra se répartir en plus petite proportion. Il est donc constant que , lorsqu'un Administrateur desire , autant que M. N. : que la portion d'Impôt payée par le Contribuable soit , le plus possible , ignorée , il n'est pas adroit de reverser sur les

Impositions territoriales , un Impôt sur les consommations , & de faire payer un Impôt qui n'est pas au profit du Fisc.

Une considération essentielle qui est une conséquence nécessaire de l'effet du gain que doit faire le propriétaire d'argent , c'est qu'à proportion qu'on éloigne du terme de la consommation le moment où frappe l'Impôt , la masse sur laquelle il frappe est moins grande , & présente moins de ressources au Gouvernement. Son effet est en dernière analyse plus sensible pour le Consommateur , & le fisc ne profite pas pour cela de l'augmentation de dépense que coûte l'Impôt ; de manière que si , loin d'asseoir l'Impôt à la source des richesses , il étoit assis au moment de l'emploi des richesses , la somme de l'Impôt pourroit être plus considérable , sans que le consommateur payât d'avantage.

On a vu que l'étoffe de la laine dont le prix sans Impôt seroit de 146 l. 8 s. 2 d. montoit avec l'Impôt à 153 l. 17 s. 6 d. ,

ce qui occasionnoit une différence de 7 l. 9 f. 4 d. faisant le prix de l'Impôt, qui cependant n'avoit été pour le fisc que de 6 l. 4 f. 9 d., & que si l'Impôt étoit assis à la dernière main, le fisc auroit 7 l. 9 f. 4 d., sans que le consommateur payât d'avantage; mais ce qui est important, c'est de n'atteindre dans l'assiette de l'Impôt que le véritable Consommateur, car c'est lui seul qui le doit porter.

La plupart des Impôts que l'on regarde comme assis sur les consommations, ne sont pas perçus sur les véritables Consommateurs; mais ceux qui les payent n'en font que l'avance. Le droit d'entrée, par exemple, est une avance de plus pour le commerçant dont le détaillant rembourse le montant avec les intérêts pour en composer ensuite son prix de détail; mais cette considération doit faire partie de celles qui regardent la circulation & le commerce étranger.



RÉCAPITULATION

SUR LA NATURE DES IMPÔTS.

JE me borne dans ce moment à résumer ce que j'ai dit sur l'impôt & sur l'effet du signe représentatif lors des ventes & achats.

L'Impôt, dans l'origine, ne peut être qu'une contribution réelle & personnelle; il n'y a que des productions, & nul le autre richesse; c'est le seul superflu des productions qui peut être frappé de l'Impôt; tel est un Etat lorsqu'il se forme. Qu'alors il y ait des Etats Provinciaux, des Administrations Provinciales, pour apprécier jusqu'où peut être porté l'Impôt, & pour le répartir avec équité & exactitude, c'est peut-être la seule forme utile aux Gouvernemens & aux Sujets.

L'argent

L'argent augmente-t-il? Alors tout est représenté par lui. Aussi-tôt que les ventes sont substituées aux échanges & que les Impôts sont payés en argent, les denrées renchérissent à cause du produit de l'argent qui se joint à leur prix naturel; la somme d'Impôts ne suffit plus.

C'est cette substitution des ventes aux échanges qui détruit l'utilité de l'Impôt territorial, la justice & l'égalité de sa perception; 1.^o parce que si la denrée renchérit, pour que le propriétaire retrouve ses avances, la main-d'œuvre étant plus chère & le bénéfice créé par la circulation étant plus considérable, le prix de la marchandise manufacturée s'accroît d'autant, & moins les propriétaires peuvent se procurer d'objets de commodité; 2.^o parce que le gain continu du produit de l'argent, est un revenu qui peut partager l'Impôt & diminuer la charge du propriétaire.

On veut atteindre ce revenu d'un

Etat qui s'accroît , & l'on croit y parvenir par l'Impôt sur les comestibles.

Ces Impôts doivent alors peu frapper les propriétaires qui consomment encore leurs propres denrées ; mais lorsque leur dépense augmente par l'extension des jouissances , ils supportent alors trois Impôts : savoir , un prélevement sur leur revenu par l'Impôt territorial , & un accroissement du prix de la marchandise manufacturée causé par l'augmentation des denrées , & un par les droits sur les consommations.

L'effet du signe représentatif accroît les dépenses du Gouvernement ; de-là , la nécessité d'augmenter les Impôts , ainsi que les denrées & marchandises. Ce dernier effet est d'autant plus sensible , que l'Impôt est le plus rapproché de la production , & le plus éloigné de la consommation. La surcharge , occasionnée par la circulation de l'Impôt , opere alors , par l'intérêt des avances , la même

augmentation dans les revenus de plusieurs particuliers, que si la richesse réelle étoit plus grande, & les dépenses que ces revenus mettent à portée de faire, vivifient l'Etat. C'est son adolescence, & l'emploi considérable de ses forces ne sert qu'à les accroître.

Si les denrées pouvoient toujours augmenter, cette situation pourroit longtemps se continuer, puisque les Impôts & le renchérissement des denrées, en multipliant l'emploi du signe représentatif, feroient l'occasion d'un plus grand revenu qui se créeroit dans l'Etat. Mais ce renchérissement cesse d'être possible, 1.^o parce que sa progression d'accroissement dans la circulation, produit une différence trop forte de la recette à la dépense du Gouvernement; 2.^o parce qu'elle absorbe toutes les nouvelles épargnes que pourroient faire les Sujets.

Les ressources étant difficiles, toutes fortes d'impositions paroissent épuisées, cependant on est au milieu des plus

grandes richesses. Il est impossible de les considérer sans se persuader qu'il existe un vice dans l'imposition, puisqu'en comparant son augmentation avec celle des richesses, elle est dans une proportion moindre qu'elle n'étoit dans des tems plus reculés. (1) Sans doute il existe un vice ; mais il a été nécessaire, & c'est lui qui a formé ce revenu immense qui a fourni à toutes les dépenses. Ce sont elles qu'il faut frapper, toutes cependant ne doivent pas l'être, & ce seroit manquer le but que de grossir par l'Impôt le prix des substances ou les dépenses de reproduction ; dans celles-là sont comprises toutes celles de première nécessité, des ouvriers de toute espece, & de tous les individus

(1) M. de Fourbounois, *tome I, page 298*. En 1683, les impositions générales étoient à la masse générale de l'argent à-peu-près comme 22 $\frac{4}{5}$ est à 100 ; & en 1754, la proportion est environ comme 16 $\frac{2}{3}$ est à 100 ; par conséquent si les richesses étoient partagées aujourd'hui dans la même proportion qu'en 1683, les Impôts, quoique plus forts, paroîtroient plus légers.

utiles au commerce ; mais quel est l'Impôt que doit choisir un Etat qui est parvenu à un grand degré de vigueur ?

J'ai dû convaincre que de vouloir adopter l'Impôt territorial & par conséquent les Administrations provinciales , étoit un système qui ne convenoit à un Etat que dans son premier âge , & qu'il devenoit injuste dans sa répartition , & infiniment onéreux au Peuple & au Gouvernement , quand il étoit parvenu à un grand degré de richesses. Il en résulte donc que toutes ces conversions des Impôts sur les consommations tels que les droits d'Aides & ceux sur le sel en Impôts territoriaux , sont dénuées de tous principes.

Je crois qu'une conséquence nécessaire de ceux que j'ai avancés , est que si l'on vouloit augmenter l'Impôt sur les consommations , tel qu'il est assis , ce seroit multiplier les avances de l'industrie & augmenter les dépenses du Gouvernement , dans une proportion si fort au-

dessus de l'Impôt, que celui-ci n'a plus d'autre effet, que de nécessiter d'en mettre de nouveaux. Je crois encore avoir défini assez clairement les effets de l'Impôt & du signe représentatif, pour pouvoir assurer que la forme d'imposition que j'ai présentée, est à l'abri d'aucune critique raisonnable & qu'elle est la seule qui puisse convenir à un Etat qui a acquis un grand degré de force.

Quoique j'aie combattu l'Impôt territorial, il s'en faut bien que je ne reconnoisse tout ce que l'on doit aux lumieres de ceux qui ont établi cette doctrine; ils trouveront dans les discussions qui vont suivre, plusieurs principes qu'ils ont accredités, mais dont l'effet du signe représentatif, oblige de changer les applications. Je vais examiner ce que c'est que la richesse des Sujets; comment elle se forme; ce que c'est que la richesse des États, comment elle se conserve; ce que c'est que la circulation intérieure; ce que c'est que le commerce avec les

Étrangers; & enfin, ce que c'est que les dépenses : & je crains bien d'avoir beaucoup de choses à suppléer à tout ce que M. N... a dit dans son ouvrage.

DES RICHESSES.

LA propriété du travail ou la faculté de travailler, est une richesse, puisque le travail est le principe de toutes les valeurs.

Les productions sont de même une richesse, puisqu'elles procurent la subsistance de ceux qui travaillent.

La terre fournit toutes les productions, la propriété d'une portion de terre est donc une richesse. Ces richesses sont les richesses proprement dites. Il est vrai que considérées abstraitement, elles sont nulles; ce ne sont, pour ainsi, dire que des facultés. En effet, une population

fans subsistances, est nulle; un territoire sans population, est nul; des subsistances sans population pour les consommer, sont nulles. Le concours de ces trois richesses forme toutes les autres, qui sont, la richesse de reproduction, ou la formation des biens-fonds qui donnent un revenu; la richesse de régénération, ou la richesse d'industrie qui n'est qu'un revenu dans l'État, mais qui devient richesse lorsque ses productions sont portées à l'Etranger; la richesse de circulation, ou la transmutation de l'emploi du temps en un salaire ou profit, qui est revenu. Il y a encore la richesse fictive.

Comment se forment ces richesses? Je dis que c'est par l'emploi des épargnes. J'entends par épargnes, les productions surabondantes aux premiers besoins, c'est-à-dire, à ce qui est nécessaire pour la subsistance & pour le remboursement des avances annuelles. Cette épargne doit être partagée entre la contribution due à l'Etat, entre une réserve en cas

de disette ou de malheurs imprévus , & enfin entre une partie destinée à de nouvelles avances de culture : voilà l'ordre nécessaire. On me permettra cependant d'avancer qu'il faut distraire une portion de l'épargne pour se procurer quelque commodité avant de songer à de nouvelles cultures.

La portion destinée à de nouvelles cultures dispose de nouveaux terrains à donner de nouveaux produits annuels , c'est ainsi que la richesse de reproduction s'augmente. Dans le nombre des productions , les unes sont de consommation nécessaire , tels que les comestibles ; les autres ont besoin de quelque préparation ; toutes sont susceptibles d'une destruction plus ou moins prochaine : seulement les métaux & sur tout ceux qui sont précieux sont durables & d'une destruction insensible. Ils doivent donc s'amasser tandis que les autres productions se détruisent ; mais celles-ci sont renaissantes , & ceux-là ne le sont pas.

Cet amas de métaux ne servant à rien & ne pouvant se reproduire , n'a qu'une valeur nulle ; mais il est apte à devenir la valeur d'un travail qui ne fera plus celui de son extraction , mais celui de l'industrie qui aura préparé & perfectionné les productions : cet amas de métaux acquiert par là une valeur vénale ; il achete le travail & le travail l'achete. Le produit de l'industrie remplit alors la définition distinctive que l'on fait de la richesse , en disant que l'on appelle richesse ce qui a une valeur vénale , j'appelle celle-ci richesse de régénération ; parce que d'une part elle emploie une production dont la valeur sans cela , seroit nulle , ce qui est égal à une renaissance de production , & que de l'autre elle réalise la valeur du travail.

C'est cette valeur métaphysique du travail réalisée par l'emploi de l'amas des métaux à laquelle on n'a pas fait attention quand on a dit que l'industrie n'ajoutoit aucune valeur aux matières

fabriquées qui n'étoient que la représentation des subsistances que les ouvriers ont consommées.

Si l'on considéroit alors tous les états comme ne faisant qu'un , il seroit vrai de dire que l'industrie ne produit rien ; mais elle donne de la valeur à des productions pré-existantes qui n'en auroient plus : si au contraire on considère les états comme séparés , on trouvera que la valeur du travail qui se joint au prix de la matiere première , opère que dans l'échange que l'on fait avec l'étranger , on reçoit le même prix pour ce travail que si on lui eût porté des productions : ainsi cette industrie aura eù un produit.

Quand on réfléchit qu'une très-grande partie des productions de la terre n'auroit point de valeur sans le secours de l'industrie , & seroit inutile , il est injuste de dire que celle-ci ne produit rien ; il faut la regarder comme aussi essentielle que le sont à la culture les

bâtimens , dans une Ferme , qui ne sont que le moyen de cultiver. La récompense des dépenses qu'ils ont occasionnées se trouve dans une portion du produit net. Le produit de l'industrie fait donc un des revenus de la Nation.

Il y a une richesse de circulation que l'on nomme improprement richesse , & qui est seulement l'occasion de nouvelles richesses , on doit l'appeller *revenu de circulation*. Il est créé , 1.^o par les ventes & achats à cause du salaire du Marchand, qui n'est autre chose que l'échange de l'emploi du tems contre des métaux amassés , lesquels deviennent le produit net de cet emploi du tems , comme une portion de l'or tiré de la mine a été le produit net du travail qui l'a extrait ; 2.^o par l'intérêt de l'argent avancé pour les achats , de même qu'on le compte au nombre des avances annuelles de culture dont on reçoit le remboursement avec une rétribution. Ainsi , l'on pourroit comparer la faculté d'employer le tems

au terrain , l'argent qui sert à acheter , aux avances annuelles ; la vente , à la récolte sur laquelle il faut prélever les avances & leurs intérêts, avant de compter le produit net ; car remarquez que le produit net n'a jamais été présenté qu'en argent, c'est-à-dire, après l'échange de la denrée produite , & qu'ici c'est aussi un échange de la valeur du travail contre de l'argent : cet échange d'une valeur métaphysique contre de l'argent, fait que celui-ci devient une propriété, que chaque Individu peut & doit dépenser. Le produit du travail & de l'emploi du tems ont , comme on voit, une valeur vénale , & sont , d'après la définition , une richesse.

Il y a un autre revenu dans la Nation , c'est celui de l'intérêt de l'argent lors des différens prêts.

Un Individu , propriétaire d'un terrain , qui n'a pas en propriété les épargnes de subsistance nécessaires pour les

Ouvriers , s'associe à un autre qui les lui procure ; il doit résulter une co-propriété dans les terrains mis en valeur , & dans les produits. Cette co-propriété peut être évaluée en argent ; il est naturel qu'afin d'en éviter le partage , on constate ce qui appartient à chacun dans le fonds , & que l'un des deux s'engage à rendre à l'autre tous les ans ce qui doit lui appartenir proportionnellement dans les productions. Cette convention est le prêt à intérêt ; l'intérêt est donc juste en lui , puisqu'il n'est que la représentation d'une propriété productive. La convention faite avec un Propriétaire du terrain , peut également se faire avec un Artisan & le Marchand.

Aucune production ne peut s'obtenir que par le concours des richesses proprement dites ; & le Propriétaire d'une de celles qui ont servi à obtenir des productions, doit y avoir nécessairement une part , & cette part estimée en argent , s'appelle intérêt.

Or , depuis que l'argent a été le moyen de tous les échanges , & qu'il a tout représenté , son prêt a représenté une ou deux des trois propriétés , dont l'association est nécessaire pour obtenir une production ; il a dû par conséquent avoir la part dûe à celles des propriétés qu'il représente. L'argent est donc toujours comme une avance annuelle qui doit porter intérêt ; & comme tout emprunt doit avoir pour but une production , il doit procurer à celui qui prête un intérêt qui représente un partage , soit dans une production nouvelle , soit dans une régénération de production , soit enfin dans les intérêts des avances du Marchand auquel le prêt est fait , & qui alors ne doit retenir pour lui que la valeur de l'emploi du tems , qui est le gain qui lui appartient. Plus les ventes sont multipliées , plus il y a d'avances & plus il y a de tems & de travail qui ont une valeur vénale. Ces multiplications de vente & de travail transforment

une richesse métaphysique en une valeur physique qui compose une grande masse de revenus capable de fournir à une grande masse de dépenses. Cette maniere d'envisager les richesses d'une Nation , est d'accord avec M. N.....; mais s'il eût voulu *se rendre maître de cet ensemble , par la réflexion , & s'appliquer à discerner ces divisions principales & les élémens de chacune* , la maniere d'asseoir l'Impôt se seroit simplifiée au point qu'il auroit ensuite été étonné d'avoir prononcé. *Voilà donc comment , soit qu'on fixe son attention sur les revenus des habitans d'un Royaume , soit qu'on prenne seulement en considération la quotité de leurs dépenses , (ce qu'il n'a pas fait) on ne peut , avec de vastes besoins , se borner aux genres d'Impôts qui sont proportionnés aux différens degrés de richesses ,* Tome I , page 326.

Il eut été plus d'accord avec la *premiere regle de la morale* , je veux dire *une conduite simple & franche*. Il n'eut point dit ,

dit : *J'observerai que parmi les droits sur les consommations , les plus convenables sont ceux qui portent sur une marchandise dont la valeur exacte peut être ignorée par la multitude , parce qu'il lui est plus difficile alors de distinguer l'Impôt , du prix naturel de la denrée. Est-ce ainsi qu'il faut abuser des erreurs des hommes ? N'eut-il pas été plus grand, plus méritant, s'il eut dit : « Jetez vos regards sur l'éton-*
» nante masse des revenus de la nation ,
» mais ces revenus vous les créez tous ,
» vous vous les fournissez réciproque-
» ment. C'est lorsqu'ils vous sont four-
» nis & avant de recommencer cette
» chaîne immense, que l'Etat exige que
» vous lui en abandonniez une portion
» suffisante pour protéger des travaux
» qui vous sont si utiles. Reconnoissez
» que la part que vous lui offrirez ne
» va rien diminuer des moyens de vous
» procurer un semblable revenu ; il est
» de son intérêt comme du vôtre , que

» le prix de vos subsistances ne puisse
 » pas être accru de celui de l'Impôt. Ce
 » sont les objets manufacturés qui, après
 » avoir créé, lors de leur préparation,
 » toute cette richesse de circulation,
 » doivent seules supporter l'Impôt au
 » moment où leur dernier usage sera de
 » servir à vos jouissances. C'est sur elles
 » que vous donnerez à votre souverain
 » la part qui lui revient dans cet usage
 » de votre superflu. Non, vous ne re-
 » gretterez ni vos soins ni vos sueurs ;
 » vous aurez obtenu tout ce que vous
 » en attendiez, & quelque foible que
 » soit l'offrande que le Roi exige de
 » vous, il veut la diminuer en en faisant
 » porter une partie par l'étranger, qui,
 » ne trouvant nulle entrave au débit de
 » son superflu, se rendra volontiers, &
 » par intérêt, tributaire comme vous.
 » Votre souverain veut que vos jouis-
 » sances ne puissent augmenter sans
 » augmenter aussi ses revenus, & que
 » cette augmentation ne serve qu'à as-

» surer votre tranquillité & à multi-
 » plier les moyens de votre prospérité ,
 » parce qu'elle suffira pour être affectée
 » à des emprunts qui, bien dirigés, four-
 » nissent des ressources que l'on vous
 » a fait jusqu'à présent, toutes néces-
 » saires qu'elles sont, envisager comme
 » des énormes sacrifices que l'on exigeoit
 » de vous ».

Mais alors M. N... eut avancé d'autres principes sur le commerce.

SUR LA BALANCE DU COMMERCE.

LE commerce est l'échange respectif d'un superflu contre des objets nécessaires, utiles ou agréables. L'or & l'argent sont des marchandises faisant partie des échanges, comme tous les autres métaux. De ces deux principes il résulte, 1.^o que tout commerce est gain, puisqu'on n'échange qu'un superflu & qu'une

chose superflue ne réalise sa valeur relative , que par le besoin qu'en ont les autres ; 2.^o que l'échange fait contre les métaux précieux , considéré abstraitement , est moins avantageux que les autres , parce que c'est l'échange d'un superflu contre un autre, qui n'aura d'utilité que par la manière dont il sera employé.

Je n'entrerais point dans les discussions relatives à la nature des différens commerces. J'accorde à M. N..... le grand mot de *solde de balance de commerce*, que je regarde comme un mot de convention, pour déterminer la part que chaque Etat obtient dans la production annuelle des métaux précieux. Je n'entreprendrai point de déterminer jusqu'à quel point ce partage peut devenir avantageux ; je dirai seulement qu'il cesse de l'être , s'il est l'occasion du renchérissement des marchandises , & si la plus grande partie de ces métaux, nouvellement introduits, n'a pas pour première destination de préparer les ressources dont le Gouver-

nement fera forcé d'user dans le cas de guerre ou de dépenses extraordinaires.

Je me borne à l'examen de la maniere dont M. N. . . . a déterminé la folde de la balance ; & puisque la rivalité des Nations lui semble légitime au point de penser que *leur vœu commun de s'enrichir des dépouilles des autres n'est point un desir aveugle* , tome III , page 79 , j'approfondirai quels doivent être les effets des prohibitions des droits d'entrée & des droits de sortie.

M. N. . . semble avoir pris le moyen le plus certain pour établir à quoi monte la folde de la balance du commerce. Cependant avec un peu de réflexion , on jugera combien ce moyen peut encore être défectueux. M. N. . . convient lui-même, *tom. II , pag. 14* , que la sortie des louis pour l'Angleterre fait un objet de spéculation. Il convient encore dans un autre endroit , de la rareté de l'or dont il fait monter la fabrication à 800 millions ; il estime à la vérité la

somme à laquelle peut monter l'exportation des louis pour l'Italie , mais il ne fait point de pareille estimation pour les louis qui sortent pour l'Angleterre. De ces faits , il résulte que le numéraire nouvellement fabriqué pouvant être le remplacement de celui qui est sorti , il ne peut être la règle de la somme dûe par l'étranger.

Son système se trouve encore contredit par l'observation qu'il fait à l'occasion de la fonte qu'il suppose que les Orfèvres pourroient faire des especes. Il suppose avec raison que les especes qu'ils auroient fondues remplaceroient les matieres qu'ils auroient tirées du commerce , de maniere que celles-ci se porteroient en plus grande quantité aux Hôtels des Monnoies. *Dans le cas , dit-il , pages 53 & 54 , tome III , où les Orfèvres auroient fondu pour cinq millions d'especes , on porteroit 45 millions à la Monnoie au lieu de 40. Mais je réponds , dans ce cas la balance du commerce ne*

feroit que de 40 millions , & d'après les principes de M. N... on la compteroit à 45.

Cette méthode est donc prouvée insuffisante par les propres assertions de M. N.... Il n'ignore pas d'ailleurs qu'il y a une grande différence entre la proportion de l'or & de l'argent en France , & celle adoptée en Angleterre & en Portugal , & que la sortie des louis est une spéculation ; on a donc lieu de s'étonner qu'il n'ait rien dit sur une matiere qui lui est nécessairement familiere.

IL est cependant certain que si l'avantage du commerce est pour la Nation à laquelle il reste , après la balance , une plus grande quantité de métaux précieux , il étoit de la plus grande importance d'éclairer , sur les échanges de ces matieres , *les habitans d'une Ville méditerranée à laquelle les idées de commerce ne sont pas familières & qui n'est*

Proportion
entre l'or &
l'argent.

pas assez secondée par les lumieres générales, pour comprendre comment l'étranger ayant avantage à acheter nos louis, cela n'opère pas de grandes reprises sur les sommes que l'on a dit apportées pour payer la solde qui étoit dûe.

Les lumieres générales apprennent bien que si la proportion de l'or à l'argent est en France comme 1 est à 14 & demi, & en Angleterre comme 1 à 15 & un quart, les Anglois ont de l'avantage à apporter de l'argent en France, & les François en ont un à porter de l'or en Angleterre.

Les idées familiares de commerce apprennent encore que le particulier qui veut faire cet échange dans chacun de ces pays, peut y trouver avantage; mais on n'y en voit réellement pour l'État que lorsqu'il restera une quantité d'or & d'argent de plus, après avoir rétabli celle des deux métaux existante avant la négociation.

Par exemple, un particulier possède en

France quatorze marcs & demi d'argent ; on suppose qu'il les puisse échanger contre un marc d'or qu'il portera en Angleterre doù il rapportera quinze marc un quart d'argent : on sent bien que ce particulier a trois quarts d'un marc d'argent de bénéfice ; mais il semble que l'État ne gagnera , que si l'on peut réparer le marc d'or sorti avec quatorze marcs & demi d'argent , & l'on cherche inutilement le pays où le Français peut faire un semblable échange.

On croit voir au contraire que le Particulier Anglois qui aura donné en France quatorze marcs & demi d'argent pour un marc d'or, trouvera en Portugal seize marcs d'argent , & que par conséquent l'Etat Anglois aura conservé la même quantité d'or qu'il avoit & qu'il aura une plus grande quantité d'argent.

Le chapitre 7 qui traite de l'exportation des especes nationales, sembloit devoir étendre & régler les lumieres

générales ; mais la peine que l'on a prise a été infructueuse.

Ces lumieres sont encore insuffisantes pour comprendre comment, *tome III, page 17, le bénéfice du Roi sur la fabrication des monnoies, est un Impôt mis sur la balance du commerce, & comment c'est l'ensemble des exportations nationales qui supporte l'Impôt établi sur le paiement effectif de la solde due au Royaume par les Etrangers.* On se demande : est-il bien vrai que le bénéfice du Roi sur les monnoies soit un Impôt ?

Les métaux qui entrent pour être employés par les Orfèvres ne sont pas solde de balance, d'après les principes de M. N... ; donc quand la vieille vaisselle est portée à la Monnoie, le bénéfice auquel la fabrication donne lieu n'est pas un Impôt sur la solde du commerce.

Ne peut-on pas proposer une question & dire, quand on a reçu à la Monnoie 13 l. 9 s. 2 d. pour un marc d'argent

fin , peut-on avec le même argent avoir un autre marc d'argent ? si on le peut , n'a-t-on pas droit de dire qu'il n'y avoit point eu d'Impôt sur le marc dont on avoit reçu 53 l. 9 f. 2 d. ?

Ne peut-on pas encore douter que M. N.... ait dit une vérité exacte quand il a donné pour principe , que lorsqu'un Marchand vend sa marchandise tant d'écus , c'est comme s'il disoit , *page 36 , tome III : Je vous vends ma marchandise tant d'écus , contenant telle quantité d'argent fin ?* car il paroît démontré que le véritable langage du Marchand est de dire : je vous vends ma marchandise tant d'écus représentans telle quantité d'argent fin. En effet , il n'y a aucun Marchand qui voulût recevoir pour 49 l. 16 f. quatre mille cent soixante-quinze grains d'argent fin qui y sont contenus, puisqu'il ne pourroit les vendre que 48 l. 9 f. M. N. ... s'est donc évidemment trompé ; il est même prouvé qu'il a dit dans cette occasion ce qu'il ne vouloit pas dire ; car

s'il étoit vrai qu'il eût voulu dire que les prix n'étoient relatifs qu'à la valeur intrinsèque des monnoies, il auroit oublié qu'il avoit dit, *page 26*, que les *Acteurs intéressés dans le marché des lettres de change*, ont toujours devant les yeux le prix auquel on peut se procurer des fonds dans toutes les Villes commerçantes, en y envoyant de l'or & de l'argent effectifs, & en convertissant ces métaux dans la monnoie courante, aux conditions fixées par les Gouvernemens. Car alors ces conditions font qu'on envoie plus d'argent fin, qu'il n'y en a dans les écus que l'on doit payer.

Mais après tous ces doutes que les lumieres générales font élever sur la question de savoir si le bénéfice sur les monnoies est un Impôt, voici à quoi il convient de s'arrêter. Le bénéfice sur les monnoies n'est point un Impôt, mais un échange d'une valeur fictive contre une valeur réelle ; c'est comme si l'Etat

payoit un marc d'or , partie en or & partie en papier monnoie que l'on est forcé de recevoir dans le Royaume.

Lorsque le Souverain augmente la valeur de l'or & de l'argent sans augmenter la valeur numéraire , c'est pour le Particulier comme si le Roi diminueoit la valeur d'un papier monnoie qu'il auroit créé , parce que avec la même quantité de monnoie , il ne pourroit plus avoir une quantité d'argent fin égale à celle qu'il pouvoit avoir auparavant ; & c'est pour l'étranger comme si l'on diminueoit sa dette , parce que l'étranger est obligé d'apporter moins d'argent pour la réaliser. Les lumieres générales sont en cela seul , d'accord avec M. N... quand il dit , *page 26 : que si le Souverain hausse tout-à-coup le prix de l'or & de l'argent , les créanciers du Royaume se hâteront de profiter de la valeur survenue sur le prix des matieres , & la solde due à la France se trouvera cette fois réalisée en or & en*

argent plus promptement qu'à l'ordinaire.

Après avoir démontré que la base que M. N... à prise pour fixer la balance du commerce est fautive, je vais examiner son système sur les droits d'entrée & de sortie.

*SUR les Prohibitions, les Droits d'Entrée
& ceux de Sortie.*

JE commence par rappeler à M. N... un passage du tom. II pag. 158, où il dit : *on doit s'appliquer à concilier les intérêts du trésor Royal avec ceux du commerce, cependant c'est une leçon souvent négligée ; que de nouveaux impôts puissent se payer sans grande réclamation, l'on croit avoir tout obtenu, l'on ne s'occupe gueres des funestes effets qui résultent pour le commerce d'un Impôt mal combiné.*

M. N... propose, d'une part, *de substituer des droits d'entrée aux prohibitions, à cause de l'insuffisance des moyens économiques & raisonnables dont on peut faire usage pour s'opposer à la plupart des importations*, tom. II, pag. 203. J'avois pensé, dit-il pag. 204, *qu'à peu d'exceptions près, un droit de quinze pour cent étoit le tarif raisonnable pour le droit d'importation sur toutes les manufactures étrangères*. M. N... relativement au droit de sortie, s'explique ainsi, *tome II, page 185 : il est plus raisonnable de ne faire aucune exception au principe politique qui invite à encourager sans restriction la sortie des ouvrages d'industrie*. Voilà tout le système de M. N....

Je dis au contraire : si, d'une part, l'accroissement du prix des denrées n'est pas nécessité par la manière dont l'Impôt est assis ; si, de l'autre, les consommations des denrées de première nécessité sont affranchies de tous droits directs ou indirects : les prohibitions doivent être

inutiles. Il ne doit point y avoir alors de droits d'entrée, les droits de sortie seront utiles & même absolument nécessaires, & j'ajoute que, dans le système actuel, les prohibitions absolues sont préférables à de gros droits d'entrée, & que tout le régime fiscal ne sera jamais qu'un palliatif dangereux.

Il est juste de décomposer ce qui forme le prix des objets respectivement échangés. C'est d'abord le prix de la matière première, celui des consommations des Ouvriers, & ensuite l'accroissement que l'un & l'autre doivent avoir reçus par la nature des Impôts assis sur les consommations & par la circulation de ces mêmes Impôts. De cette réflexion, il résulte que le pays acheteur devient consommateur & tributaire du pays vendeur : il résulte encore que l'on doit chercher à échanger denrée contre denrée, travail contre travail, Impôts contre Impôts, ou les valeurs de tous ces objets contre des valeurs égales. Or, aussi-tôt qu'un droit d'entrée est

est payé, il n'empêche certainement pas que l'introduction de la marchandise étrangère, ne rende l'Etat où elle est importée, consommateur des denrées étrangères, acheteur du travail étranger, & contribuable du Pays étranger. Il ne compense pas non plus en aucune maniere la solde que l'on doit si les denrées, le travail, & les droits étrangers entrent dans le prix des marchandises importées, pour une proportion plus forte que dans les marchandises exportées, & l'Etranger ne voit dans la loi prononcée, que le desir de repousser la consommation de son superflu, & de diminuer, par-là, ses productions & son travail : il est invité à en agir de même. Ainsi les loix de commerce, qui devroient servir de lien à toutes les Nations, deviennent le motif de leurs divisions; & c'est après avoir dit, que le vœu commun des Nations de se dépouiller n'est point un desir avide; c'est après avoir proposé un droit de quinze pour cent à

l'entrée, pour y parvenir, que M. N.... s'écrie, *page 209, tome II : Il seroit pourtant à désirer qu'une législation plus morale unît un jour les Gouvernemens pour l'extirpation de la contrebande.* Il faut avouer que si cette réflexion est morale, elle n'est guere conséquente, puisque la contrebande faite chez l'Etranger est le seul moyen de s'opposer à ce qu'il exécute son desir de nous dépouiller.

Prohibi-
tions &
droits d'en-
trée.

CHAQUE Nation a cependant pour excuse de chercher à se fournir elle-même les objets pour lesquels elle dépend de l'Etranger. Voilà le but qu'on se propose par le droit d'entrée : c'est d'enchérir la marchandise étrangère pour que le Regnicole donne la préférence aux marchandises Nationales. Comme ce but est raisonnable, comme le travail est bien plus assuré par la consommation intérieure, que par celle que l'Etranger peut faire, les droits d'entrée seront justifiés si réellement ils doivent avoir cet effet. Mais la consom-

mation des marchandises étrangères tient, ou à une frivolité qui, n'étant qu'un goût passager, ne peut porter aucun préjudice au commerce, ou à une supériorité dans la quantité des marchandises, ou enfin au prix inférieur auquel on les obtient. Si c'est à la supériorité dans la quantité des marchandises, le droit d'entrée ne la fera pas perdre, car il faut être conséquent. Si le système de prohibition est bon, il doit être pris par toutes les Nations, toutes cependant espéreront de vendre : il faut donc que toutes soient persuadées qu'il y a un point de supériorité auquel seules elles atteindront, & qui sera plus impérieux que les prohibitions & les droits équivalens. D'ailleurs, il faut être conséquent, je le répète souvent. Si le droit de quinze pour cent se paye, il n'est pas suffisant pour s'opposer à l'introduction des marchandises ; s'il est plus fort que la marchandise ne peut le supporter, elle entrera en con-

trebande: & M. N... est convenu, p. 203, que les moyens économes & raisonnables étoient insuffisans pour l'empêcher.

Si c'est à l'infériorité du prix qu'est dûe la préférence, il doit paroître plus raisonnable de chercher la cause qui renchérit chez soi cette marchandise, au point que l'Etranger puisse la donner à meilleur compte qu'on ne la peut fabriquer, & le calcul démontre que la plus légère augmentation, soit dans le prix de la matiere premiere, soit dans celui de la main-d'œuvre, fera la cause de cette cherté; de maniere qu'un droit sur les consommations favorisera bien plus l'introduction des marchandises étrangères qu'un droit d'entrée ne pourroit s'y opposer: & j'en appelle à M. N... lui même, qui, comme on va le voir, a prétendu que le droit d'entrée n'étoit que la compensation des avantages que notre main-d'œuvre recevoit par l'augmentation des Charges publiques; car il dit, *tome II,*

page 200: *sans doute si toutes les Nations vouloient abroger toutes les prohibitions & tous les droits d'entrée, elle (la France) auroit encore lieu d'y réfléchir, si l'accroissement des charges publiques haussait sensiblement le prix de la main-d'œuvre, & s'il s'élevoit une Nation industrielle, au milieu d'un Pays fécond & affranchi des Impôts que la guerre & le luxe des Gouvernemens ont introduits en Europe.*

Y a-t-il un aveu plus clair ! donc un système qui empêcheroit que toutes les charges publiques haussassent le prix de la main-d'œuvre, auroit une préférence marquée sur les prohibitions.

Si M. N... eût été conséquent, il auroit dit, si l'affranchissement des charges publiques doit donner la préférence en maintenant le bas prix de la main-d'œuvre, il s'ensuit qu'il faut affranchir un Royaume, de tous les Impôts qui peuvent enchérir la main-d'œuvre & les denrées. Alors le prix

Droits
de sortie.

des marchandises n'étant plus composé de celui des charges publiques , elles pourront être chargées d'un droit de sortie qui peut s'élever jusqu'au point qui nous laisseroit encore la faveur de la concurrence sur les pays où les charges publiques portent sur la main-d'œuvre , parce que celles-ci renchérissent la marchandise en raison composée , au lieu que le droit de sortie ne l'augmentant qu'en raison simple , pourra exister avec avantage tant que le système des nations étrangères ne changera point.

Il eût vu un autre avantage dans le droit de sortie ; c'est qu'il n'est pas douteux que l'intérêt du vendeur est d'obtenir le plus haut prix possible de sa marchandise , & d'en hauffer le prix autant que la concurrence peut le lui permettre ; alors s'il n'y a point de droit de sortie , le prix que l'étranger donne de la marchandise devient celui que doit en donner le régnicole :

celui-ci achetant plus cher , vendra plus cher ses denrées. Or s'il est de principe que tous les individus composant une société , sont vendeurs & acheteurs , il faut convenir que le cultivateur est le premier vendeur , & le commerçant d'objets manufacturés , le dernier ; que par l'effet de la circulation , c'est à lui que finit l'accroissement successif qu'elle donne à tout , & qu'étant alors obligé d'élever encore le prix de sa marchandise , l'intérêt d'acheter cesse pour l'étranger , & le cultivateur qui achète la marchandise manufacturée plus cher , n'est plus dédommagé par le prix dont il a augmenté sa denrée.

M. N... auroit conclu que le droit de sortie étoit le seul moyen d'empêcher que nos denrées & marchandises ne s'élevassent aux mêmes prix que chez l'étranger , & qu'il devoit conserver le bas prix de la main-d'œuvre & l'intérêt des propriétaires. Il auroit vu que le droit de sortie ne seroit alors que

la compensation des Impôts & de la trop grande cherté de la main-d'œuvre qui font partie du prix de la marchandise étrangère importée, qu'il seroit en gain pour l'Etat & à la décharge des sujets. Il auroit vu que ce moyen d'entretenir la main-d'œuvre à bon marché ne contrarieroit en rien l'agriculture, attireroit nécessairement dans le Royaume toutes les fabriques utiles & secourroit efficacement le commerce, parce que l'avantage de la main-d'œuvre mettroit toujours le Royaume dans le cas de lutter avec avantage contre les préférences momentanées qu'auroient les fabriques étrangères.

En résumant tout ce qui concerne la balance du commerce je dirai que l'état de la solde donnée par M. N... est fait sur une fausse base ; que les droits d'entrée ne sont pas capables de faire pencher la balance en faveur d'une nation ; que le seul moyen est le bas prix de la main d'œuvre opérée par l'affranchissement

des droits sur les denrées de première nécessité ; qu'un droit d'entrée est un droit de plus dans le nombre de ceux introduits en Europe par les guerres & par le luxe ; qu'il est impossible qu'un droit de plus puisse balancer l'avantage qu'auroit un peuple industrieux d'être affranchi de pareils impôts ; & qu'une opération directement opposée à celle que M. N... propose , mais cependant conforme aux principes qu'il avoue , obtiendrait , par une loi de justice , ce qu'il espère d'une loi dictée par l'autorité , de l'insuffisance de laquelle il est obligé de convenir , & qu'il faut par conséquent retrancher de son système de commerce comme dénuée d'aucun principe.

Cette discussion devient une nouvelle preuve de la préférence que l'on doit donner à la forme d'imposition que j'ai proposée puisqu'elle est un grand moyen d'entretenir la main-d'œuvre à bon marché. Un autre avantage qui en résulte ,

c'est de s'accroître d'elle-même à mesure que la richesse des particuliers augmente. Cet accroissement fournit, d'une part, au Gouvernement, le moyen d'emprunter pour employer l'argent surabondant qui feroit insensiblement augmenter le prix des denrées, & de l'autre, il lui donne par ces mêmes emprunts, la faculté de pourvoir aux besoins extraordinaires.

SUR LES EMPRUNTS.

L'ACCROISSEMENT continuuel du numéraire , celui des richesses réelles d'un Etat , l'augmentation de travail , qui semble multiplier encore le numéraire par la circulation, sont sans doute la matière d'une grande réflexion , puisqu'il est certain que l'effet de l'abondance de l'argent doit être un motif de renchérissement & par conséquent d'une augmentation de main-d'œuvre , & d'une

diminution d'aifance pour les Rentiers. Pour moi je ne vois qu'un décroiffement de richesses où M. N... n'a vu qu'une diminution dans la proportion des dettes de l'Etat, & je vais encore être bien opposé à tout fon fyftème. Car quoiqu'il ait foutenu que les remboursemens n'ont pour but que de maintenir le crédit, quoiqu'il ait reconnu la néceffité fréquente où les Gouvernemens font d'emprunter, il a néanmoins regardé la dette publique comme un fardeau. Mon opinion eft absolument contraire; & lorsque l'Impôt ne fera affis que fur les chofes de commodité & de luxe, & dans la forme que j'ai indiquée, je regarde comme démontré que loin que les emprunts de l'Etat puiſſent nuire à fa proſpérité, c'eſt le ſeul moyen de la conſerver; & que plus les richesses ſe multiplieront dans la nation, plus un Etat devra multiplier ſes emprunts, pourvu qu'ils ſoient dans la proportion de ſes revenus.

J'en'ai besoin pour cette démonstration que du principe , que l'augmentation du numéraire , soit qu'elle soit réelle , soit qu'elle soit opérée par la rapidité de la circulation , nécessite un renchérissement général , & que les emprunts le retardent , s'ils ne s'y opposent pas tout-à-fait. Tout ce que je vais dire , ne sera qu'une conséquence.

Les denrées ne peuvent augmenter par l'effet de l'abondance de l'argent , que lorsque les emplois utiles de l'argent deviendront rares , alors on répare par le produit de la circulation le défaut de la quantité des productions d'agriculture & d'industrie. Les avances numériques étant plus grandes, l'intérêt se prend sur des capitaux plus considérables , & c'est ainsi que l'on s'étudie à rendre l'argent plus profitable. L'argent, devenant abondant ne cherche donc que des revenus : si l'Etat les lui fournit , la richesse sera conservée , & l'Impôt étant assis sur les dépenses , & augmentant en raison

de ce qu'elles sont plus grandes , il fournit de lui-même & sans de nouvelles charges , aux intérêts qu'exige la plus grande quantité d'argent ; mais cette question demande un plus grand développement.

Considérons comment l'Etat a pu faire toutes les dépenses d'améliorations , & le résultat sera qu'un Gouvernement a dû nécessairement emprunter pour les faire ; & qu'une partie des contributions a dû & doit nécessairement être employée à l'intérêt de ces emprunts ; que l'augmentation de ses productions est due à ces améliorations ; que cette augmentation dans les productions a dû accroître le produit des contributions , qui , dès-lors qu'elles sont le moyen des améliorations par leur affectation aux intérêts des emprunts , doivent être regardées comme l'épargne de l'Etat ; & qu'on doit chercher à multiplier ces épargnes , à raison des besoins qu'on doit prévoir.

Un Etat
doit em-
prunter.

REMONTONS à la première épargne des Citoyens existante en nature , & suivons ses emplois : il sera aisé ensuite d'y substituer l'argent , & de déterminer quelle est la nature des emprunts qu'un Gouvernement doit faire.

L'épargne des Citoyens , comme je l'ai dit , se partage entre la contribution due à l'Etat , entre une réserve , en cas de disette ou de malheurs imprévus , & enfin entre la portion destinée à de nouvelles avances.

Si la population est assez grande , la portion d'épargne , réservée pour de nouvelles avances primitives , est employée à fournir de nouvelles richesses de reproduction : il y a de nouveaux produits sur lesquels le Gouvernement a une part. Remarquons que son revenu doit s'accroître en même temps que le produit de ces richesses augmente ; mais que l'épargne nouvelle devient stagnante & la population oisive , si les terrains man-

quent de communications pour y porter le travail & employer les épargnes.

Alors une partie des Citoyens se prêtera à employer son épargne pour les travaux publics , à condition d'avoir une part dans les produits des terrains que ces travaux donneront la facilité de cultiver.

Si l'Etat , pour encourager ces premiers travaux, abandonne, soit à perpétuité, soit à temps, partie ou totalité de la portion qu'il doit avoir dans l'épargne nouvelle à laquelle les nouveaux produits donneront lieu, c'est un emploi qu'il fait de son revenu ou de l'Impôt futur. A mesure que les améliorations publiques se feront, ce sera toujours aux dépens des revenus que le Gouvernement espere. Si l'abandon est à perpétuité, c'est un emploi permanent; & si ce n'est que pour un temps, ces mêmes revenus peuvent lui servir ensuite à de nouveaux engagements. On peut donc réellement dire, que c'est avec les épargnes présentes ou

anticipées des Gouvernemens que les améliorations se font. On ne peut disconvenir que , de la part des Sujets & du Gouvernement , ce ne soit réciproquement un emploi de leur épargne : les uns dépensent celle qu'ils ont faite , l'autre se prive de celle qu'il pourroit faire.

Les em-
prunts pu-
blics ne font
Pas une
charge.

Je répète , que ces avances publiques se trouvent donc faites aux dépens de l'augmentation de la contribution que l'augmentation de produits qu'elles procurent , donne lieu de percevoir ; de manière que , quoique la contribution soit plus grande en masse , elle n'est pas plus forte pour les individus qui la paient.

La contribution perçue se trouve donc partagée entre les dépenses d'Administration , & celles que le Gouvernement aura faites pour indemniser des avances publiques. Cette indemnité devient , pour ceux à qui elle est accordée , une épargne qui se joint à celle ordinaire qu'ils

qu'ils font, & qui leur facilite le moyen de créer encore des richesses qui, ayant un produit, fournissent une nouvelle épargne dans laquelle le Gouvernement aura encore une part, qu'il peut abandonner en tout ou en partie, à perpétuité ou pendant un tems, pour faire de nouvelles dépenses publiques. S'il ne l'abandonne qu'à terme, quand ce terme est arrivé, l'Etat peut renouveler cette concession aux mêmes conditions. Ainsi chaque abandon que le Gouvernement fait, est un moyen de prospérité pour les Sujets & pour l'Etat; & cependant c'est un moyen d'accroître la contribution, & de la répandre ensuite dans les mains des individus, pour augmenter leur richesse.

Tel est assurément le tableau de l'accroissement des richesses dans un Etat. Quelle que soit alors la somme dont la contribution s'accroîtra, & quelque quantité que le Gouvernement en abandonne à ceux qui ont fait les avances publiques, jamais ni l'une ni l'autre ne

peut être regardée comme une charge ,
 puisque l'immensité de la contribution
 n'est que la part dûe au Gouvernement ,
 dans l'épargne des nouveaux produits ;
 acquis par le travail des Sujets à la vé-
 rité , mais qui n'existent que par le
 moyen des avances qui ont été faites pour
 le Gouvernement. Ce sont donc des
 avances primitives que le Gouvernement

Les Impôts
 ne doivent
 pas dimi-
 nuer lors-
 que l'Etat
 fait des rem-
 boursemens

a faites. La contribution qu'il en retire
 en est le produit , comme le produit net
 est celui des avances primitives qui conf-
 tituent le droit de propriété des terrains.

Si le Propriétaire d'un terrain a emprun-
 té ces avances primitives , son droit de
 propriété n'est pas moins constant , quoi-
 qu'il abandonne une partie proportion-
 nelle des fruits : s'il les rembourse , les
 fruits lui appartiennent alors en entier.
 De même , si l'Etat augmente la masse
 de ses contributions par les avances pri-
 mitives que l'on fait pour lui , & qu'il
 remboursera en abandonnant pendant
 un tems déterminé cette augmentation

dans les contributions , ces mêmes contributions ne doivent pas plus diminuer après le remboursement , que ne diminue le produit net du propriétaire quand il a remboursé les avances primitives qu'il avoit empruntées.

Supposons actuellement que le tems de l'un des engagements faits par l'État soit fini , & que la guerre survienne ; l'État ne peut-il pas engager à perpétuité ce revenu qui étoit devenu libre , pour que l'on subvienne à la dépense de la guerre ? Si la paix apporte quelque accroissement dans son revenu , ne fera-t-il pas prudemment de l'abandonner encore , pendant un tems , à ceux qui ont fait les dépenses de la guerre , à condition de rentrer à un terme fixé , dans l'engagement précédemment fait à perpétuité ? & à cette époque, n'aura-t-il pas une nouvelle épargne pour faire face aux dépenses extraordinaires ? Ainsi les mêmes revenus dont l'abandon l'aura mis à portée de soutenir les dépenses de la

guerre , lui serviront à ses nouvelles dépenses.

Me voici arrivé à l'application à faire de cet ordre naturel à celui qui a été substitué par le signe représentatif : ce sera le développement de l'opinion à prendre sur la nature & l'effet des emprunts publics , & cela donnera occasion d'expliquer une nouvelle espèce de richesses : mais n'oublions pas que la richesse des sujets consiste dans une multiplication de produits opérés par l'emploi d'une portion de leur épargne qui a créé de nouvelles richesses réelles , & que la richesse des États s'est accrue par une plus grande contribution qui n'est dûe qu'aux avances publiques , que ces avances ne sont que l'emploi de la plus grande contribution à laquelle donne lieu l'augmentation des produits créés par les dépenses publiques : s'il plaît ensuite d'appeller cette contribution Impôt , il faudra , avant de se permettre de dire *que sa quantité est immodérée, avant*

d'y voir en lettres de feu l'effrayante étendue des sacrifices qui sont exigés des peuples, les rapprocher de l'augmentation que leur richesse a reçue & des avances primitives faites par le Gouvernement ; & alors tous ces malheurs que l'Orateur rend avec une touche si mâle , ne seront que la preuve de la fausseté de son système sur la manière d'afféoir l'Impôt. Ses tableaux ne prennent de teinte effrayante que parce que les Impôts qu'il veut modifier , & ceux dont la répartition feroit toute l'occupation des Administrations provinciales , ne peuvent jamais être regardés comme un partage proportionnel fait par le Souverain dans l'épargne de ses Sujets.

Supposons que toutes les dépenses publiques aient été faites moyennant l'aliénation à perpétuité d'une portion dans l'augmentation de produits qu'elles ont occasionnés , cette propriété de l'aliénation faite par le Gouvernement , seroit regardée comme sacrée , & je crois que

l'Auteur qui voudroit la contester & qui la décrieroit de maniere à exalter les esprits contre elle, loin d'être reçu avec enthousiasme, feroit regardé comme perturbateur du repos & de la tranquillité des Citoyens. Cependant on pourroit peut-être reprocher encore à ces aliénataires, que l'abandon dont ils jouissent, est dans une proportion beaucoup au-delà de celle des avances qu'ils ont faites; mais on ne peut pas faire ce reproche aux propriétaires des engagements pris par l'État, pour les prêts qui lui ont été faits. Car les prêteurs lui ont donné la préférence sur d'autres emplois qui leur auroient été aussi utiles.

Si donc il est injuste de regarder l'immensité de la contribution comme une charge lorsqu'elle est payée, pour ainsi dire, avec un superflu qui doit appartenir au Gouvernement pour qu'il puisse suffire à ses dépenses, il est également injuste de regarder comme une dette accablante les avances qui ont

donné lieu à de si grandes améliorations ; & si le Gouvernement ne peut faire de grandes dépenses pour l'amélioration & la conservation des grands revenus de la Nation que par des aliénations à tems ou à perpétuité, c'est une disposition sage & bienfaisante que de destiner une grande partie des revenus à ces aliénations, puisqu'elles mettent l'État à l'abri des revers.

Ces aliénations ne peuvent alors être regardées que comme la conservation des épargnes de l'État, & tel est le principe qui m'a guidé dans le précis que j'ai publié sous le titre de *Vues d'un Citoyen, sur la distribution des dettes de l'État*, où j'ai démontré comment les dettes d'un État pouvoient servir à fonder sa prospérité.

CETTE épargne de l'État ne peut se conserver que par des emprunts ; mais pour que les fonds de ces emprunts ne fassent aucun tort au commerce & à

L'emprunt maintient l'égalité dans les prix des denrées & de la main-d'œuvre.

l'agriculture, il est nécessaire de faciliter les moyens de distraire une portion de l'accroissement du numéraire qui soit uniquement destinée aux emprunts, & cette portion est celle qui, par son abondance, feroit hauffer le prix des denrées; c'est alors conserver & augmenter l'épargne des Citoyens, & s'opposer au dépérissement de l'agriculture & du commerce, puisque, d'une part, l'intérêt de ces emprunts n'est pris que sur une portion de revenu, qui appartient à l'État, qu'il perçoit sans nuire aux dépenses de reproduction, & qui, sans cet emploi, devroit être mis en réserve; & que, de l'autre part, cette dépense de l'État, est une privation de revenu qu'il s'impose, afin d'éviter que l'argent surabondant ne cherche à se créer un revenu par la circulation d'un plus grand prix donné aux marchandises.

Tout le monde convient que ce plus grand prix donné aux marchandises, est

destructeur de la prospérité publique , & a le même effet que s'il diminuoit la quantité d'argent , parce qu'il faut plus de signes pour représenter la même marchandise. Cette dernière conséquence n'a pas besoin d'être prouvée , au moins à M. N... , ou bien il faudroit qu'il désavouât une infinité de propositions qu'il a données comme axiomes.

Ces engagemens de l'État font ce que j'appelle la richesse fictive , parce qu'elle est l'image de celle que les conventions partagent entre les Citoyens par les différens prêts qu'ils se font.

Définition
de chaque
espece
d'emprunt,

Les prêts entre particuliers représentent toujours une co-propriété dans les biens & les produits , au lieu que le prêt fait à l'État , ne représente que la propriété dans un produit.

L'État peut emprunter en contrats de constitution à rentes perpétuelles ou viagères , en effets à terme avec ou sans intérêt.

L'emprunt à constitution de rentes perpétuelles, fait par l'État, représente ou les avances primitives d'un propriétaire desquelles il n'attend qu'un revenu, ou les réparations qui se confondent avec les avances primitives sans augmentation de revenu.

Cet emprunt a donc pour objet les constructions faites des chemins, ponts, canaux, ports, les dépenses faites pour les guerres malheureuses que l'État a eu à soutenir, & l'État ne peut offrir qu'un revenu au Particulier qui a prêté les fonds, parce que ce sont des avances primitives que fait l'État & qu'un propriétaire n'attend que du revenu, de ses avances primitives.

L'emprunt en rentes viagères, représente les grosses avances qui, périssant dans un tems donné, doivent rapporter assez au propriétaire pour qu'il puisse au bout de ce tems les renouveler.

Cet emprunt est un risque que court l'État, comme est celui que court le

Fermier, si ses bestiaux, outils & instrumens d'agriculture subsistent le tems donné, ces grosses avances ne lui sont point à charge, sinon elles lui sont coûteuses. Cependant quoique ce calcul soit sujet à variation. Il prend une espèce d'équilibre, & c'est avec raison que M. N... a avancé qu'on ne pouvoit raisonnablement blâmer ces fortes d'emprunts, car le calcul a tâché de les combiner dans une proportion telle que les payemens en masse, ne soient que le remboursement des capitaux & intérêts dans un tems donné.

L'emprunt à terme avec intérêt, représente les avances annuelles d'un Fermier qui doit s'en rembourser & en retirer un produit. L'emprunt à terme, est la véritable culture de l'État, comme les avances annuelles sont le plus grand agent de l'Agriculture.

L'emprunt fait par l'État qui ressemble à celui sans intérêt fait par le particulier, est une simple reconnoissance à

laquelle il donne de l'authenticité en créant un papier auquel il attribue la valeur de la monnaie.

Je me contenterai, à l'égard du papier-monnaie, de dire, 1.^o qu'il est peut-être un des moyens les plus utiles qu'un Gouvernement puisse employer. 2.^o Que pour que son avantage soit certain, il ne doit-être qu'un effet à volonté substitué à un effet non-remboursable. 3.^o Que lorsque le papier devient le principe du renchérissement des denrées (effet que M. N... prétend être inévitable) alors il est nuisible, & que le mal dont il est la cause, ne sauroit être balancé par l'avantage de la baisse de l'intérêt de l'argent, ainsi que je le démontrerai.

Je ferai encore une réflexion sur les emprunts : quand l'État a fait des emprunts à terme, les mêmes fonds peuvent servir à emprunter, s'il est nécessaire, une plus grande somme d'argent ; il lui suffit alors de rapprocher ou d'éloigner les termes. Ce revenu dont il se défait

pour en créer un à la surabondance de l'argent, devient un nouveau moyen de prospérité, parce qu'il est l'occasion de nouvelles dépenses faites par les Citoyens, & que toutes les dépenses de ce genre sont des dépenses de reproduction. Ainsi, si d'un côté l'argent que l'État distribue pour de longs termes de remboursemens éloigne, pour les citoyens, la rentrée de leur capital; de l'autre, il forme une plus grande somme de revenu, & tend par là à procurer l'abondance & la prospérité.

Il est difficile, après l'examen que je viens de faire de la nature de l'Impôt & des emprunts, de ne pas rester convaincu que M. N... a trop respecté les opinions communes, puisqu'il est prouvé que ce seroit prendre des préjugés pour des vérités, & cette résignation à ces mêmes opinions n'auroit pas dû tellement asservir son génie, qu'elle l'empêchât de découvrir une vérité qui étoit si près de lui.

Je me crois dispensé de relever toutes les attentions minutieuses que M. N... a recommandées dans la maniere dont l'État doit emprunter; il auroit dû se ressouvenir qu'il a dit, qu'aussi-tôt que l'Administration étoit obligée d'avoir recours à des détours, elle demasquoit sa foiblesse. Mais je lui observerai que dès-lors qu'il vouloit critiquer d'une maniere si amere l'emprunt de 200 millions, il falloit le faire en homme instruit, & établir qu'aucun emprunt dont les termes sont éloignés, ne prendra pas (quelq l'appas qu'il présente) un cours proportionné à l'avantage qu'il promet, parce qu'alors il fait tomber les autres effets à la proportion sur laquelle il est fait, de maniere que cet emprunt de 200 millions devoit faire baisser les effets au lieu de les remonter, & que quand il en arrive autrement, cela est dû à beaucoup d'art, à de grands soins & quelquefois à des grands sacrifices.

Si les dettes de l'Etat ne sont que les

avances primitives ou annuelles de ses améliorations, il est de toute justice que les prêts de toutes ces avances soient regardés comme une propriété sacrée, devant partager dans les produits jusqu'au remboursement; & que ni les uns, ni les autres, ne puissent pas plus éprouver de diminution que le prêt fait par privilège pour l'acquisition d'une Terre, dont la valeur, ainsi que je l'ai prouvé, n'est que celle des avances primitives.

Il est donc juste d'examiner quelle règle de justice M. N... s'est prescrite à cet égard, & de substituer encore l'équité à ses opérations, si elles en sont privées. Il suffira d'approfondir l'opération qu'il regarde comme absolument essentielle, je veux dire la baisse de l'intérêt de l'argent.



Sur la diminution de l'intérêt de l'Argent.

QUELQUE pénible qu'ait été la tâche que j'ai remplie, je ne puis me défendre d'une certaine satisfaction en pensant que j'ai montré les moyens de bannir pour jamais l'inquiétude sur la grandeur des tributs & sur la multiplicité des emprunts; & que l'un & l'autre étoient une suite nécessaire de la prospérité & le seul moyen de la maintenir.

Cette preuve étant tirée des principes avoués par M. N... si mes conséquences se sont trouvées contraires aux siennes, ce combat d'opinions a plutôt été une discussion qu'une critique.

Le sentiment intime du vrai qui l'a animé dans toutes ses recherches, cette passion pour le bonheur des peuples & pour la gloire de la Nation dont son âme est embrasée, lui ont montré par-tout

tout une lutte continuelle des intérêts du Peuple contre celui du Trésor Royal, dont tout l'effort retomboit sur l'Administrateur chargé de veiller à cette partie; tandis qu'il devoit voir que, l'ordre une fois établi, ces deux intérêts doivent toujours être les mêmes.

Il ne s'agissoit, pour s'en convaincre, que d'avoir une idée nette de l'Impôt & des emprunts.

Quant à l'Impôt, j'ai montré, 1.^o qu'il suffisoit qu'il ne portât point sur les choses nécessaires à la vie, pour n'être jamais à charge.

2.^o Que portant sur les dépenses autres que celles de première nécessité & de reproduction, son accroissement seroit en raison de celui de l'aisance & de la richesse des Peuples.

3.^o Qu'il y avoit un seul point où ces dépenses se réunissoient; savoir, celui de la vente en détail de tous les objets qui ne sont point de première nécessité.

4.^o Que tout autre Impôt formoit une

avance qui devenoit une fausse dépense, sans qu'elle fut utile à personne, quoiqu'elle fut nuisible à presque tous.

5.° Que cette fausse dépense étoit d'autant plus considérable qu'étant une avance dont le remboursement s'opéroit par les ventes & les achats, l'Impôt devoit chaque fois, partie du prix, & étoit grossi de tous les intérêts successifs.

Quant aux emprunts, j'ai dit, 1.° Que l'Impôt une fois bien assis est un revenu dont une partie doit être mise en épargne.

2.° Que le moyen de conserver cette épargne, est d'emprunter à terme.

3.° Que le moyen de la multiplier est d'employer ces emprunts en améliorations qui, facilitant l'augmentation des richesses, multiplient les dépenses, & accroissent l'Impôt qui devient une nouvelle épargne (1).

4.° J'ai dit qu'on fixera ces justes bornes

(1) M. N. . . . a senti que telle devoit être la nature de l'emprunt, quand il s'est écrié, page 319 : *Sans doute que la dette nationale n'eût rappelé que des idées douces, si elle avoit été contenue dans de justes bornes.*

quand on n'aura en vue que la prospérité de l'État, & quand on se pénétrera de cette vérité, qu'il faut penser à entretenir & garantir cette prospérité, avant que de songer à l'augmenter.

5.^o Que lorsque son maintien exige des dépenses extraordinaires, comme celle de la guerre, il est d'une absolue nécessité que le Gouvernement voie dans les épargnes des sujets toutes les sommes que les besoins exigeront, & dans ses propres épargnes, les gages qu'il leur assignera.

6.^o Qu'alors la guerre ne nuit pas à l'Agriculture, & fait peu souffrir le commerce.

7.^o Que l'ordre nécessaire est donc que l'emploi de la richesse nationale s'applique, d'abord aux emprunts publics pour former & entretenir l'épargne de l'État, grossir & conserver celle des Citoyens, & ensuite aux nouvelles dépenses d'agriculture & de commerce (1).

(1) M. N. . . . dit, tome II, page 273 : *L'augmentation des richesses publiques, en Angleterre, est envisagée comme*

Cette maniere de considérer les Impôts & les emprunts , n'a rien que de consolant , puisqu'elle n'entraîne après elle aucune idée de taxe ou de contrainte ; & même les uns & les autres n'étant qu'un partage ou bien un emploi de l'épargne des citoyens, seront difficilement susceptibles d'abus , puisque d'une part l'augmentation des Impôts nuirait à la facilité des ressources , & que de l'autre la multiplicité des emprunts multipliant les dépenses dans l'Etat , augmenteroit nécessairement le revenu de l'Impôt sans en accroître la charge. On peut dire que les emprunts seroient alors , dans l'ordre de l'Administration d'un Royaume , ce que sont les pluies dans l'ordre de la végétation ; elles s'évaporent après avoir fertilisé, la terre & retombant pour lui donner une nouvelle action , elles sont quelquefois trop abondantes , mais leur mal n'est que passager , parce qu'elles

de nouveaux fonds qui ne tarderont pas à grossir la somme des capitaux , applicables aux emprunts publics.

sont l'effet des règles invariables qui conservent l'univers.

Tout les maux qu'on a reprochés aux Impôts & sur-tout aux emprunts, ne doivent être attribués qu'au peu d'attention que l'on a faite aux principes qui devroient régler les uns & les autres.

Il en est de même des différentes opinions sur le taux de l'intérêt de l'argent. C'est encore le défaut de n'être pas remonté aux principes qui a fait que ces questions se sont élevées. Il en est une importante à éclaircir parce qu'elle tient essentiellement à la manière dont il faudroit se servir pour rétablir l'ordre qui doit exister : c'est pourquoi je vais la traiter avec quelque étendue; sa discussion sera pénible, parce qu'elle tient à des idées fort abstraites; je tâcherai, par des exemples, de soulager l'attention qu'elle demande; la voici : *Doit-on désirer la diminution du taux de l'intérêt de l'argent?* Je ne dissimule pas que l'opinion générale est pour l'affirmative.

M. de Fourbonnois a traité cette matiere dans les Recherches & considérations sur les Finances , *tom. 2.* à l'époque de 1715. On y trouve des Mémoires présentés au Conseil de sa Majesté, en faveur de cette réduction, qui contiennent les objections qui furent faites alors : ainsi, c'est moins le sentiment de M. N... que je vais attaquer, que des éclaircissémens que je donnerai sur une matiere que je crois n'avoir pas été présentée sous son vrai jour , faute de l'avoir considérée sous assez de rapports.

Principes
de l'intérêt.

J'ai dit que le prêt faisoit acquérir une co-proprieté dans le terrain productif, & que le prêt fait aux artisans & aux marchands, étoit l'image de celui fait à un Propriétaire d'un terrain productif; j'ai conclu que l'intérêt de l'argent étoit une part proportionnelle dans les productions auxquelles le prêt avoit donné lieu; qu'ainsi le prêt fait pour l'acquisition d'un terrain, devoit faire partager dans

ses produits ; que le prêt fait à un artisan & à un marchand , devoit faire partager proportionnellement dans les gains & profits ; & que l'un & l'autre étoient susceptibles d'évaluation. Il s'ensuit que cette évaluation dépend de la proportion qui existe entre la valeur des terrains & leur produit. Ainsi, pour savoir la règle qui doit déterminer le taux de l'intérêt de l'argent , il suffit de savoir quelle proportion moyenne de produit on a été forcé de suivre pour fixer la valeur moyenne des terrains. Par exemple , un arpent dépense 30 sétiers de bled , pour le mettre en état de culture ; un autre 20 ; un autre 10 : le produit net total est de 3 sétiers. La valeur moyenne d'un arpent doit , par conséquent , s'évaluer à 20 sétiers de bled , & le produit net , à 1 sétier ; c'est-à-dire , que la valeur moyenne d'un arpent sera immuablement arbitrée à vingt fois le produit net ; ou bien le produit net sera estimé le vingtième de la valeur du terrain. C'est

ainsi que la valeur moyenne générale des terrains étant fondée sur la proportion des produits , l'évaluation de l'un & de l'autre ne peut jamais changer , qu'en conservant la proportion naturelle qui a été reconnue. De-là il suit que l'argent prêté représentant les terrains , & que l'intérêt représentant les produits , l'évaluation de la proportion moyenne entre les produits & les terrains , a dû être l'évaluation moyenne de la proportion à établir entre le capital & les intérêts.

Je ne crois pas qu'il soit possible de contester l'évidence de ce principe ; de-là il suit , que le taux de l'intérêt ne doit pas plus changer , que la proportion naturelle qui existe entre les fonds & les produits ; & il n'auroit pas effectivement varié , si les prêts ne s'étoient faits qu'en nature , & s'il n'y eût point eu de signe représentatif , dont l'abondance a causé le premier désordre de changer cette proportion , ainsi qu'on va le voir .

LORSQUE l'abondance du signe représentatif a fait que l'on a donné une plus grande quantité de signes, pour avoir la même chose, il a fallu que la valeur numéraire des fonds & des produits augmentât dans la même proportion. Cet effet est nécessaire, & c'est lui qu'il faut accuser des fausses idées que l'on a prises sur l'intérêt de l'argent, parce que, d'un côté, le rapport entre la quantité d'argent prêté, & la portion de propriété dont elle étoit la représentation, n'a plus été dans la même proportion, & que de l'autre, la part des produits affectée au prêt, étant stipulée en argent, n'a plus représenté la même quantité de produits. Les bases sur lesquelles la co - propriété dans les fonds & dans les produits étoit assurée, n'ont donc plus été les mêmes.

Je crois nécessaire de s'arrêter un peu sur cette discussion, quelque aride qu'elle puisse paroître, & je vais la rendre sensible par un exemple. Un Propriétaire a une terre rapportant un produit net de

Effet de l'abondance de l'argent sur la proportion entre la valeur des fonds & celle des produits.

20,000 l. sa valeur est de 400,000 l. Il à emprunté 100,000 l. Le Prêteur a donc une co propriété d'un quart dans le fonds & dans les produits , & comme on voit , la valeur des terres est déterminée à vingt fois celle du produit net ; ou , vingt années de l'intérêt formeront le capital de l'argent prêté.

Si la valeur numéraire des produits monte à 25,000 l. au lieu de 20,000 , il faut , pour conserver la proportion naturelle entre les fonds & les produits , que la valeur de la terre soit portée à une estimation de 500,000 l. Alors la condition du Prêteur change , sa co-propriété ne représente plus que le cinquieme de la valeur des terrains & du produit net ; & quoique la somme annuelle qu'il reçoit soit toujours égale au vingtieme de son capital , cependant il reçoit moins , puisque l'argent qu'il retire ne lui fournit pas les moyens de se procurer la même quantité de denrées. Si l'on fait alors attention à la position véritable du Prêteur , c'est

comme si , la valeur des denrées étant restée la même , on lui avoit proposé de diminuer la part qu'il avoit dans les produits. Cette réflexion est très-essentielle, parce qu'elle démontre comment l'abondance de l'argent produit le double effet de faire hauffer les fonds , & de faire baisser l'intérêt de l'argent. Les fonds haussent , parce que , le prix des denrées n'augmentant pas la quantité de la récolte , & la proportion entre les terrains & la production étant immuable , la valeur numéraire des fonds doit hauffer lorsque celle des produits hausse. L'intérêt de l'argent baisse au contraire , puisque l'intérêt que l'on reçoit pour l'argent que l'on avoit prêté , représente alors une moindre quantité de productions.

Si au moment du prêt , les 5000 l. d'intérêt représentoient 500 sétiers de bled , parce que le produit de la terre étoit de 2000 sétiers , ces mêmes 5000 l. ne représentent plus que 400 sétiers de bled , lorsque les produits ont haussé à

25,000 l. au lieu de 20. Or l'argent n'est que le signe représentatif des valeurs, d'où il suit que celui qui avoit prêté 100,000 l. avoit prêté la valeur de dix mille sétiers de bled, & que ne recevant que celle de 400 sétiers de bled par an, il lui faut recevoir vingt-cinq fois l'intérêt pour retrouver la valeur de son capital ; tandis que la proportion moyenne qui existe entre la valeur des fonds & des produits, sera toujours de vingt fois ; car nous avons remarqué, que le rapport moyen des produits à la valeur des terrains, une fois déterminé, est immuable. Voilà donc un désordre, qui est, à la vérité, causé par l'abondance de l'argent.

Dès lors que cent mille livres qui étoient regardées comme la représentation du quart de la propriété d'une terre, ne procurent le partage que du cinquième dans le produit, l'intérêt de l'argent baisse. Et voici le calcul qui nécessite cet effet.

ON conçoit toujours les produits de la terre, comme étant les seuls revenus réels, & les terres comme étant la seule propriété. Ainsi la quantité d'argent susceptible de représenter les terres augmentant, & la quantité des récoltes n'augmentant pas; il faut que celles-ci se partagent pour former le revenu qui doit se donner aux prêteurs; ou, ce qui est la même chose, il faut que l'intérêt baisse, & si c'est de 5 à 4 p. cent; il faudra alors vingt-cinq fois l'intérêt pour représenter le capital. Mais voici un autre désordre. Rappelons-nous que le rapport moyen entre le travail & les récoltes est immuable; ainsi si les fonds ont haussé de valeur numéraire dans la même proportion que les produits, ceux-ci resteront toujours comme 1 est à 20. Mais l'intérêt étant au denier 25, la représentation des terrains & des produits ne sera pas dans la proportion de la chose représentée. Il est alors nécessaire que l'on préfère d'acheter les terres, plutôt

Raison de
de la baisse
de l'intérêt.

que de prêter pour les acquérir , jusqu'à ce que la valeur numéraire des terres se mette avec la valeur numéraire des produits , dans la même proportion qui existe entre l'intérêt & le capital. Ainsi, la terre dont le produit étoit de vingt mille livres & qui est montée à 25 , sera estimée 625,000 l. ; mais ce n'est encore qu'un nouveau désordre , parce que la proportion numéraire qu'on a établie entre la valeur numéraire des fonds , & les produits de la terre n'est pas la même que la proportion naturelle. La Loi impérieuse de l'ordre général ramènera nécessairement la valeur des produits à leur proportion naturelle avec les terrains & le prix des produits haussera.

Ainsi , c'est un cercle vicieux décrit par deux pointes de compas également mobiles , dont l'une est l'accroissement du signe représentatif , & l'autre la baisse de l'intérêt de l'argent. La démonstration de ces inconvéniens a porté sur une base certaine qui est la proportion

immuable qui existe entre les terrains & les produits : elle doit déjà convaincre que les denrées ne peuvent pas augmenter de valeur , sans faire hausser le prix des terres ; que l'un & l'autre ne peuvent hausser de prix sans faire baisser l'intérêt de l'argent ; que l'intérêt , baissant , fait de nouveau hausser le prix des fonds & des denrées. Ces conséquences nécessaires étant considérées relativement au prix de la main-d'œuvre & à la circulation , me paroissent déjà des argumens invincibles contre la réduction de l'intérêt de l'argent ; mais elle entraîne encore bien d'autres inconvéniens que je détaillerai après avoir montré que l'on s'est trompé dans les avantages qu'on lui a supposés.

Écoutez M. N... & mettons-le en opposition avec lui-même : il convient d'abord que l'accroissement du numéraire fait hausser le prix des denrées , & que ce renchérissement nuit au commerce. *Il faut, dit-il, page 257, tome 2. sur-tout*

empêcher que l'accroissement successif des Impôts ne renchérisse sensiblement le prix de la main-d'œuvre , & quand les circonstances exigent des secours extraordinaires , on doit s'appliquer à concilier les intérêts du Trésor Royal avec ceux du Commerce. A bien plus forte raison ne faut-il jamais mettre ces intérêts en opposition , & brouiller ainsi l'enfant avec sa nourrice.

M. N... a donc reconnu que les objets manufacturés augmentant , du prix nouveau de la denrée , des salaires plus forts , des commissions plus fortes , & des bénéfices des marchands , c'est de toutes ces sommes réunies que l'on perd , sur l'étranger , l'avantage de la concurrence. Ainsi si la diminution de l'intérêt de l'argent ne maintient pas le bas prix des denrées & de la main-d'œuvre ; si au contraire, après avoir été l'effet du renchérissement , elle en devient une nouvelle cause ; si M. N... lui-même en convient , on ne devra pas concevoir
comment

comment il peut dire , *page 238 , tome 3* : c'est à la faveur d'un pareil avantage que les propriétaires de terre trouvent les secours à un prix modéré & peuvent se livrer à de nouvelles cultures ; c'est alors encore que le Négociant & le Manufacturier se contentent d'un moindre bénéfice & luttent avec avantage contre l'industrie étrangère. Ce n'est sans doute que parce qu'il avoit oublié qu'il avoit dit , *tome 2 , page 257* , que le renchérissement du prix des denrées nuisoit au commerce & étoit capable de brouiller l'enfant avec sa nourrice.

M. N... ne peut pas nier que la baisse de l'intérêt est toujours accompagnée du haussement du prix des denrées , & que l'un & l'autre sont la suite de l'abondance du numéraire ; voici comme il s'explique , en parlant du papier monnoie , *page 317 , tome 3* : c'est simplement un numéraire conventionnel , qui , ajouté aux pièces d'or & d'argent , multiplie dans un Etat les signes représentatifs des richesses , & cette mul.

tiplication a ses inconvéniens comme ses avantages ; il doit en résulter une augmentation dans le prix du travail & des productions territoriales , circonstance qui peut contrarier le commerce avec l'Etranger ; mais , d'un autre côté , l'abondance du numéraire & l'introduction d'une monnoie de papier qui rendent la circulation plus facile & plus rapide , sont autant de moyens qui , réunis ensemble , contribuent efficacement à la baisse de l'intérêt & favorisent sous ce rapport l'agriculture , le commerce & les manufactures.

M. N... reconnoît donc que l'augmentation du prix des denrées est toujours réunie à la baisse de l'intérêt : or , l'avantage qu'il dit en résulter , ne peut exister , que si la contrariété qu'éprouve le commerce par l'accroissement du prix des denrées , est moins grande que n'est la faveur que la baisse de l'intérêt de l'argent lui procure. Si le contraire est prouvé , la proposition de M. N... fera démontrée fausse , & il fera tombé dans des contra-

ditions évidentes. Je demande donc comment, dès-lors que les denrées & les salaires augmentent en même tems que l'intérêt de l'argent baisse, il est possible que cet avantage du bas intérêt de l'argent soit sensible pour le fabricant ? Un exemple va servir à démontrer le contraire. Je demande à M. N..... combien il estime le renchérissement des salaires, l'argent tombant de 5 à 4 ? sera-ce seulement un 40^{me} ? assurément il ne mettra pas d'être exigeant. Ainsi le salaire d'un ouvrier qui étoit de 400 liv. coûtera 410 liv. l'intérêt de ces 400 liv. à cinq pour cent, étoit 20 liv. mais le fabricant dépense 410 liv. au lieu d'en dépenser 400 ; donc avec l'intérêt qui est de 16 liv. 8s. il dépensera 426 liv. 8s. au lieu de 420 liv. Ses dépenses augmentées, comment peut-il se déterminer à un moindre bénéfice ? Ce n'est pas tout : s'il employoit 200 ouvriers à 400 liv. avec le même argent, il n'en emploiera à 410 l., que 195 ; il faudra donc qu'il gagne autant

La diminution de l'intérêt de l'argent ne favorise pas les Fabricans

sur le travail de 195 ouvriers que sur celui de 200. Il faudra en outre qu'avec le même argent, il y ait un 40^{me} d'ouvrages de moins dans le Royaume, un 40^{me}. d'ouvriers inutiles. Le calcul est assurément bien bas, & cependant la différence est énorme; diminution de travail, augmentation du prix de la main-d'œuvre, enchérissement de l'objet manufacturé : voilà l'effet de la baisse de l'intérêt de l'argent, & je ne crois pas qu'on puisse répondre à un argument aussi décisif, & que l'on puisse encore soutenir que la baisse de l'intérêt de l'argent soit favorable au fabricant, & qu'il faille chercher les moyens réunis qui contribuent efficacement à l'obtenir. Elle n'est pas plus utile au cultivateur.

La diminution de l'intérêt de l'argent ne favorise pas l'agriculture.

Je dis qu'il est rare qu'un propriétaire ait avantage à emprunter, pour se livrer à de nouvelles cultures, & je dis que s'il peut espérer un succès assez grand pour pouvoir sagement se déterminer à emprunter, il a plus d'avantage à emprun-

ter, l'argent étant à cinq pour cent, que l'argent étant à quatre pour cent, parce qu'il ne faut jamais séparer l'emprunt, du tems & de la forme du remboursement.

Je dois apporter du soin à cette preuve, parce que je fais que l'opinion contraire est généralement répandue.

Il faut poser une base sur le produit à espérer des dépenses; car que l'argent soit à cinq, ou qu'il soit à quatre pour cent, cela ne change rien au produit réel de la terre. Si les denrées sont augmentées, les salaires seront plus chers; avec le même argent, le propriétaire fera moins; faisant moins, il aura moins de produits. Ce calcul seroit à mon avantage; mais je suppose un produit égal en argent: s'il est de 6 pour cent, ayant emprunté à 4, il faudra qu'il sacrifie 28 ans de ses produits pour pouvoir rembourser, & qu'il ait l'attention, comme en matiere de calcul il faut le supposer, de ne pas perdre un jour, chaque année, pour rembourser. Mais les rentes se payent exactement; le

produit des terres effuie plus de longueurs dans les rentrées; l'homme sage n'emprunte que dans le dessein de rembourser; s'il s'affujettit à payer des intérêts, il faudra qu'il envisage un bénéfice; or le moyen de rembourser est trop-long, & le bénéfice sur les intérêts à payer n'est pas assez certain pour le déterminer à emprunter par spéculation d'un profit, qui n'est pas à jour fixe comme l'intérêt dont il se charge, & qui d'ailleurs peut dans certaines années, n'être pas aussi grand que la charge.

J'ai donc raison de conclure qu'en général les améliorations sont des placements, & que personne n'emprunte à terme pour placer à constitution de rentes; ou bien c'est un placement anticipé qu'on fait, parce qu'on attend des rentrées.

Mais supposons que le produit soit assez grand pour engager à une spéculation, supposons-le de 12 pour cent, alors le propriétaire sage peut avoir de l'avantage à emprunter; il ne le peut

faire que de 2 manieres ; favoir, à terme, ou à constitution de rentes perpétuelles.

Si c'est à terme & que l'argent soit à 4 pour cent , il faudra employer tout le produit pendant dix ans & trois mois, pour rembourser capital & intérêts, & si l'argent est à 5 p. cent, il faudra onze ans.

Considéré de ce côté, on voit que la différence pour l'homme sage, n'est pas assez grande , & ce n'est pas elle qui peut le déterminer à faire ou ne pas faire la dépense.

Si au contraire c'est à constitution , voici le calcul dont on trouvera la preuve dans M. Deparcieux, & dans toutes les tables d'intérêts composés.

Supposez deux propriétaires , dont l'un emprunte à 4 pour cent , & l'autre à 5 pour cent, la somme de cent mille livres , rapportant à chacun, après leur emploi , 12000 liv. par an.

Supposez que tous deux placent chaque année le revenu , déduction faite de l'intérêt que chacun aura payé ; l'un placera & replacera à 4 p. cent ; l'autre

à 5 p. cent ; le premier placera tous les ans 8000 liv. & les intérêts progressifs , & le second 7000 liv. ; celui qui placera 8000 liv. aura, au bout de vingt-cinq ans, 333,100 liv. ; & celui qui n'en aura placé que 7000 liv. aura 334,000 liv.

Ainsi celui qui n'aura placé que 7000 l. aura au bout de vingt-cinq ans, 900 liv. de capitaux, & 3,376 liv. de rente de plus que celui qui aura eu 8000 liv. à placer. Il s'en faut donc que la baisse de l'intérêt de l'argent soit utile au cultivateur , puisque si les denrées augmentent , le travail sera plus cher, & que dans tous les cas, si l'on emploie le produit que l'on retirera , à recomposer ses capitaux, on le fera plus promptement, l'intérêt étant à 5 pour cent , que s'il étoit à 4.

Je fais qu'il est possible de présenter des calculs qui, dans un tems donné, contrarieroient les miens : mais dès-lors que celui qui emprunte à 5 pour cent sera supposé avoir la plus petite somme de revenu au-delà de celle nécessaire pour payer les intérêts, il y aura un terme où

celui qui emprunte à 5 pour cent aura l'avantage sur celui qui emprunte à 4 ; & c'est là seul le point de la question.

Les avantages que l'on espere de la réduction de l'intérêt de l'argent , relativement au cultivateur & au fabricant étant démontrés illusoires , il faut la considérer relativement à l'économie générale , c'est-à-dire , relativement aux revenus de la Nation & aux dépenses des Individus ; relativement aux remboursemens de la dette publique ; relativement à la diminution dans les charges publiques qui pourroit en résulter , & relativement aux ressources.

Si j'envisage la diminution de l'intérêt de l'argent , relativement aux revenus de la Nation , & si je m'arrête un moment à considérer l'immense dépense d'un Royaume , comme la France , je me demande ce qui peut créer un revenu suffisant pour fournir à toutes ces dépenses , & rien ne prête plus à la réflexion que l'objection que M. N. . . . a faite contre l'impôt territorial : il a montré

La diminution de l'intérêt de l'argent relativement aux revenus de la Nation.

que la contribution s'élevoit au-delà des revenus territoriaux , puisqu'elle égale , p. 166 , tom. 1 , dix-neuf vingtièmes , *indépendamment de 190 millions d'impositions territoriales déjà subsistantes, & de la contribution pour la confection des routes.*

Quelle vérité ! & quelle lumière il en sort ! il faut donc qu'il y ait dans le Royaume un autre revenu aussi réel que celui des terres , puisqu'il y a tant de richesses & tant de dépenses ; mais qu'est-ce qui a créé tous ces fonds ? Quel effet crée tous les revenus qui suffisent à tant de dépenses ? C'est la circulation de 600 millions de revenus territoriaux mis en action par deux milliards de numéraires.

Ce sont donc les intérêts des prêts & les gains faits par les marchands & artisans qui ont fourni l'immense revenu qui suffit à toutes les dépenses. Que l'on juge à présent à quel point il faut que cette multiplication de gains & de profits d'intérêts soit portée , puisque des calculs certains , dont la preuve proportionnelle se trouve ainsi que je l'ai dit p. 5 , dans l'opération nouvellement faite

en Angleterre, établissent la vente des marchands en détail, en France, à plus de 13 milliards. Ces dépenses ne peuvent se faire qu'au moyen du revenu créé par la circulation, or, dès-lors qu'il est constant que le revenu ne se crée que par la circulation; il faut voir quelle seroit l'influence de la réduction de l'intérêt à 4 pour cent sur cette création; & cette influence peut être appréciée par le calcul suivant qui me paroît d'une force irrésistible.

Le revenu total de la Nation ne peut se former que par la masse du produit des terres, mise en action par le numéraire. Si l'on arbitre cette masse (les dépenses d'absolue nécessité prélevées) à 500 millions, le calcul prouve que pour que 500 millions puissent produire un capital de 15 milliards, il faut qu'ils aient été prêtés 70 fois à cinq pour cent, en ajoutant chaque fois au prêt les intérêts d'une année; & que les mêmes 500 millions prêtés 70 fois à quatre pour cent dans la même forme, ne produiront pas 8 milliards.

Ce calcul est vrai de toute vérité arithmétique ; la conséquence est que la réduction de l'intérêt de l'argent de cinq à quatre pour cent diminuera nécessairement , de moitié , le revenu de circulation. J'irai , si l'on veut , jusqu'à accorder que la dépense de la nation ne va pas à 13 milliards , mais il est impossible de se refuser à accorder qu'elle est infiniment supérieure aux 500 millions qui forment le total du revenu net des terres , & il est nécessaire de convenir que ce revenu de circulation tel qu'il puisse être , seroit réduit à moitié , & que la différence de moitié dans les dépenses , occasionneroit un réffet sur les manufactures & sur l'agriculture , lequel n'est plus du ressort du calcul.

Il y a deux observations qui viennent à l'appui de ce calcul ; l'une , c'est que pour réparer cette diminution de revenu créé par la circulation , il faudroit qu'il y eut une somme de numéraire double de celle qui existoit avant la baisse de l'intérêt , ce qui se trouve conforme à ce qui est arrivé en Angleterre , où le

numéraire factice se trouve être au moins aussi considérable que le numéraire réel.

L'autre, c'est que ce déficit de revenu de circulation, ne peut être compensé en partie que par la cherté des denrées; car dans tous les pays riches, comme l'Angleterre & la Hollande, où l'intérêt est bas, les denrées sont d'un prix excessif; & dans les pays où l'intérêt est bas & où les denrées sont à bas prix, la pauvreté y regne & il n'y a nulle circulation.

On dira peut-être que la dépense n'est pas uniquement composée de l'intérêt, mais que le capital se dépense chaque fois avec l'intérêt & reforme ensuite un nouveau capital. L'objection n'est pas vraie en tout : mais pour ne rien laisser qui soit susceptible d'être contredit, je prendrai, si l'on veut, la moyenne proportionnelle des deux calculs, qui sera dix milliards neuf cents millions, c'est-à-dire, un tiers de diminution dans le revenu de circulation, au lieu d'être d'une moitié.

Il est donc incontestable que la réduction de l'intérêt considérée relativement

aux revenus de la Nation , seroit un très-grand mal. La réduction de l'intérêt considérée relativement au remboursement de la dette publique , ne présente pas moins d'inconvéniens.

La diminution de l'intérêt de l'argent relativement au remboursement de la dette publique.

Les principes que j'ai avancés relativement au remboursement de la dette publique , se trouvent en partie d'accord avec M. N. . . . Il semble indiquer que les remboursemens faits par l'Etat , ne doivent avoir pour objet que de maintenir le crédit. J'ai été plus loin , & j'ai dit que l'Etat ne devoit jamais rembourser que pour se ménager les moyens d'emprunter de nouveau. Mais soit que le Gouvernement pense qu'il doive diminuer la masse de ses dettes , soit qu'il ne veuille rembourser que pour avoir une nouvelle faculté d'emprunter , la réduction d'intérêt est toujours nuisible. Dans le premier cas , il est démontré qu'un fonds annuel de deux millions ne remboursera , en trente ans , que cent douze millions de dettes à quatre pour cent , & que le même fonds rembour-

fera cent trente-deux millions de dettes à cinq pour cent.

Dans le second cas , le calcul prouve qu'un fonds de deux millions , affecté au remboursement de cent douze millions , constitués à quatre pour cent , ne deviendra libre qu'à la trentième année , tandis que si la constitution est à cinq pour cent , le même fonds deviendra libre à la vingt-huitième ; donc le Gouvernement pourra renouveler ses emprunts plutôt & plus souvent que dans le premier cas.

Je ne crois pas que l'on puisse opposer que le bénéfice que le Gouvernement feroit sur le moindre intérêt qu'il payeroit , fourniroit une compensation avantageuse pour lui , car j'ai cité l'exemple de deux Particuliers ayant emprunté chacun cent mille livres , l'un à quatre & l'autre à cinq pour cent , & ayant chacun 12,000 liv. à employer en intérêts & à se reformer des capitaux , & j'ai prouvé qu'au bout de vingt-cinq ans celui qui n'auroit eu que 7000 liv. à pla-

cer à cinq pour cent, auroit un capital plus considérable que celui qui auroit placé 8000 liv. à quatre pour cent pendant le même temps. Il est donc hors de doute que la réduction de l'intérêt ne favorise pas les remboursemens de l'Etat, lorsqu'il sera fait un fonds égal pour les remboursemens. Je ne mets cette dernière condition que pour prévenir l'objection qui me seroit faite, que lors de la réduction de l'intérêt de cinq à quatre pour cent, l'Etat pourroit employer en remboursement l'un pour cent qu'il gagneroit sur les intérêts, tandis que laissant subsister l'intérêt à cinq pour cent, il seroit dans l'impossibilité de rembourser. Je ne puis me résoudre à répondre sérieusement à cette objection, parce qu'alors ce n'est plus rembourser, mais c'est transiger pour le remboursement, & cette transaction, qui seroit le signe de la détresse, ne lui donneroit le moyen de rembourser que dans l'espace de cinquante ans. J'ose cependant avancer que

l'objection

l'objection va se trouver résolue, quand j'aurai examiné l'effet de la diminution de l'intérêt relativement aux charges publiques.

LA diminution des charges publiques, que l'on prétend opérer par la baisse de l'intérêt, est un avantage illusoire, si l'intérêt de l'argent ne peut pas baisser, sans que l'augmentation du prix des den-

La diminution de l'intérêt de l'argent relativement aux charges publiques.

rées ne soit une conséquence nécessaire; car alors les dépenses du Gouvernement augmenteront, tandis que la charge des intérêts diminuera : il faut donc voir si la dépense n'excédera pas le bénéfice fait sur les intérêts. Or, j'ai démontré qu'un dixième d'augmentation sur le prix de la matière première, augmentoit le prix de la marchandise manufacturée de près de moitié. Donc la dépense excédera le bénéfice. D'un autre côté, quand même l'augmentation des denrées n'auroit pas un effet aussi subit, quand même cette augmentation n'auroit pas lieu, j'ai

prouvé que la réduction de l'intérêt de l'argent de 5 à 4 pour 100, diminueroit de moitié les moyens de dépenser. Or, comme la plus grande partie des tributs ne se paye qu'à raison des dépenses, leur recette diminueroit dans une proportion plus forte, que ne seroit celle du bénéfice fait sur la diminution d'intérêt. Il est donc encore prouvé, que la diminution des charges publiques, opérée par la baisse de l'intérêt, seroit un avantage illusoire.

La diminu-
tion de l'in-
térêt de l'ar-
gent relati-
vement à la
facilité des
ressources.

Il reste à considérer la réduction de l'intérêt de l'argent relativement à la facilité des ressources. Je commence par invoquer un premier passage de M. N. p. 374, tom. 2. *C'est, dit-il, un effet digne d'une sérieuse attention, que celui qu'ont produit, en Angleterre, l'immensité des emprunts & les hauts intérêts, en accroissant le nombre & la fortune des êtres indépendans. Et, pag. 275, il avoit dit: En Angleterre, on considère avec raison la fa-*

ilité d'emprunter , comme la principale force de l'Etat. Or , pour que la facilité d'emprunter existe , il faut que les remboursemens qui seront faits n'aient pas un placement plus utile que celui d'être reporté dans les emprunts publics , qu'il y ait une épargne dans la main des Citoyens , & qu'il y ait un gage à donner aux emprunts.

Quant à l'argent des remboursemens , il est douteux qu'il soit reporté dans les emprunts , après la réduction d'intérêt ; 1.^o parce que les placemens dans des fonds réels seront plus avantageux qu'ils n'étoient : 2.^o parce que ces fonds réels ayant augmenté de valeur , emploieront une plus grande partie d'argent pour leur négociation : 3.^o cette quantité d'argent sera encore diminuée , si le prix des denrées hausse : car M. N. . pag. 281 , dit : *l'argent se divise en deux parts , l'une servant de mesure aux marchés , l'autre rassemblée dans la main des Capitalistes. Et , pag. 266 , il avoit dit : plus les denrées*

sont chères , plus grande doit être la portion du numéraire , destinée à être la mesure continuelle des échanges. Donc la réduction de l'intérêt de l'argent faisant hauffer les denrées & les fonds , laissera une plus foible partie du numéraire entre les mains des Capitalistes. Donc les emprunts seront plus difficiles.

Quant à l'épargne des Citoyens , j'ai prouvé que la masse des revenus seroit diminuée de moitié par cette opération ; mais quand elle ne seroit diminuée que d'un cinquieme , ce qui ne peut être contesté , il est de toute évidence que les épargnes seroient beaucoup moindres , si elles ne devenoient pas nulles.

Quant au gage à donner à l'emprunt , j'ai prouvé que la même somme remboursoit moins dans le même temps ; donc l'emprunt à cinq pour cent , auquel on assigne un remboursement , demande moins d'argent que celui à quatre ; donc il n'y a rien à gagner pour l'État relativement aux gages à donner aux

emprunts ; donc la diminution de l'intérêt de l'argent ne facilite pas les ressources. Je n'ajouterai plus à cette longue discussion qu'une réflexion sur la manière dont M Necker entend opérer la diminution de l'intérêt de l'argent.

Je ne crois pas d'abord que la manière dont il fait entrer dans ses calculs les contrats dont les intérêts ont été réduits, soit propre à donner de la confiance ; il dédaigne même , & regarde comme une occupation oiseuse , d'en calculer les capitaux , ce n'est qu'après quarante ans passés dans la paix la plus profonde , qu'il permet de s'en occuper , de manière qu'il ne semble désirer la reconstitution des contrats à un denier moins fort , que pour les condamner à un pareil oubli. Cette seule réflexion seroit capable de déterminer les Propriétaires de ces contrats à ne plus aliéner leurs capitaux , & à attendre les momens où les besoins feroient proposer des conditions plus avan-

Sur le moyen proposé d'amener la baisse de l'intérêt.

tageuses. D'ailleurs , le moyen dont il prétend se servir pour nécessiter à cette reconstitution est tel , qu'il suffit d'en lire le développement , pour qu'elle ne puisse avoir lieu.

Si l'argent , dit-il p. 368 , t. 2 , étoit à quatre pour cent , les effets qui rapporteroient cinq pour cent , vaudroient beaucoup plus que leur capital ; le remboursement seroit un événement malheureux pour les Propriétaires ; ils ne se plaindroient pas , si l'on faisoit un autre usage des fonds destinés à leur remboursement.....

Voilà comment le Roi , sans aucun fonds de réserve particulier , mais avec les seuls capitaux destinés actuellement aux remboursemens , seroit en état de donner le premier mouvement à la réduction de l'intérêt ; ou , ce qui est la même chose , M. N.... propose de présenter un appas capable de faire consentir à ne pas recevoir son remboursement , afin de profiter de l'argent que la crédulité négligeroit de recevoir ; & après avoir induit

ainsi en erreur , il se serviroit de cet argent pour nécessiter une réduction qui ne pourroit avoir lieu , si l'on avoit refusé de se laisser prendre au piège séducteur qui auroit été tendu. Cette opération n'est sûrement pas dans l'ordre de celles qu'un Administrateur doit se permettre. On sait que les Capitalistes s'étudient quelquefois à faire hausser le cours des effets de la nature de ceux qu'ils veulent vendre , & baisser celui des effets qu'ils veulent acheter ; c'est une adresse , connue sous le nom d'*agiotage* ; mais encore n'est-ce pas agioter son propre papier.

R É S U M É.

Résumons en peu de mots tout ce qui résulte de cette longue discussion ,

1.^o C'est que l'argent doit se diviser entre les opérations d'agriculture & de commerce , & les fonds publics ;

2.^o Que la prospérité ne peut se maintenir que par l'abondance de ces fonds

ubliques , qui seuls peuvent fournir aux dépenses extraordinaires ;

3.^o Que le haussément du prix des denrées & des fonds , ainsi que la baisse de l'intérêt de l'argent , n'ont d'autre effet que d'obliger d'employer plus d'argent pour avoir la même chose , ou , ce qui revient au même , celui d'en diminuer l'abondance ;

4.^o Que dès-lors qu'un État est parvenu à un certain degré de force dans son agriculture & son commerce , il doit principalement songer à se préparer des ressources qui ne peuvent exister que par l'augmentation de la richesse publique , à laquelle la diminution d'intérêt s'oppose ;

5.^o Que la réduction de l'intérêt de l'argent ne peut être permanente , parce qu'elle porte avec elle le principe de la rareté prochaine de l'argent ;

6.^o Que la réduction d'intérêt a toujours accompagné l'augmentation du prix des denrées ;

7.^o Que si l'un & l'autre marchent ensemble , on perd l'avantage de la concurrence , à cause du prix de la main-d'œuvre ;

8.^o Que quand la somme numérique des ventes seroit la même , il n'en résulteroit pas moins une diminution dans les consommations & le travail ;

9.^o Que les revenus des Capitalistes étant moindres , il est difficile , pour ne pas dire impossible , que la somme numérique des consommations soit la même ;

10.^o Que si les denrées n'augmentent pas en même-temps que l'intérêt baisse , on perdra dans ce que l'on appelle *balance du commerce* , puisque l'on vendra & pour moins d'argent , & moins de marchandises ; car l'argent retiré de la circulation pour le prix des fonds , ne pourra pas être prêté pour le commerce ;

11.^o Que l'avantage de celui qui emprunte à terme de remboursemens égaux , à quatre pour cent , au lieu d'emprunter à cinq , est très-peu considérable ; que

celui qui emprunte à constitution de rentes , l'argent étant à cinq pour cent , a bien plutôt recomposé son capital que celui qui emprunte à quatre ; qu'ainsi , comme on ne doit emprunter que pour rembourser , la réduction d'intérêt à quatre pour cent , ne favorise que le dissipateur ;

12.^o Que destinant un fonds égal à des remboursemens qui s'accroissent toujours des intérêts éteints , les remboursemens , au bout de trente ans , s'éleveroient , si l'intérêt étoit à cinq pour cent , à un cinquieme en sus qu'ils ne feroient s'ils étoient à quatre ;

13.^o Qu'ainsi , l'intérêt public & particulier s'oppose à ce que l'Administration concoure à faciliter la baisse de l'intérêt de l'argent , de maniere que celle qui peut survenir entre Particuliers ne doit exister que par la loi des convenances réciproques ; & que les changemens que les circonstances y apportent , ne puissent en rien influencer sur les opérations du Gouvernement.

J'ajouterai qu'il n'y a qu'une seule espèce d'États & une seule classe d'hommes auxquels cette opération pourroit être utile ;

Savoir , aux États qui sont plus commerçans des richesses des autres que des leurs propres , & aux hommes qui achètent pour revendre , en bénéficiant sur l'argent des autres. Il ne faut pas oublier que ces États , s'il en existe , & ces Marchands *sont les véritables esclaves du commerce , auxquels il a donné des turbans parsemés de pierreries , & qu'il a revêtus de tuniques d'or , pour se prosterner devant eux.*

Il y a peut-être encore une considération , que je suis bien loin de présenter comme une preuve & une autorité ; mais on trouve dans des *Mémoires pour servir à l'histoire de la Chine* , que dans ce vaste Empire les finances y ont éprouvé toutes les révolutions connues dans les autres États ; que l'on s'y est occupé des réductions d'intérêt ; que l'on y a établi

du papier-monnoie ; mais après de longues discussions , on y a réglé l'intérêt à trente pour cent ; depuis ce temps , l'argent n'y a causé nul trouble. Cette fixation subsiste depuis un tems énorme , & n'a pu nuire à la population , à l'agriculture & à la perfection des fabriques. Peut-être a-t-on senti que l'intérêt de l'argent est le moyen d'échange de toutes les négociations , comme la monnoie l'est de toutes les denrées ; & que lorsque le taux est établi , y changer , ce seroit altérer le titre de la monnoie courante.

F I N.

 TABLE DES MATIERES.

<i>A</i> VERTISSEMENT ,	Page iij
PLAN D'IMPOSITION ,	I
<i>Objections ,</i>	22
<i>Preuves de l'évaluation de la ville de</i> <i>Paris ,</i>	28
SUR LES GABELLES ,	33
<i>Résumé ,</i>	83
SUR L'IMPÔT TERRITORIAL , LES AD- MINISTRATIONS PROVINCIALES , ET SUR LES DROITS DE CONSOM- MATION ,	87
<i>L'argent , comme moyen d'échange , est</i> <i>la cause des erreurs en Administration ,</i>	97
<i>Principes des échanges ,</i>	100
<i>Le travail est le principe de toutes les</i> <i>valeurs ,</i>	101
<i>Effet de l'abondance de l'argent , relati-</i> <i>vement à la connoissance de la propor-</i> <i>tion , qui , existant entre les produc-</i>	

<i>tions , en détermine la valeur relative ,</i>	104
<i>Effet de l'Impôt sur la proportion des échanges ,</i>	106
<i>Ventes & achats ,</i>	111
<i>L'intérêt seul des avances renchérit de moitié la marchandise manufacturée ,</i>	115
<i>La rétribution du Commissionnaire comparée à l'Impôt ,</i>	117
<i>Conséquences ,</i>	119
<i>Inutilité des Administrations Provinciales pour faire la répartition juste de l'Impôt territorial ,</i>	124
<i>L'augmentation du prix des denrées nuit au Propriétaire ,</i>	137
<i>Récapitulation sur la nature des Impôts ,</i>	144
DES RICHESSES ,	151
SUR LA BALANCE DU COMMERCE ,	163
<i>Proportion entre l'or & l'argent ,</i>	167
SUR LES PROHIBITIONS, LES DROITS D'ENTRÉE ET CEUX DE SORTIE ,	174
<i>Prohibitions & droits d'entrée ,</i>	178
<i>Droits de sortie ,</i>	181

SUR LES EMPRUNTS ,	186
<i>Un Etat doit emprunter ,</i>	190
<i>Les emprunts utiles ne sont pas une charge ,</i>	192
<i>Les Impôts ne doivent pas diminuer lorsque l'Etat fait des remboursemens ,</i>	194
<i>L'emprunt maintient l'égalité dans les prix des denrées & des marchandises ,</i>	199
<i>Définition de chaque espece d'emprunt ,</i>	201
SUR LA DIMINUTION DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT ,	208
<i>Principes de l'intérêt ,</i>	214
<i>Effet de l'abondance de l'argent sur la proportion entre la valeur des fonds & celle des produits ,</i>	217
<i>Raison de la baisse de l'intérêt ,</i>	221
<i>La diminution de l'intérêt de l'argent ne favorise pas les Fabricans ,</i>	227
<i>La diminution d'intérêt ne favorise pas l'agriculture ,</i>	228
<i>La diminution de l'intérêt relativement aux revenus de la Nation ,</i>	233

<i>La diminution de l'intérêt relativement à la dette publique ,</i>	238
<i>La diminution de l'intérêt relativement aux charges publiques ,</i>	241
<i>La diminution de l'intérêt relativement à la facilité des ressources ,</i>	242
<i>Sur le moyen proposé d'amener la baisse de l'intérêt ,</i>	245
<i>Résumé ,</i>	247

Fin de la Table des Matieres.

ERRATA.

- P**AGE 8, ligne 14, 11,60,000,000, rectifiez cette erreur de calcul, & lisez 1,160,000,000.
- 9, lig. 6, d'elle; *lis.* d'elles
 - 12, lig. 18, & de la France; *lis.* & à celle de la France.
 - 13, lig. 3, avec l'Angleterre; *lis.* avec celle d'Angleterre.
 - 13, lig. 18, &c. dans la même proportion; lisez ainsi, comparé à la population de Paris, de six cents quatre-vingt mille Habitans, à celle de Versailles, de soixante mille, & à celle de Lyon, de cent soixante mille, prouveroit, &c.
 - 16, lig. 10, & l'Impôt; *lis.* & puisque l'Impôt.
 - 41, lig. 14, excédent; *lis.* excédant.
 - 85, lig. 5, facilitera; *lis.* faciliteront.
 - 92, lig. 11, naturelle; *lis.* mutuelle.
 - 96, lig. 16, ne sont plus faits; *lis.* ne se sont plus faits.
 - 110, lig. 5, n'est dont; *lis.* n'est donc.
 - 120, lig. 6, restitution; *lis.* restriction.
 - 134, lig. 2, crées; *lis.* créées.
 - 137, lig. 20, du propriétaire; ajoutez, d'une seule production.
 - 148, lig. 14, substances; *lis.* subsistances.
 - 179, lig. 5, la quantité; *lis.* la qualité; lig. 8, *id.*
 - 180, lig. 21, des avantages; *lis.* du désavantage.
 - 184, lig. 19, solde donnée; *lis.* solde, donné.
 - 190, lig. 16, à fournir; *lis.* à former.
 - 207, lig. 6, remboursant; *lis.* remboursement.
 - 212, lig. 19, fertilisé, supprimez la virgule,
 - 215, lig. 13, moyenne; *lis.* moyenne.
 - 227, lig. 16, fabriquant; *lis.* fabricant.
 - *Ibid.* lig. 19, dépenses augmentées; *lis.* dépenses étant augmentées.

